

T76A1  
B743  
OFF

# *Déshumanisation* DU TRAVAILLEUR DANS L'UNIVERS COMMUNISTE

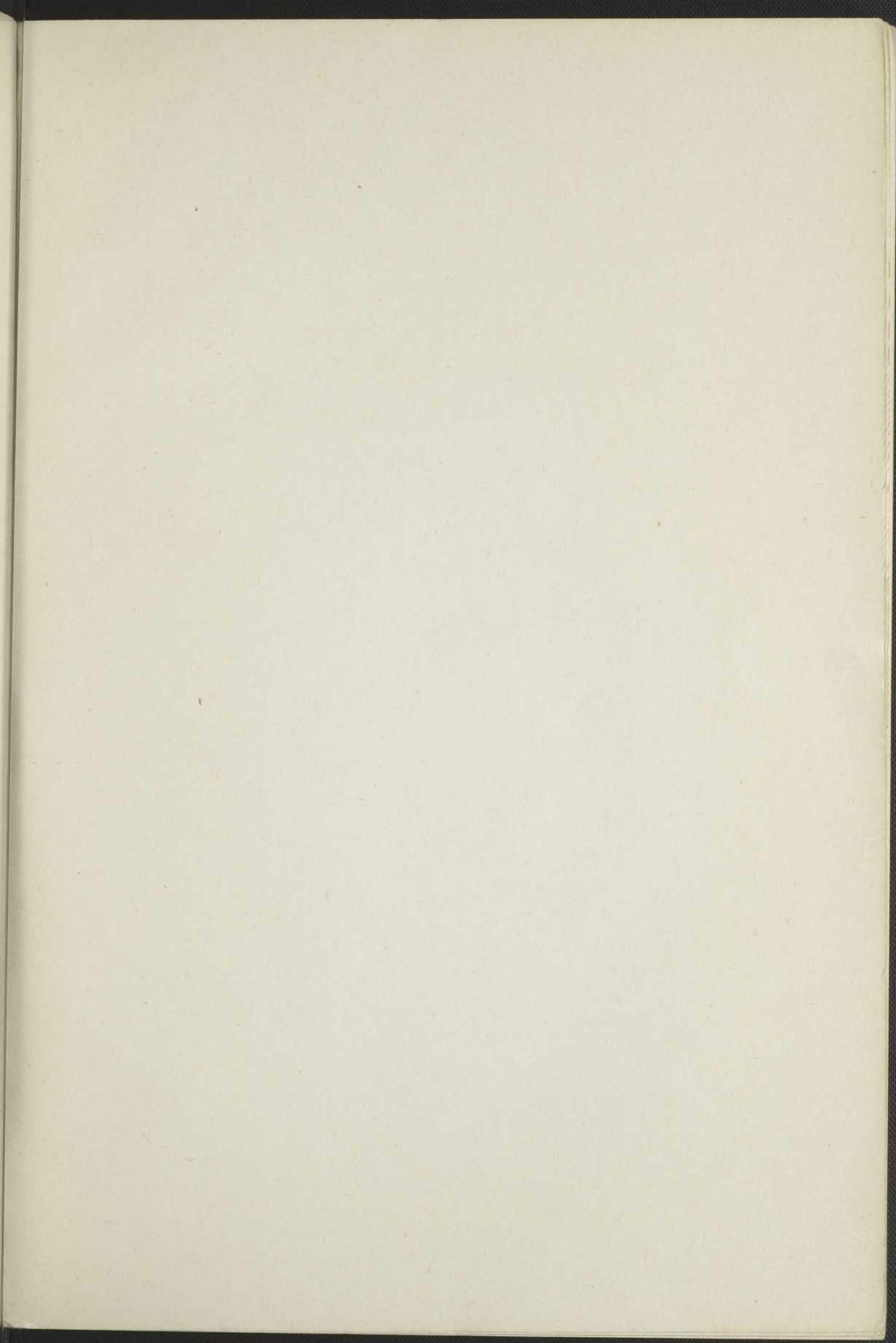
FRANÇOIS BREGHA



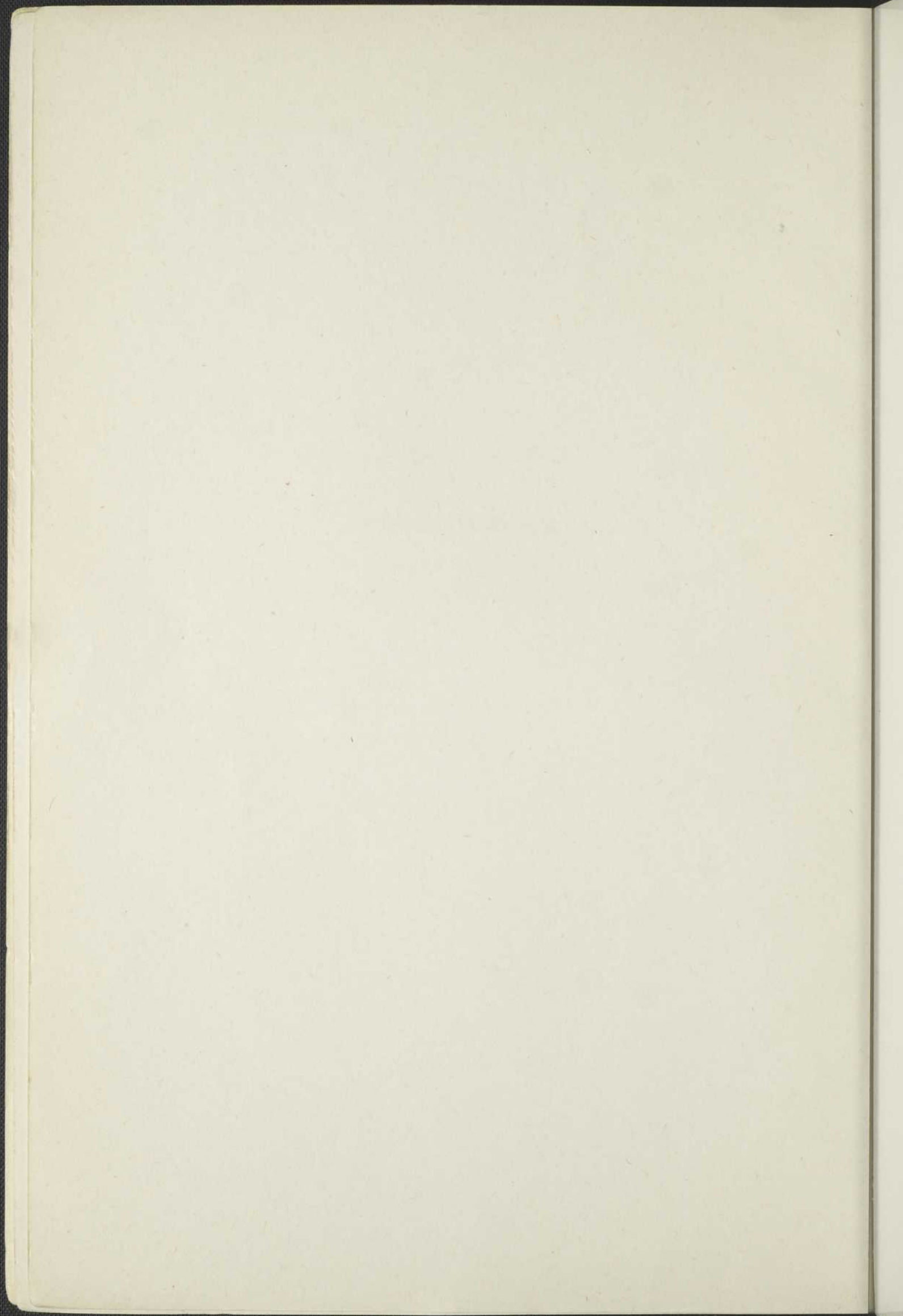
MINISTÈRE DU TRAVAIL  
PROVINCE DE QUÉBEC



Bibliothèque Nationale du Québec

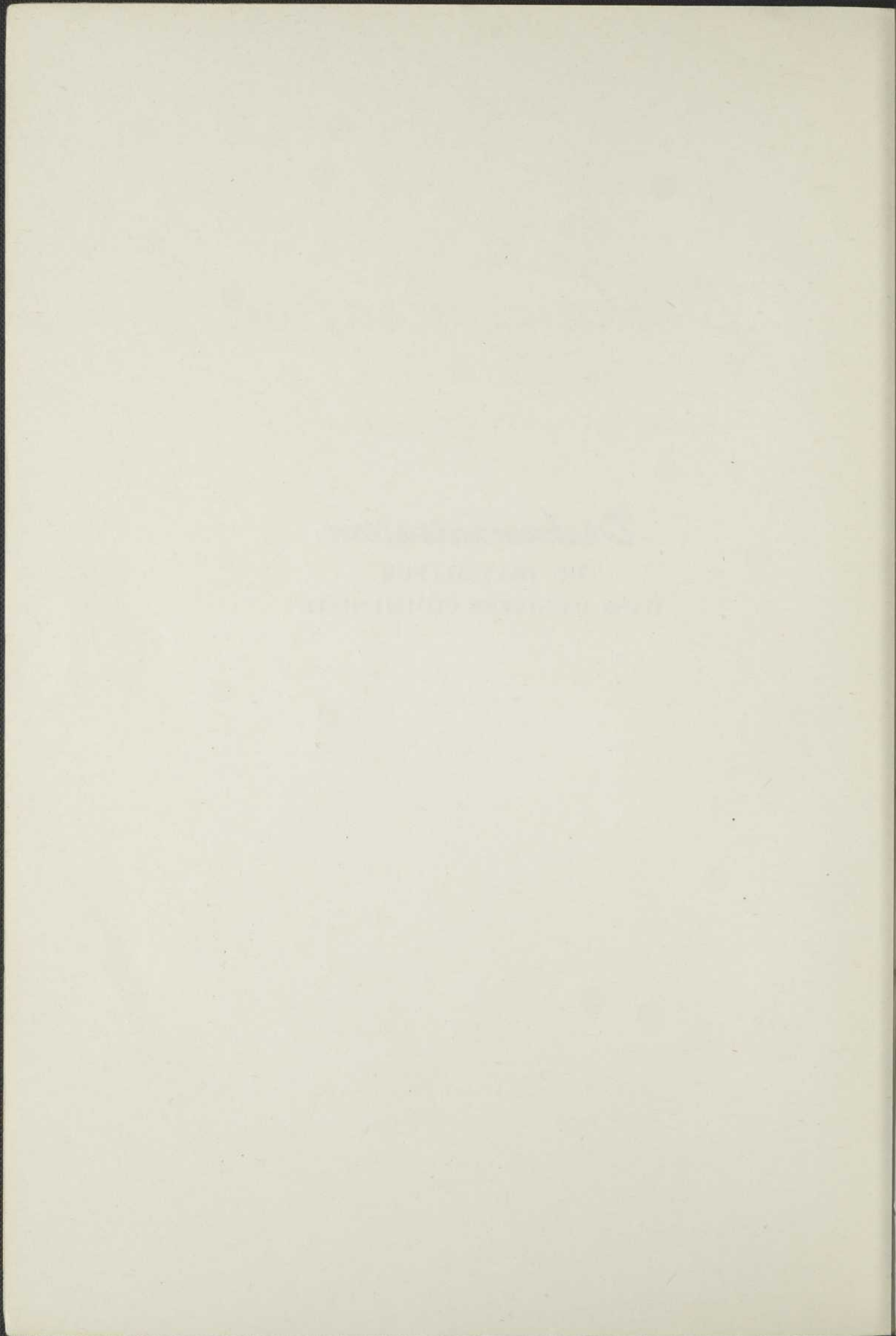








*Déshumanisation*  
DU TRAVAILLEUR  
DANS L'UNIVERS COMMUNISTE



# *Déshumanisation*

## DU TRAVAILLEUR DANS L'UNIVERS COMMUNISTE

FRANÇOIS BREGHA

Licencié en Droit de l'Université Charles de Prague

Licencié en Sciences Sociales de l'Université Laval  
de Québec

1952

MINISTÈRE DU TRAVAIL  
PROVINCE DE QUÉBEC



THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1100 EAST 58TH STREET, CHICAGO, ILL. 60637

# *Déshumanisation*

## DU TRAVAILLEUR DANS L'UNIVERS COMMUNISTE

FRANÇOIS BREGHA

Licencié en Droit de l'Université Charles de Prague

Licencié en Sciences Sociales de l'Université Laval  
de Québec

1952

MINISTÈRE DU TRAVAIL  
PROVINCE DE QUÉBEC

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

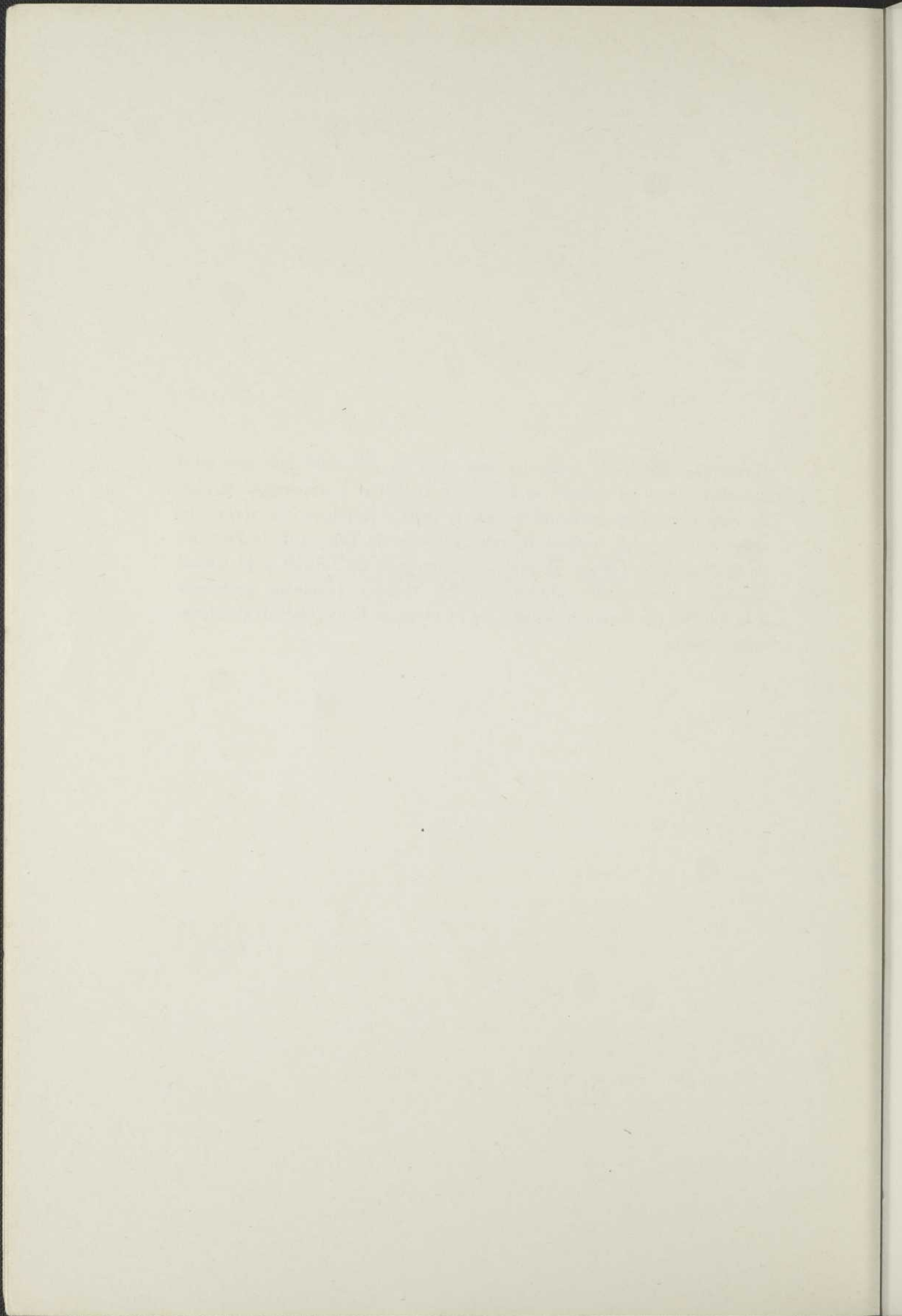
T76A1

B743

OFF

Il me fait plaisir de remercier mes amis en exil ainsi que mes amis canadiens dont les conseils et l'aide ont contribué à développer le plan de mon essai. Plus particulièrement, je tiens à témoigner ma reconnaissance à l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail de la Province de Québec, à M. Gérard Tremblay, sous-ministre du Travail, à M. Donat Quimper, sous-ministre adjoint, et à M. Maurice Tremblay, professeur à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval, de leur précieuse collaboration.





## Préface

*Comme beaucoup de Canadiens qui s'intéressent à l'évolution sociale et économique du monde actuel, j'ai lu plusieurs livres et beaucoup d'articles de revues sur le communisme. Dans quelques livres, j'ai trouvé une réfutation solide des idées de Marx, Engels et Lénine, la preuve de l'immense supériorité de la démocratie libre et d'inspiration chrétienne sur le totalitarisme stalinien; dans les revues, j'ai lu d'intéressants exposés nécessairement fragmentaires des conditions de vie dans le monde communiste. On ne m'avait jamais démontré les diaboliques techniques utilisées par le communisme pour dominer et asservir l'esprit et l'âme d'un peuple; plus particulièrement, on ne m'avait jamais décrit le processus de transformation de l'homme en esclave ou en robot. Le livre de François Bregha nous démontre bien comment on peut réussir la « déshumanisation de l'homme » et comment de misères en dégradations successives le travailleur peut devenir un être malléable, soumis, conditionné, entre les mains expertes de ses tyrans. Nous invitons particulièrement nos chefs ouvriers à lire, relire et méditer ces pages qui contribueront à rendre plus forte leur détermination et plus éclairé leur zèle à combattre l'infiltration communiste.*

*L'auteur vient d'un pays hautement industrialisé, la Tchécoslovaquie, où la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle a instauré les mêmes structures économiques que le Canada connaissait à cette époque. Ainsi les relations patronales-ouvrières prenaient nécessairement la même forme et suivaient, surtout en ce qui regarde la législation et l'action des corps professionnels, un développement semblable. En 1939, la Tchécoslovaquie fut occupée par les Allemands et l'économie libre fut vite transformée par l'intervention radicale de l'Etat totalitaire. Un régime*



planifié, caractérisé par l'édification de l'industrie lourde au détriment de l'industrie légère et de l'artisanat, par la disparition des associations libres et par un contrôle rigoureux de la production et de la consommation, fut le précurseur de l'économie communiste d'après-guerre qui, dans cette perspective, n'était qu'une continuation et un aboutissement de l'économie naziste.

En peu de temps les dirigeants communistes réussirent à faire les derniers changements de structure et l'auteur assista alors, pendant trois ans, aux premiers pas d'une économie nouvelle qui, naguère encore libre, fut façonnée à l'image de l'économie russe. Cependant, si complète qu'eût été cette révolution, la population resta, en majeure partie, fidèle aux principes de la philosophie chrétienne et humaniste. L'étatisation de l'industrie ne rencontra pas d'obstacles, mais l'étatisation de l'homme se heurta à une résistance ferme et résolue de la part des travailleurs. Et alors, le Parti communiste se rendit compte qu'en dépit des prophéties de Marx, ce n'est pas la structure économique qui « crée » l'homme, mais, bien au contraire, en pays démocratique, c'est l'homme seul qui décide de la réussite ou de l'échec d'une économie. Tout en dissimulant cette vérité essentielle, le Parti s'attaqua à l'homme et dorénavant le sort de la révolution communiste se joua plus dans le domaine des relations du travail que dans celui de l'économie.

M. Bregha dut, pendant trois ans, partager son appartement avec les officiers de l'Armée rouge, participa, à titre de membre du Comité central du parti du Président Bénéš et comme rédacteur d'un journal anticomuniste, à la vie politique de son pays; il vit, malgré tous les efforts des démocrates, sombrer la Tchécoslovaquie dans la réalité inhumaine du « paradis soviétique ». En février 1948, les communistes, mécontents de la lenteur et des échecs de leur révolution, eurent recours au dernier moyen de tout dictateur : par un coup d'Etat brutal, ils liquidèrent les derniers adversaires. M. Bregha fut alors emprisonné et accusé de haute trahison et de conspiration. Après cinq mois en prison il réussit à s'évader et à traverser la frontière dans la zone américaine de l'Allemagne de l'ouest. Séjournant un an dans les camps

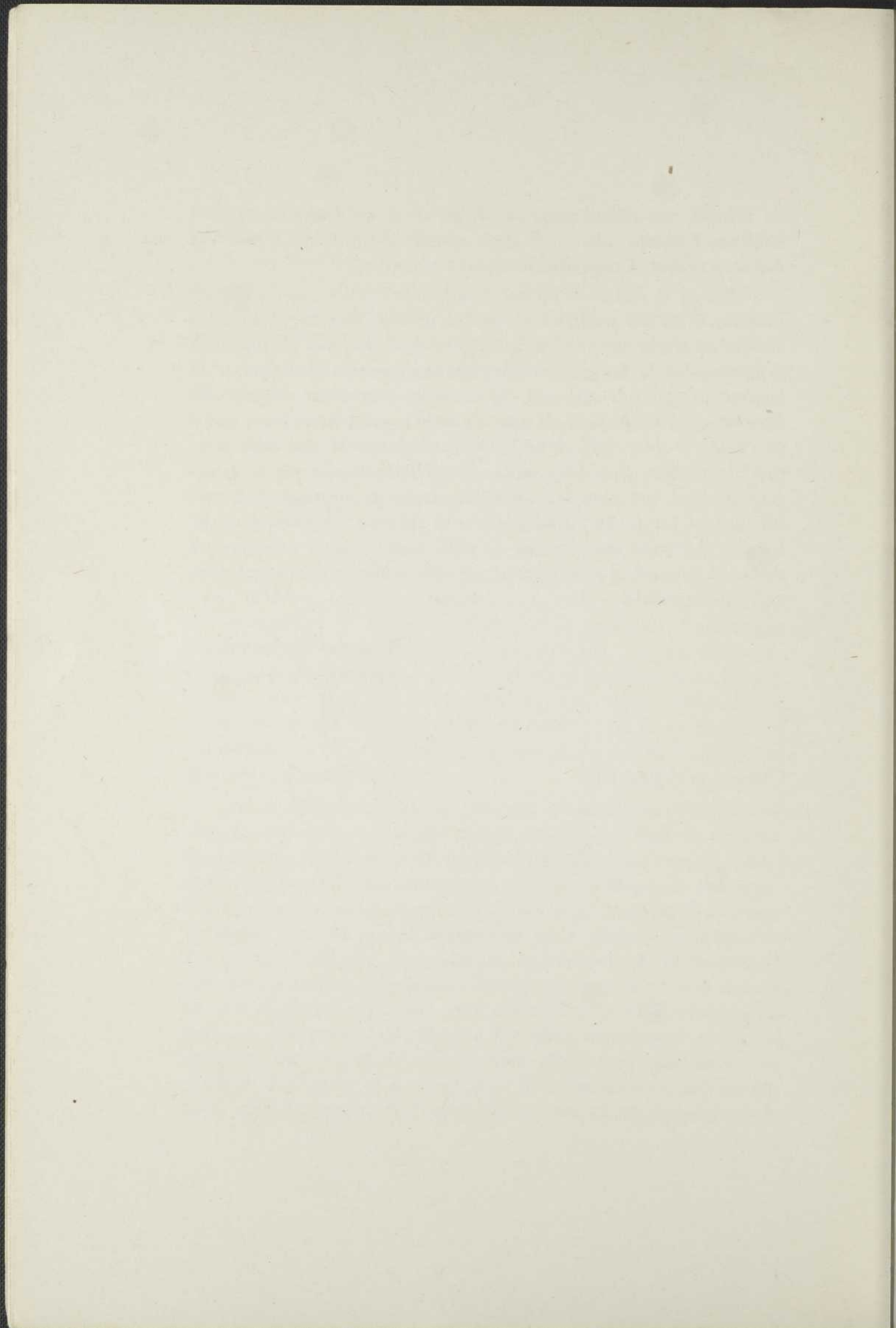
*de réfugiés en Allemagne, en Autriche et en Italie, il vint en 1949 au Canada, où, après deux années d'études à l'Université Laval, il obtint sa maîtrise en sciences sociales.*

*J'ai eu le plaisir de causer à plusieurs reprises avec François Bregha. C'est un studieux et un travailleur. Il a su, dans deux années de séjour au pays, accomplir ce tour de force de maîtriser suffisamment la langue française pour écrire un livre qui se lit facilement, dont le style est clair, direct et souvent élégant. M. Bregha est bien le type de néo-Canadien qu'il nous faut, qui a su s'intégrer bien vite dans la vie québécoise et qui déjà nous rend le service d'un livre utile. L'esprit de travail de ce jeune écrivain doit être pour les nôtres une leçon de courage, de persévérance et un fécond exemple. Nous formons le voeu que M. Bregha devienne un écrivain de chez nous et qu'il continue de suivre la voie où il s'est engagé; ce sera un enrichissement pour sa nouvelle patrie.*

ANTONIO BARRETTE,  
*Ministre du Travail.*

Québec, ce 4 juin 1952.





## CHAPITRE I

### *L'idéologie communiste*

Le communisme n'est pas une doctrine purement économique ou sociale mais surtout une doctrine totale. Il constitue un système philosophique complet qui explique non seulement la plus-value ou la concentration du capital mais qui projette ses théories sur l'explication de l'être, de la vie, de l'origine et de la destinée de l'homme. L'aspect total de la philosophie communiste crée une atmosphère, un climat spécifique sous l'empire duquel toutes les choses, toutes les actions, toutes les pensées revêtent une signification particulière. Ce que la Somme théologique de saint Thomas d'Aquin est à la pensée catholique, le Capital de Karl Marx l'est à la pensée communiste. C'est le noyau de toute une conception nouvelle de l'univers.

Et précisément, l'immense force, la suprême tentation du communisme, pour toute âme humaine, résident bien plus dans la totalité de sa doctrine que dans ses propositions concrètes de réforme sociale. La tragédie de tant d'intellectuels et d'hommes du monde démocratique consiste dans l'erreur profonde d'une fausse appréciation du communisme; séduits par tel de ses aspects ou telle de ses exigences, ils sont pris inévitablement par l'ensemble vigoureux de sa doctrine et souvent, sans s'en apercevoir, ils sont happés corps et âme après avoir seulement tendu la main.

Jean-Richard Bloch, un intellectuel français communiste, exprime bien l'ambition de la philosophie communiste en demandant : « Où que nous rencontrions l'homme, cet animal étrange, quelle que soit la couleur de sa peau, quels que soient la latitude et le climat, nous le surprenons occupé, malgré les apparences con-



traires, occupé, dis-je, d'une seule pensée, obsédé par une tâche et une passion uniques : à travers les accidents de la vie, il se pose la question fondamentale de son destin : Quel être suis-je donc ? Que fais-je sur la terre ? Quelle est ma raison d'être ? Comment expliquer cette activité incessante qui m'emporte ? Comment justifier ces désirs qui me soulèvent, ces inquiétudes qui me rongent ? Qui me donnera enfin, de moi-même, une définition capable de m'éclairer, de m'apaiser, de me contenter ? »<sup>1</sup> Voilà les questions auxquelles le communisme ne tarde pas à répondre.

La dernière définition officielle du communisme, formulée par Staline dans sa « Réponse à des camarades »<sup>2</sup>, met à jour la totalité de la doctrine en définissant le communisme philosophique par son contenu et par son but : « Le marxisme est la science des lois du développement de la nature et de la société, la science de la révolution des classes opprimées et exploitées, la science de la victoire du socialisme dans tous les pays, la science de l'édification de la société communiste. »<sup>3</sup>

Ainsi donc, si nous désirons démontrer dans un prochain chapitre la réelle déshumanisation du travailleur en pays communiste, si nous essayons de décrire le processus particulier des relations de travail dans cet univers mal connu, il devient nécessaire tout d'abord de tracer une brève esquisse des principes communistes. C'est Lénine même qui nous rappelle ce devoir : « La logique remarquable et l'ensemble rigoureux des idées de Marx, que même ses adversaires ont reconnus, et qui dans leur ensemble constituent le matérialisme moderne et le socialisme scientifique moderne comme théorie et programme du mouvement ouvrier de tous les pays civilisés, nous obligent à faire précéder l'exposé du contenu essentiel du marxisme, la doctrine économique de Marx, d'une courte esquisse de sa conception du monde en général. »<sup>4</sup>

1. J.-R. Bloch, *Commune*, décembre 1928, p. 423.

2. Staline, lettre à A. Kholokov.

3. *Sovietskaia literatura*, No 2, novembre 1950, Moscou, p. 172.

4. Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*, pp. 14-15.



Le communisme a donc son « ciel des fixes » ; un ensemble d'axiomes indiscutables et universels, où sont cristallisés ses principes fondamentaux et invariables. Au-dessous de ce ciel, la scène de la réalisation communiste reflète la lumière reçue d'en haut. Nous acceptons cette perspective pour ne point défigurer à priori le communisme et pour mettre en valeur son exigence de totalité.

Selon la façon coutumière, on considère comme premier principe du communisme son matérialisme. Mais il nous semble plus juste de déclarer que son principe premier et fondamental n'est pas tellement le matérialisme mais plutôt *l'athéisme*. Une telle affirmation repose premièrement sur le fait que Marx et Engels, imprégnés par le *Weltgeist* de Hegel et par l'héritage de la philosophie idéaliste allemande, étaient d'abord eux-mêmes des idéalistes traditionnels, s'occupaient de la critique de la religion et étaient graduellement amenés à l'athéisme et après au matérialisme sous l'influence de Ludwig Feuerbach. Deuxièmement, ce qui est plus important, le communisme contemporain insiste davantage sur son aspect athéiste que matérialiste.

Il ne faut pas considérer l'athéisme communiste comme une simple négation de Dieu qui se contente de son élimination et ne pense plus à son *remplacement*. Au contraire, l'athéisme communiste plutôt qu'une critique est une reconsidération de la situation de l'homme dans l'univers et une proclamation des forces qui régissent sa destinée. Ainsi déjà L. Feuerbach, le plus génial des philosophes athées du XIX<sup>e</sup> siècle selon Berdiaev, et dont Marx et Engels n'étaient que des apprentis obéissants dans la matière, énonce dans son *Essence du Christianisme* : « La nouvelle philosophie fait de l'homme — y compris la nature, base de l'homme — son objet unique, universel et suprême... Vérité, réalité, monde des sens sont choses identiques ; l'être sensible est seul vrai, seul réel ; le monde des sens est seul vérité et réalité. »<sup>5</sup> Donc son athéisme est nettement anthropologique. Dans le même volume, Feuerbach veut donner à l'anthropologie le caractère de « science universelle ». Marx et Engels ajoutaient à la critique feuerba-

5. L. Feuerbach, *Essence du Christianisme*, p. 8.



chienne le « concept d'aliénation » hégélien qui, profondément transformé, devient une de leurs plus grandes armes philosophiques qu'ils vont appliquer non seulement à la religion mais aussi à l'économique et à la politique. Ce concept d'aliénation est pour l'homme le fait de se trouver « dépossédé de quelque chose qui lui appartient par essence au profit d'une réalité illusoire »<sup>6</sup>. Ainsi les attributs de Dieu appartiennent à l'homme et la religion n'est qu'un vampire qui se nourrit de son essence, de son imagination, de ses pensées. Homo homini Deus.

Marx, par exemple, dans *Le Capital*<sup>7</sup>, n'oublie pas de souligner que : « De même que, dans la religion, l'homme est gouverné par les produits de son propre cerveau, ainsi dans la production capitaliste il est dominé par les produits de sa propre main ». Pour lui, c'est l'homme qui crée Dieu à son image : l'inverse n'est pas vrai. Dans sa « Contribution à la critique de la Philosophie du droit de Hegel »<sup>8</sup>, il dit : « La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple. »

Nous voilà à la notion-clé de l'athéisme communiste de nos jours. « L'opium du peuple », cette devise célèbre, répétée sur les murs des villes communistes, portée comme l'unique définition sur les drapeaux des masses communistes, indique puissamment l'attitude communiste vis-à-vis de la religion. Ce n'est pas une attitude d'indifférence ou d'argumentation scientifique, mais une attitude de supériorité, de dédain et de haine. L'athéisme communiste n'est pas une conviction scientifique mais un cri de guerre, un appel au combat, et, en dernière analyse, il n'est que la jactance qui apparaît chez celui qui exagère sa force pour cacher sa faiblesse.

6. Jean Daniélou, *La foi en l'homme chez Marx*, Chronique sociale de France, p. 163.

7. Karl Marx, *Le Capital*, t. I<sup>er</sup>, p. 608.

8. *Oeuvres philosophiques*, trad. Molitor, t. I<sup>er</sup>, p. 84.



Les communistes sont toujours inclinés à voir, dans l'idée de Dieu et de l'immortalité de l'âme, des fictions inutiles et dangereuses qui, selon Engels <sup>9</sup>, sont nées dans « les temps très reculés où les hommes encore dans l'ignorance complète de leur propre structure physique, et l'imagination excitée par des « rêves », en arrivèrent à cette conception que leurs pensées et leurs sensations n'étaient pas une activité de leur propre corps, mais d'une âme particulière habitant ce corps et le quittant au moment de la mort ».

Ambitionnant d'avoir la seule science qui répond à toutes les questions, s'imaginant d'être les détenteurs du monopole de la vérité, les communistes exigent non seulement que les membres de leur parti nient Dieu mais que toute idée religieuse soit chassée de l'âme afin que le vide puisse être rempli par la « religion nouvelle », le communisme. Dans les instructions du Commissariat de l'Instruction publique <sup>10</sup> on lit : « L'école assure la formation antireligieuse des élèves et établit tout son travail d'instruction et d'éducation en fonction du principe de lutte active contre la religion et contre l'influence qu'elle peut encore exercer sur la jeunesse et sur les adultes. » Dans les pays communistes, on fonde des « Unions de sans-Dieu militants » qui collaborent avec les « institutions de préparation scientifique du combat antireligieux », telles que l'Académie des sciences, l'Académie communiste, l'Institut de philosophie, etc. Dans les constitutions des démocraties populaires, on formule expressément le principe de la « liberté de propagande antireligieuse » et ce principe est interprété selon les directives du camarade Olechtchouk, secrétaire des sans-Dieu russes : « La propagande antireligieuse constitue, conformément aux paroles prononcées par Staline, le droit intangible des ouvriers et des paysans, droit garanti par la Constitution. La lutte contre la religion continue... Cette lutte sera menée désormais d'une façon encore plus rapide, sur un rythme jamais approché, jusqu'à la liquidation finale. »

9. Ludwig Feuerbach, p. 23.

10. Edition de juin 1933.



Le corollaire naturel d'un tel athéisme est le *matérialisme* communiste. Il faut bien ajouter « communiste » parce qu'il s'agit en vérité d'un matérialisme très spécifique et bien éloigné du sens qu'on lui accorde volontiers dans les pays chrétiens. On ne fait nulle injure au communiste en le qualifiant de « matérialiste »; au contraire il s'en fait gloire. Le *matérialisme* communiste s'explique lapidairement dans ces termes : Dieu est retranché de l'image de l'univers et remplacé par la matière; tout vient de la matière, tout s'y ramène, tout n'est que matière organisée agissant selon différentes modalités.

Les communistes aiment à condamner tout matérialisme antérieur et surtout à combattre « le préjugé philistin contre le matérialisme ». Le caractère spécifique de leur matérialisme est selon eux l'unique réponse possible à deux grandes questions. Premièrement ils se demandent quel est l'élément primordial : l'esprit ou la nature, et deuxièmement : la pensée humaine est-elle en état de connaître le monde réel?

A la première question nous trouvons la plus claire réponse chez Engels (cette réponse est d'ailleurs reprise par tous les livres communistes jusqu'à nos jours) : « Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature, et qui admettaient, par conséquent, en dernière instance, une création du monde, de quelque espèce que ce fût — et cette création est souvent chez les philosophes, comme par exemple chez Hegel, encore plus compliquée et plus impossible que dans le christianisme; c'était le camp de l'idéalisme. Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme »<sup>11</sup>. Si la nature est primordiale, est-ce qu'au moins l'esprit est une réalité indépendante, postérieure à la nature? Non, l'esprit n'est qu'une forme d'existence de la matière, c'est la matière hautement organisée, « l'épanouissement supé-

11. Engels, *Ludwig Feuerbach*, p. 23.



rieur de la matière »<sup>12</sup>. Et dans le langage communiste « la matière » n'est rien d'autre que « la nature ».

A la deuxième question, la réponse est objectiviste et affirmative. Oui, notre pensée est en mesure de connaître le monde réel. Et cela pour cette raison que selon Marx : « ...l'idée n'est que le monde matériel transposé et traduit dans le cerveau humain »<sup>13</sup>. Ici nous rencontrons une autre notion-clé, celle qui dans le langage de Marx s'appelait « Obbild » et qui en français peut être exprimée « pensée-miroir ». Notre pensée reflète le monde extérieur, elle le « photographie ». D'une telle affirmation, il n'y a qu'un seul pas vers la conséquence principale du matérialisme communiste dans l'ordre humain : si la pensée est conditionnée par le monde extérieur, il suffit de changer ce monde extérieur pour changer la pensée. Et c'est la même affirmation que nous retrouvons à la base de l'enseignement communiste qui prend les rapports de production comme structure du monde réel, et le droit, la religion, la culture, etc., comme une superstructure, une « pensée » dont la transformation est inévitable après tout changement des rapports de production. Marx est allé tellement loin dans sa théorie de la « pensée-miroir » qu'il déclarait que notre pensée se pose seulement sur les problèmes qu'elle peut résoudre et donc qu'il n'y a pas de limites à la connaissance humaine, en ce sens que l'apparition d'un problème est le signal même de sa solution prochaine.

Ainsi, le matérialisme communiste réduit tout ce qui existe à la matière. Il la conçoit dans un sens métaphysique très large et trouve dans son matérialisme non seulement l'explication de toute chose mais la base même d'un réalisme intransigeant de connaissance. L'homme n'est qu'une échelle dans la matière organisée à différents degrés de perfection, matière qui est susceptible de changement par une intervention quelconque dans son organisation. Comme selon la pensée chrétienne, il n'est rien d'impossible pour Dieu et que tout ne revêt sa signification propre

12. Engels, *Ludwig Feuerbach*, p. 27.

13. Marx, *Le Capital*, t. I<sup>er</sup>, p. 95.



qu'en relation avec Dieu, ainsi, dans le communisme, la matière est et peut tout et rien n'existe ni n'est explicable sinon par rapport à elle.

De même que l'athéisme communiste présuppose le matérialisme, ainsi le matérialisme postule la *dialectique*. Le remplacement de Dieu par la matière nous a laissé en présence de cette unique et toute puissante réalité sans nous dire comment la matière se développe, quelle est sa propre loi d'existence, quel est son principe directeur. Le grand mystère de l'évolution de la matière et de ses changements, c'est précisément la dialectique. La dialectique n'est pas seulement l'aspect essentiel du matérialisme communiste mais aussi la base de toute la sociologie communiste et de son caractère révolutionnaire. Avec une certaine liberté nous pouvons dire que le matérialisme est la statique du communisme et que la dialectique en est la dynamique.

Le concept communiste de la dialectique, l'héritage obscur de Hegel, a subi des transformations profondes et ne fut élaboré en doctrine définitive que par Lénine et Staline. Staline déclare que la dialectique est l'apparition des contradictions à l'intérieur des choses. Rien n'existe que radicalement contradictoire. La contradiction est au cœur même de la réalité et la réalité à son tour n'a qu'une existence mouvante et dynamique, n'est en sorte que mouvement et devenir. Ce qui implique que tout est relatif, en processus de transformation. A ce sujet Staline suit exactement la description que déjà Marx a donné de la dialectique : « Cette philosophie dialectique dissout toutes les notions de vérité absolue, définitive, et de conditions humaines absolues qui y correspondent. Il n'y a rien de définitif, d'absolu, de sacré devant elle; elle montre la caducité de toutes choses et en toutes choses, et rien n'existe pour elle que le processus ininterrompu du devenir et du transitoire, de l'ascension sans fin de l'inférieur au supérieur, dont elle n'est elle-même que le reflet dans le cerveau pensant. » <sup>14</sup>

Les communistes contemporains, suivant la consigne ou la marche-route donnée par Staline, se sont appliqués avec acharne

14. Marx, *Le Capital*, t. I<sup>er</sup>, pp. 13-14.



ment à développer un concept détaillé de la dialectique où ils ont découvert par exemple que l'eau gèle à un certain degré et s'évapore à un autre (d'où la loi que la quantité se change en qualité à certaine limite), et que par conséquent la classe ouvrière va se révolter à un tel degré de souffrance, et tout comme l'eau chauffée, si on la comprime, explosera. La science soviétique n'hésite pas à affirmer que la locomotive est en contradiction, donc en rapport dialectique, avec des wagons et que c'est un fait universel.

Laissant ces « approfondissements de la doctrine » de côté, nous nous contentons du caractère plutôt simple et naïf de la dialectique communiste et nous soulignons sa signification propre dans le système. Premièrement, la dialectique introduit un élément de mystique dans le matérialisme; au lieu de le compléter, elle l'affaiblit et le rend vague. Marx et Engels, ayant une fois débuté comme idéalistes allemands typiques, restaient imprégnés de cet idéalisme, spécialement de celui de Hegel, et n'ont jamais réussi à s'en libérer complètement. Deuxièmement, la dialectique accentue le caractère déterministe du matérialisme, et telle qu'interprétée par les communistes, revêt le caractère de nécessité, d'inévitabilité absolue même. L'évolution de la pierre, de l'animal et de l'homme, de toute nature, est strictement déterminée par des lois inhérentes à cette évolution, dont la dialectique est l'expression « traduite et transposée dans la tête des hommes »<sup>15</sup>. Ainsi le système communiste exclut l'idée de la liberté comme idéaliste et antiscientifique et n'accepte que sa caricature pitoyable qui consiste dans l'affirmation de la nécessité dialectique. Toute l'essence du communisme dans le domaine philosophique est résumée dans ces mots anciens d'Epicure : « La science doit détruire la superstition de la religion et révéler la vérité fondamentale : le monde n'est rien d'autre que la matière dans un mouvement sans but... » Et il semble que Marx, qui a présenté pour son doctorat en philosophie une thèse traitant précisément de Démocrite et d'Epicure, n'a que commenté toute sa vie cette maxime du maître de sa jeunesse.

15. Marx.



L'athéisme, le matérialisme et la dialectique constituent non seulement les trois principes fondamentaux du communisme, mais prennent dans le système une force d'interdépendance absolue. Le communiste les expose comme trois aspects d'une seule vérité. Dans les discussions il va prouver son athéisme par son matérialisme et son matérialisme par son athéisme et à défaut d'arguments la dialectique en fournira davantage pour affirmer ou nier n'importe quoi.

Ce tryptique des vérités absolues est intangible et ne doit pas subir les règles de l'évolution ou de la contradiction. Il est à l'abri de toute dialectique, car il en est la source. Dans le ciel communiste, l'athéisme, le matérialisme et la dialectique sont les étoiles-guides, immuables; ils constituent comme on l'a déjà dit « le ciel des fixes ».

Ce « ciel des fixes » contient toutes les questions et toutes les réponses et l'unique problème est de le comprendre et de le suivre rigoureusement. Unité de la théorie et de la pratique est la formule suprême de la pensée communiste, et parce que personne n'ose douter de la validité même de la théorie, il faut nécessairement adapter la pratique à la théorie et jamais la théorie à la pratique. Ainsi, nous rencontrons « la mathématique communiste » au même titre que la « peinture communiste », « l'amour communiste » et « l'astronomie communiste ». C'est la suite nécessaire de l'esprit totalitaire qui anime toute la structure idéologique. Après avoir chassé « l'objectivisme réactionnaire » de la science, de l'art et de la philosophie, Staline a réussi à installer un empire unique dans l'histoire; matériellement et spirituellement rien n'est permis qu'à l'intérieur de cette cage; tout ce qui dépasse, réduit ou diffère, est interdit et puni.

Appliquant les principes fondamentaux à divers domaines de la réalité, nous obtenons son image vraie et scientifique. Etant donné que ce sont les relations du travail qui nous intéressent particulièrement dans cette étude, nous nous voyons obligés de traiter encore brièvement de la sociologie communiste dans les cadres de laquelle les relations du travail se développent. Les communis-



tes ne parlent point de la sociologie mais emploient le terme de matérialisme historique.

Qu'est-ce que le *matérialisme historique*? Lénine dans son livre *Karl Marx et sa doctrine* dit : « Ou, plus exactement, l'application, l'extension conséquente du matérialisme au domaine des phénomènes sociaux »<sup>16</sup>. Engels définit le but du matérialisme historique ainsi : « Il s'agissait d'écarter ces rapports construits artificiellement, pour trouver les rapports réels, de balayer toute théorie pour s'en tenir aux faits, à la réalité sociale elle-même, telle qu'elle s'impose à la conscience. »<sup>17</sup> Donc, en résumé, le matérialisme historique ambitionne, à la lumière de la philosophie communiste, de découvrir et de formuler des lois qui régissent la société.

La découverte principale du matérialisme historique consiste dans l'affirmation que l'homme est essentiellement un producteur. Il produit ses moyens d'existence et sa production devient, selon les paroles de Marx, sa marque distinctive au sein de la nature. Marx va tellement loin qu'il déclare : « Ce que sont les individus dépend donc des conditions matérielles de la production. »<sup>18</sup> C'est pour produire que les hommes se constituent en société et la société, à sa base et dans sa structure, n'est que l'ensemble des rapports de production. La culture, la religion, la philosophie ne sont qu'une superstructure qui est déterminée, directement conditionnée par la structure réelle, donc par les rapports de production. Lénine dit expressément : « ...les rapports sociaux se divisent en matériels et idéologiques, les derniers n'étant qu'une superstructure élevée sur les premiers ».<sup>19</sup>

Chez Karl Marx nous trouvons un texte qui est devenu un credo et qu'il faut connaître aujourd'hui par cœur dans les universités communistes. Nous citons ce texte, où Marx dans un

16. Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*, p. 21.

17. Engels, *Ludwig Feuerbach*, p. 53.

18. Karl Marx, *Idéologie allemande*.

19. Lénine, *Qu'est-ce que les Amis du Peuple et comment ils combattent les social-démocrates*, p. 32.



raccourci vigoureux exprime toute sa doctrine dans ce domaine : « Dans la production sociale de leur existence les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré donné de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base réelle sur quoi s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou — ce qui n'est que l'expression juridique — avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. Des formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. »<sup>20</sup>

Voilà l'image de la structure de la société. Mais comment cette société progresse-t-elle dans le temps, quelle est la force directrice qui l'achemine à travers l'histoire? C'est la dialectique qui nous donne la réponse. Et parce que la dialectique est l'apparition des contradictions au sein des choses, il faut d'abord déterminer les facteurs contradictoires à l'intérieur de la société dont la lutte constitue le « moteur de l'évolution ». Ces facteurs sont les classes sociales.

Les classes sociales représentent pour les communistes les groupements les plus naturels et les plus forts dans la société parce qu'elles reflètent le plus précisément les rapports de production. La répartition de l'humanité en classes est la répartition fondamentale, plus exacte et plus importante que la division en nations, religions ou familles. *Universalis ante rem*. H. G. Sa-

20. Lénine, *Karl Marx et sa doctrine*, p. 14.



bine remarque très justement dans son œuvre *A History of Political Theory* : « La classe était pour Marx la même unité collective que la nation pour Hegel. Elle agit dans l'histoire en qualité d'unité selon sa place dans le système économique. L'individu est sans importance, sinon en sa qualité de membre de la classe parce que ses idées ne sont que des reflets des idées de sa classe. »<sup>21</sup>

Ainsi, aux temps antiques, il y avait des maîtres et des esclaves, au moyen âge, des seigneurs et des serfs et aujourd'hui il y a des bourgeois et des prolétaires. Ces classes reflètent la contradiction essentielle entre les exploiters et les exploités, et entre ces deux groupes il ne peut y avoir qu'hostilité et lutte. Les classes se définissent donc par leur opposition irréductible : chaque classe existant uniquement par antagonisme à une autre. C'est pourquoi ce n'est qu'un non-sens utopique que de rêver d'union des classes, de leur réconciliation. La réalité réside dans la lutte des classes, lutte totale et sans compromis qui doit aboutir à la liquidation absolue d'une classe et à la victoire complète de l'autre.

Une telle théorie a une fascination immense pour des masses ouvrières injustement exploitées. On leur représente comme un fait universel et interchangeable que le prolétariat va remplacer la bourgeoisie tout comme la bourgeoisie a remplacé la noblesse. En raison de la confiance populaire dans la puissance de la science et dans le progrès qui en résulte, un grand nombre est séduit par l'air pseudo-scientifique de l'explication communiste de l'histoire.

Le matérialisme historique comporte cependant un point faible, une affirmation qui est sa propre négation : ce qui n'est point admis par la majorité des communistes de nos jours. D'une part la prophétie communiste contient la promesse que l'arrivée au pouvoir du prolétariat finira une fois pour toujours la lutte des classes et que la victoire définitive signifie « le grand demain de l'humanité libre et unie », donc que les lois dialectiques cesseront de s'appliquer à la société lors de l'avènement du prolétariat au pouvoir ; d'autre part la théorie continue d'affirmer que

21. H. G. Sabine, *A History of Political Theory*, p. 693.

la société est la superstructure de la nature, pour laquelle la dialectique continue de s'appliquer selon la loi inhérente à son évolution.

Pourquoi supprimer la dialectique lors de l'avènement du prolétariat? Ce paradoxe est nécessaire car les dirigeants communistes ont besoin de la dialectique au stage actuel de leur lutte et pour sa justification historique, tout comme ils ont besoin d'une vision du paradis terrestre après la victoire finale, pour exciter la sentimentalité et le mysticisme des masses. Et pourquoi n'y aurait-il plus d'évolution de l'humanité après la dictature du prolétariat? A cette question, sans doute, seuls les dictateurs possèdent la réponse.



## CHAPITRE II

# *Le communisme et les saines relations de travail*

Après avoir exposé la conception communiste du monde et formulé ses principes fondamentaux, il faut maintenant nous rendre compte comment ces idées peuvent s'appliquer dans un domaine limité. Nous restons toujours dans la sphère du « ciel des fixes », mais cette fois notre regard recherche seulement ces étoiles à la lumière desquelles nous pouvons mieux comprendre les relations de travail dans les pays communistes.

Tout d'abord, il est nécessaire de définir les relations du travail en pays communiste. En pays démocratique on définit les relations du travail : « Les rapports qui s'établissent et se développent forcément entre le capital et le travail dans le processus de la production et de la distribution des richesses. »<sup>1</sup> Cette définition ne s'applique pas cependant dans les pays communistes. En théorie communiste n'existe plus la distinction entre le capital et le travail parce que la dictature du prolétariat a détruit la classe des capitalistes et le capital est devenu la propriété commune des travailleurs. Néanmoins, dans la réalité communiste, on constate le contraire de la théorie, c'est-à-dire on observe que le capital, dispersé auparavant entre quelques milliers de capitalistes, est concentré dans les mains de l'Etat, que le capital et l'Etat cons-

1. Définition de M. Gérard Tremblay, sous-ministre au Ministère du Travail de la Province de Québec et directeur du Département des relations industrielles de l'Université Laval.

tituent une seule et même chose. Par ailleurs, il n'est plus possible de parler de « rapports », parce qu'en théorie communiste il y a identité entre le capital et le travail. Dans la réalité communiste ces rapports existent quand même, mais sont transformés de telle façon qu'il ne s'agit plus de rapports entre des égaux mais de rapports de subordination, de rapports entre dirigeants et dirigés. Ainsi, les relations du travail en pays communistes peuvent se définir comme les rapports entre l'Etat et ses citoyens, dirigés et planifiés par l'Etat, en vue de l'augmentation de la production et de la distribution des richesses.

Toute relation du travail est organisée en vue de certains objectifs et l'analyse de ces objectifs éclaire non seulement les idées directrices qui inspirent ce système mais donne en même temps la clef de sa structure. Afin de connaître les vrais objectifs des relations du travail dans les pays communistes, nous proposons la méthode suivante : examiner la conception communiste à la lumière des objectifs des relations du travail dans les pays démocratiques; déterminer ensuite les buts du système communiste par un regard de l'intérieur. C'est le même procédé que nous avons employé pour la formulation de la définition.

Dans les pays démocratiques l'objectif principal des relations du travail est d'être saines, c'est-à-dire de se développer harmonieusement dans la justice et dans l'ordre. Pour qu'elles soient vraiment saines, elles doivent s'inspirer de trois principes fondamentaux :

- 1) le respect de la personne humaine;
- 2) la répartition équitable des richesses;
- 3) la paix sociale.

Un essai d'application de ces trois principes au communisme contemporain postule l'analyse des trois concepts suivants :

- 1) le concept communiste de l'homme;
- 2) le concept communiste de la propriété et du salaire;
- 3) le concept communiste de la paix sociale.

Ad 1) *Le concept communiste de l'homme.* Qu'est-ce que l'homme? Karl Marx déclare que l'homme est un être naturel,



matériel, que l'homme et son corps sont une et même chose. Dans *Idéologie allemande*<sup>2</sup>, il dit : « ...le premier état des choses à constater, c'est l'organisation corporelle des individus et le rapport où cela les met avec le reste de la nature. » Et reprenant encore la même idée, il spécifie : « L'homme est, en tant qu'être objectif, naturel, sensible, un être souffrant, dépendant et borné, comme le sont aussi l'animal et la plante. »<sup>3</sup> Marx est bien conséquent dans son matérialisme; d'ailleurs ce n'est pas lui qui a énoncé l'erreur de l'existence purement matérielle de l'homme, mais bien son maître, Ludwig Feuerbach, qui est devenu fameux par sa devise : « *Der Mensch ist was er isst*; l'homme est ce qu'il mange ».

Donc, l'homme est un corps et, comme tel, il prend sa vie dans la nature. Mais Marx ne fait-il aucune différence entre l'homme et l'animal? Tout matérialiste et naturaliste qu'il soit, il en découvre une : « On peut différencier les hommes des animaux par la conscience, la religion et tout ce que l'on veut. Ils commencent à se différencier des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence, opération qui est conditionnée par leur organisation corporelle. En produisant leurs moyens de subsistance, les hommes produisent leur vie matérielle même. »<sup>4</sup>

Alors toute notre différenciation des animaux est constituée par notre capacité de produire les moyens de notre subsistance — d'où l'immense importance de la production dans la théorie et dans la pratique communistes. Le fait de la production, qui constitue la distinction entre l'homme et l'animal ou la plante, fait aussi de l'homme naturel un être social et, selon les mots célèbres de Marx : « L'être humain de la nature n'existe que pour l'homme social. »<sup>5</sup> D'où le devoir de l'homme de produire, d'être en premier lieu un être social. En somme l'homme n'est pas un

2. Karl Marx, *Idéologie allemande*, t. VI des Œuvres complètes, p. 154.

3. Marx, *Economie politique et philosophie*, p. 76.

4. Marx, *Idéologie allemande*, t. VI des Œuvres complètes, pp. 154-155.

5. Marx, *Economie politique et philosophie*, p. 25.



homme en tant qu'individu mais seulement en tant que membre d'une société; donc, c'est la société, le collectif qui importe, non pas l'individu. Ainsi le communisme se présente comme une doctrine collectiviste qui exige la primauté de la société sur l'individu.

Nicolas Berdiaev, philosophe russe en exil, mort en 1949 à Paris, affirme dans son explication de l'antipersonnalisme communiste : « L'individu n'est qu'un être formé par la société, au moyen de la discipline militaire. Lénine disait qu'après une période de dictature, où il n'y aurait aucune liberté, les hommes s'habitueraient aux conditions nouvelles de la vie sociale, et se sentiraient libres dans la société communiste. »<sup>6</sup> Ces mots de Lénine sont plus significatifs qu'un long exposé théorique et expriment assez cyniquement l'opinion éminemment communiste, à savoir que l'homme est adaptable à chaque situation, qu'il n'y a pas de nature humaine invariable, mais qu'au contraire on peut la transformer à plaisir et qu'on peut, enfin, enseigner à l'homme le mensonge à la place de la vérité sans qu'il s'en aperçoive.

En résumé, l'homme est, selon la doctrine communiste, un être naturel, comme un animal ou une plante, mais diffère de ces derniers par le fait de la production; l'homme a sa raison d'être seulement en tant qu'être social; il doit se conformer à la société, se subordonner au collectif. L'individu n'est qu'un moment dans l'évolution de l'espèce biologique et il lui est absolument subordonné. Ou, selon les mots du poète français Louis Aragon : « La récompense pour le communiste est affaire de l'espèce humaine et non de l'individu. »<sup>7</sup>

D'un tel concept de la nature humaine découlent des conséquences très importantes. Premièrement, l'homme étant un être purement naturel et matériel, est mortel. Il n'y a pas de vie éternelle parce qu'il n'y a pas de Dieu, pas d'âme personnelle et immortelle — toute religion et toute transcendance n'étant que des préjugés. L'homme est un être relatif et toute l'humanité est rela-

6. Berdiaev, *Personne humaine et marxisme*, article publié dans le symposium *Le communisme et les chrétiens*, Paris, 1937, p. 196.

7. L. Aragon, *L'homme communiste*, Paris, 1946, p. 39.



tive parce qu'il n'y a rien d'absolu; tout passe, tout se transforme. Il n'y a que l'évolution dialectique, qui, pour l'homme, signifie sa naissance, sa vie et sa mort. Deuxièmement, l'homme, étant relatif et obligé de se conformer au collectif, trouve sa raison d'être seulement en produisant et en se subordonnant aux exigences de la collectivité. Si l'homme se révolte, s'il refuse de remplir sa fonction à l'intérieur de la société, alors il faut le liquider. Lorsqu'un journaliste américain eut, au cours de la deuxième guerre mondiale, une entrevue avec Staline, il fit allusion à la liquidation de 7,500,000 koulaks en Russie. Staline répondit tout simplement : « Mais que voulez-vous? La première guerre mondiale a coûté aussi au moins 7,500,000 vies et elle n'a apporté aucun résultat pour l'humanité. Mais nous, en liquidant les koulaks, nous avons nettoyé notre société. »<sup>8</sup>

Avec une telle philosophie, on le conçoit, le communisme n'a guère à se préoccuper du respect de la personne humaine. La matière, même supérieurement organisée, n'a aucune valeur spirituelle et ne peut être le sujet d'un droit. Les fondements du respect qu'on doit à la personne humaine sont sans doute son corps si magnifiquement ordonné mais surtout son âme spirituelle, immortelle, intelligente et libre. Comment concevoir en pays communiste des relations de travail vraiment humaines dans le sens où nous les comprenons en pays chrétien? Faut-il s'étonner alors du salaire de stricte subsistance, de la cuisine commune à plusieurs ménages, des accidents de travail sans souci de prévention, des femmes rivées à des tâches trop lourdes, au travail forcé qui sont le lot et l'apanage d'une civilisation déshumanisée?

Ad 2) *Le concept communiste de la propriété et du salaire.*

La redistribution équitable des richesses est l'objectif primordial du communisme; surtout en ce qui regarde le problème de la propriété. L'interprétation populaire du mot « communisme » comme d'un terme signifiant la mise en commun de la propriété de sorte qu'il n'y ait plus de riches et de pauvres, est la plus répandue et la plus fausse. Il est vrai qu'en général le communisme

8. Rapporté par H. Morgenthau dans *Scientific Man vs. Power Politics*.



élimine la propriété privée et installe à sa place un système de propriété publique, mais — et là est le cœur du problème — il ne s'agit point de mise en commun de la propriété. Le concept est bien plus compliqué.

Lénine déclare : « Toute l'histoire écrite jusqu'à nos jours a été celle de la lutte des classes, du changement de domination et des victoires des classes sociales sur d'autres. Et cet état de choses continuera aussi longtemps que n'auront disparu les bases de cette lutte des classes et de la domination de classe — la propriété privée et la production sociale anarchique. »<sup>9</sup> — L'auteur décrira la production dans un autre chapitre et se limite pour l'instant au problème de la propriété. Selon le concept communiste, donc, la propriété est à la base des rapports de production et de la lutte des classes. Ou, plus précisément : dans la société moderne ceux qui détiennent les moyens de production en propriété privée sont les exploiters, les bourgeois, et tous les autres sont des exploités qui constituent le prolétariat. Pour changer cette situation, il faut collectiviser les moyens de production et détruire ainsi la différence entre les deux classes. Le prolétariat, organisé sous la forme de dictature du prolétariat, va posséder toute la propriété et l'employer exclusivement pour son bien.

Nous ne pouvons nous empêcher de déclarer que la réalité communiste devient la négation de cette théorie et établit qu'en fait il n'y a pas tant un problème de la propriété qu'un problème du pouvoir et de la gestion de cette propriété. Ainsi, dans les pays communistes, les richesses sont collectivisées et constituent nominale-ment le bien de tout le peuple, mais l'Etat a le monopole de la gestion ; un tel système n'est que du capitalisme d'Etat poussé à l'extrême, et la différence entre l'unique exploitateur (Etat) et les exploités (tous les citoyens) est encore plus grande que dans n'importe quel autre régime de propriété.

Voici la solution pratique du problème en U.R.S.S. Sont inscrits dans la constitution de l'Union soviétique les articles suivants sur la propriété :

9. Lénine, *Friedrich Engels*, Bibl. Marxiste, No 20, p. 49.



Art. 4 : « La base économique de l'U.R.S.S. est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Art. 6 : « La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les moyens de communications postales et électriques, les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhoz, stations de machines et de tracteurs, etc.), ainsi que la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier. »

Art. 10 : « La propriété personnelle des citoyens qui s'étend aux revenus et épargnes provenant de leur travail, à leur maison d'habitation et à l'économie auxiliaire, aux objets de ménage et d'usage quotidien, ainsi qu'aux objets d'usage et de consommation personnels, est protégée par la loi. »

On peut constater que la Constitution emploie des termes assez vagues et que, par exemple, entre l'article 6 et l'article 10 il y a une certaine contradiction en ce qui concerne la propriété des maisons d'habitation. Cette constitution appliquée à la vie quotidienne garantit à chaque citoyen une propriété absolue de ce qu'il consomme et une propriété relative de ce qu'il retire sous forme de salaire. Pourquoi « propriété relative » du salaire ? Parce que l'emploi du salaire est réglementé par des décrets spéciaux qui fixent le pourcentage du salaire qu'on est obligé d'épargner et celui qu'il est permis de dépenser en biens de consommation. Les nombreuses exceptions que les décrets accordent constituent une sorte de récompense, une rémunération extraordinaire. Ainsi, un ouvrier de choc qui dépasse constamment les normes de production obtient la permission d'acheter une maison familiale, un appareil de radio et de les garder en propriété privée aussi longtemps que le régime est content de lui. Ce sont surtout les fonctionnaires du Parti, de l'armée et de l'Etat, les artistes et les savants, qui



jouissent de cette permission spéciale, et, en 1947, l'Union soviétique annonçait qu'elle compte déjà quelques millionnaires, c'est-à-dire des citoyens dont la fortune privée dépasse un million de roubles, à savoir à peu près \$200,000, selon le dernier cours officiel. Donc, la propriété dans le système communiste est un droit « élastique », une manière de récompense ou de punition.

Etant donné ce concept de la propriété, la distribution des richesses doit s'effectuer presque totalement par le truchement des salaires, des primes à la production et des avantages exceptionnels. Quel est le principe directeur de cette distribution? Selon l'opinion populaire, le communisme signifie égalitarisme; c'est-à-dire que tous doivent toucher le même salaire et que le produit national doit être distribué également entre tous ceux qui ont contribué à sa production. Rien de plus éloigné du communisme que la pratique de niveler les salaires et d'assurer l'égalité des revenus pour tous! Pierre Harvé, un communiste français de premier plan, se voyait obligé de dénoncer expressément cette opinion populaire et de déclarer : « Dans l'égalitarisme qui fut le trait dominant de certaines théories socialistes, comme celle de Proudhon, nous voyons l'idéal du petit propriétaire partageur. »<sup>10</sup>

S'il n'y a point de tendance vers l'égalité des revenus et partant vers l'égalité des fortunes, quel est le principe directeur de la répartition des biens? De façon schématique on peut constater que c'est la fonction que le citoyen tient dans la collectivité communiste qui détermine le montant de sa participation à la distribution de la richesse nationale. Dans l'économie communiste, toutefois, il n'y a point de marché libre du travail, il n'y a pas d'offre et de demande librement exprimées et il n'y a pas non plus de mécanisme naturel et spontané qui permette d'évaluer la fonction de l'individu. Cette fonction est évaluée délibérément par le Parti, ce qui signifie que le Parti emploie ce privilège en vue de sa propre politique, pour récompenser les obéissants et punir les indifférents, pour forcer, par des variations du salaire, le peuple à augmenter

10. Harvé, *L'homme marxiste*, Conférence publiée dans *Les grands appels de l'homme contemporain*, Paris 1947, p. 101.



la productivité et à se rendre plus promptement à l'exécution des ordres du Parti.

Ainsi, le concept communiste de la propriété et du salaire est un concept extrêmement élastique, adaptable à tous les besoins immédiats du Parti. Le principe de la répartition des biens n'est pas d'ordre social ou économique, mais d'ordre politique.

Il est facile de se rendre compte de l'antithèse entre les conceptions démocratique et communiste d'une équitable distribution des richesses. En bref, dans le monde démocratique, les travailleurs, grâce au contrôle du marché du travail, réussissent à établir une égalité de forces entre le capital et le travail; de cette égalité naît la liberté de discussion des conditions de travail, générative de justice et d'équité. Bien plus, le respect de la personne humaine, vieil héritage du christianisme, oblige la démocratie à prendre des mesures politiques complémentaires pour empêcher l'exploitation des travailleurs et leur garantir un niveau de vie raisonnable. D'une part, sous l'aiguillon de l'initiative privée, de la légitime ambition et de la coopération, et d'autre part, sous la protection morale du concept chrétien du respect de la personne humaine si profondément ancré dans le monde libre, l'ouvrier participe à l'amélioration du niveau de vie que rend de plus en plus facile l'exploitation scientifique des richesses naturelles.

Dans l'univers communiste, au contraire, ni liberté, ni morale. Le travailleur est rivé à sa chaîne et toute révolte signifie arrestation et condamnation aux camps de travaux forcés. La personne humaine est simple matière qu'on peut exploiter, terroriser et détruire. Seuls, les favoris du régime, policiers, fonctionnaires, techniciens, c'est-à-dire les communistes sont admis à bénéficier d'une parcelle de ce paradis où devaient entrer triomphalement les masses prolétariennes et qui n'a été qu'un décevant mirage.

Ad 3) *Le concept communiste de la paix sociale.* Tout d'abord, les communistes n'avaient aucun concept de la paix sociale parce que l'aspect dialectique de leur doctrine, prônant une lutte des classes continuelle, ne le leur permettait pas. Par ailleurs, ils savaient bien qu'après la prise du pouvoir il fallait consolider l'Etat communiste, élaborer des principes à la lumière desquels



la dictature du prolétariat revêtirait la forme définitive et nécessaire de l'organisation de la société communiste. Ainsi, la doctrine communiste, tout en réclamant une cohérence absolue, se bifurque et construit deux théories différentes, l'une pour l'exportation et l'autre pour communication intérieure. La première continue d'appliquer la dialectique et se résume dans la théorie de la lutte des classes; elle convient à la situation dans les pays non communistes. La deuxième nie la dialectique et se résume dans la théorie de la dictature du prolétariat; elle a son champ d'application seulement dans les pays communistes. — Etant donné la nature de notre analyse, nous allons envisager la deuxième théorie et seulement sous quelques aspects intéressant les relations du travail.

La paix sociale peut être définie comme la tranquillité dans l'ordre. Cette tranquillité ne peut être assurée qu'en s'appuyant sur une structure économique et sociale qui répond à la nécessité d'évolution. C'est-à-dire, si la collectivisation garantit l'excellence des rapports de production, la superstructure — dont la paix sociale n'est qu'un exemple — s'établit d'elle-même et les vices ne peuvent désormais provenir que des hommes et non pas de la structure. Les notions de « tranquillité » et d'« ordre » subissent une profonde transformation dans la terminologie communiste; l'ordre, c'est la structure des rapports de production et la tranquillité devient sa résultante dans le domaine social. Ainsi, entre l'ordre et la tranquillité existe une relation de cause à effet. Dire inversement que l'ordre est le résultat de la tranquillité serait une grave déviation idéaliste.

Les communistes ne peuvent quand même nier qu'en réalité le problème est plus compliqué et que leur « ordre de structure » établi produit des perturbations dans la « tranquillité de la superstructure ». Mais ils n'hésitent pas à concevoir ces difficultés comme un manque d'adaptation des hommes causé par leur héritage précommuniste. Ainsi, en pratique, le problème de la paix sociale se résume à un problème d'adaptation; adaptation des hommes à la structure et non pas de la structure aux hommes, bien entendu. D'où l'effort de rééducation au moyen de l'école,



de la propagande et des camps de travaux forcés. Les conflits et les griefs, dus à l'imperfection humaine, doivent être éliminés par la transformation de l'homme. C'est pourquoi les communistes sont absolument conséquents lorsqu'ils ne s'attaquent pas aux causes réelles des difficultés, i.e. une mauvaise organisation du travail, un salaire insuffisant, mais préfèrent rendre ces difficultés impossibles par la voie législative et administrative. Donc, c'est l'effet qui est attaqué et non pas sa cause. Etant donné le concept matérialiste de l'homme, la croyance dans « l'élasticité illimitée de sa nature » et l'insistance sur la collectivité, les communistes obligent l'homme à s'adapter, à ne pas se plaindre, à se transformer, assurant la tranquillité par le contrôle et la dictature absolue.

En dernière analyse, la paix sociale telle que nous la concevons en pays démocratique constitue une impossibilité dans les termes et ne correspond pas à la réalité dans les pays communistes. En effet, là-bas, il s'agit d'une discipline sociale qui n'est pas volontairement acceptée par le peuple, mais qui lui est imposée par l'Etat, détenteur de tout pouvoir et de tout droit en face de ceux qui n'ont d'autre pouvoir et d'autre devoir que celui d'obéir et d'applaudir.

La recherche des buts réels des relations du travail par un regard de l'intérieur du système communiste serait un effort vain, non pas qu'il y ait absence de but, mais parce que ces buts ont une portée plus large et n'appartiennent pas purement au domaine des relations du travail, mais ne sont que des reflets des buts du Parti communiste. La subordination absolue des relations du travail au Parti rend nécessaire un exposé sur le Parti communiste, sa doctrine, ses principes d'organisation et son fonctionnement.

## CHAPITRE III

### *Le Parti communiste*

Il est significatif qu'une étude sur les relations du travail dans les pays communistes ne puisse laisser de côté le Parti communiste. Une telle omission constituerait une grave erreur et rendrait impossible toute compréhension réelle du problème. Décrire le corps et ignorer la force motrice qui l'anime est une erreur de logique si c'est la vie de l'organisme qui nous intéresse.

Le Parti communiste est le facteur principal des relations du travail dans les pays communistes pour deux raisons. Premièrement, à cause du rôle que lui accorde la doctrine communiste; deuxièmement, en raison du monopole de pouvoir qu'il possède. Nous examinerons d'abord la doctrine, développée surtout par Lénine et Staline, et ensuite les principes de l'organisation et du fonctionnement du Parti, qui lui permettent d'exercer effectivement le monopole du pouvoir.

1) *La doctrine communiste du Parti.* Le Parti est en premier lieu « le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière » (Staline). La classe ouvrière se trouve en lutte permanente contre la bourgeoisie et c'est le Parti qui incarne l'esprit révolutionnaire du prolétariat, dirige celui-ci et le mène à la victoire. Le Parti est le dépositaire de la théorie révolutionnaire qui seule réalise la vraie signification et la portée historique de la lutte des classes, et c'est lui qui, selon les paroles de Staline, possède : « ...la connaissance des lois du mouvement, la connaissance des lois de la révolution »<sup>1</sup>. Mais le Parti ne peut pas se contenter de suivre seule-

1. Staline, *Des principes du Léninisme*, Editions sociales, Paris 1946, p. 77.



ment les lois invariables de la lutte des classes, mais doit intervenir, se placer à la tête de la classe ouvrière, voir plus loin qu'elle, comprendre plus et la diriger. Ainsi, le Parti est avant tout le chef politique de la classe ouvrière.

Pour que le Parti puisse être réellement et efficacement le chef politique de la classe ouvrière, il doit lui être intimement lié, y prendre ses racines, et doit en absorber les éléments les meilleurs et les plus progressifs. Lénine, utilisant encore l'expression « social-démocrate » pour désigner le Parti communiste, écrit sur ce sujet dans une de ses premières œuvres : « Nous sommes le Parti de la classe et c'est pourquoi presque toute la classe (et en temps de guerre, à l'époque de la guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction du Parti, doit se serrer le plus possible autour de lui. Mais ce serait du manilovisme et du « suivisme » que de penser que, sous le capitalisme, presque toute la classe ou la classe ouvrière tout entière sera un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde, de son Parti social-démocrate. Sous le capitalisme, même l'organisation syndicale (plus primitive, plus accessible à la conscience des couches non développées) n'est pas en mesure d'englober presque toute ou toute la classe ouvrière et nul social-démocrate de bon sens n'en a jamais douté. Mais ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et toutes les masses qui gravitent autour de lui; que d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde de hausser des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. »<sup>2</sup>

Le Parti, conscient de son rôle et possédant toutes les connaissances nécessaires, formé des meilleurs hommes de la classe ouvrière, doit en deuxième lieu être organisé. Sans une discipline ferme, sans une organisation efficace, il ne serait jamais en mesure d'accomplir ces tâches. Staline : « Le Parti doit diriger la lutte du prolétariat dans les conditions extrêmement difficiles du déve-

2. Lénine, *Œuvres complètes*, t. VI, pp. 205-206, Edition russe.



loppement intérieur et extérieur; il doit mener le prolétariat à l'offensive lorsque la situation impose cette offensive; il doit soustraire le prolétariat aux coups d'un adversaire puissant, lorsque la situation impose la retraite; il doit inculquer à la masse innombrable des ouvriers sans parti et inorganisés l'esprit de discipline et de méthode dans la lutte, l'esprit d'organisation et de fermeté. Mais le Parti ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline, de l'esprit d'organisation; que s'il est lui-même un détachement organisé du prolétariat. »<sup>3</sup> Ce que signifie « organisation » dans la terminologie communiste et comment il faut la réaliser, est expliqué clairement par Lénine : « Maintenant, nous sommes devenus un parti organisé; et cela signifie la création d'une autorité, la subordination des instances inférieures du Parti aux instances supérieures. »<sup>4</sup> Dans la troisième partie de ce chapitre nous aurons l'occasion de revenir à cette citation-clé lorsque nous aborderons le problème de l'autorité dans le Parti communiste.

Le Parti n'est pas le seul organisme du prolétariat. Il y a les syndicats, les coopératives, les groupements de sans-Dieu, les unions de jeunesse, les associations de femmes, les organisations culturelles et éducatives, etc. Quelle doit être, selon la doctrine communiste, la relation entre le Parti et toutes les autres formes de l'organisation du prolétariat? La doctrine exige l'unité de direction et la centralisation de tous les efforts de la classe ouvrière. Donc, c'est le Parti qui exprimera l'unité du prolétariat et assumera sa direction centralisée. Staline formule cette théorie dans les termes suivants : « Le Parti dispose, pour cela, de toutes les données nécessaires, premièrement, parce que le Parti est le point de ralliement des meilleurs éléments de la classe ouvrière, qui sont liés directement aux organisations sans parti du prolétariat, et qui très fréquemment les dirigent; deuxièmement, parce qu'étant le point de ralliement de l'élite de la classe ouvrière, le Parti est la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière,

3. Staline, *Des principes du Léninisme*, Editions sociales, Paris 1946, p. 79.

4. Lénine, *Œuvres complètes*, t. VI, p. 291, Edition russe.



capables de diriger toutes les formes d'organisation de leur classe; troisièmement, parce qu'étant la meilleure école pour la formation de leaders de la classe ouvrière, le Parti est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la direction de la lutte du prolétariat, et de faire ainsi, des organisations sans parti les plus diverses de la classe ouvrière, les organismes auxiliaires et les courroies de transmission reliant le Parti à la classe. Le Parti est la forme suprême d'organisation de la classe du prolétariat. »<sup>5</sup>

La notion-clé dans cette citation est « les courroies de transmission » : le Parti est le moteur, la force motrice du prolétariat, qui emploie « à bon plaisir » toutes les autres organisations pour faire valoir sa volonté dans un domaine spécial. Comme corollaire, il faut mentionner que la doctrine ne permet qu'un seul syndicat, qu'un seul mouvement de jeunesse, etc., et subordonne ces « petits monopoles » au monopole absolu du Parti. Ainsi nous obtenons une structure monolithique, hiérarchisée, dont la tête est le Parti communiste et où toute autre forme d'organisation n'est qu'un bureau spécial du Parti.

Tout notre exposé sur le caractère du Parti, selon la doctrine communiste, implique que le Parti est une force se suffisant à elle-même, un principe et une fin en soi. Cependant, la théorie limite l'omniimportance du Parti en le déclarant l'instrument de la dictature du prolétariat. Le Parti est l'instrument de la conquête de cette dictature, de sa consolidation et de son extension après la victoire. Ainsi, le Parti a fonction d'état-major révolutionnaire, de préparer et de diriger le combat pour le pouvoir. Une fois conquise, la dictature du prolétariat est assumée et appliquée de nouveau par le Parti comme forme suprême d'organisation de la classe ouvrière. La dictature doit être opposée aux influences petites-bourgeoises, elle doit inculquer aux prolétaires l'esprit de discipline et d'ordre. Lénine définit ainsi le rôle du Parti dans l'ensemble de la dictature du prolétariat : « La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non

5. Staline, *Des principes du Léninisme*, Editions sociales, Paris 1946, pp. 82-83.



sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de mener cette lutte avec succès. »<sup>6</sup>

Afin que la dictature du prolétariat soit efficace et solide, Staline prône « l'unité de volonté et l'unité d'action complètes et absolues de tous les membres du Parti ». Staline reprend la doctrine formulée pour la première fois par Lénine dans ses *Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste*; «... le Parti communiste ne pourra remplir son devoir que s'il est organisé de la façon la plus centralisée; que s'il est régi par une discipline de fer touchant de près à la discipline militaire, et que si le centre du Parti est un organisme jouissant d'une haute autorité, investi de pouvoirs étendus et bénéficiant de la confiance générale des membres du Parti. »<sup>7</sup>

Cette partie de la doctrine exprime l'incompatibilité des fractions avec le Parti et sa « discipline de fer » et constitue en même temps la justification de la nécessité des purges. En dernière analyse cet aspect de la doctrine formule la justesse de la dictature non seulement à l'intérieur de la classe ouvrière mais aussi au sein du Parti même.

Dans la doctrine communiste du Parti nous trouvons des explications très larges et très détaillées sur le « fractionnisme ». Les fractionnistes sont tous ceux qui ne se conforment pas immédiatement et sans critique à la volonté des dirigeants du Parti, qui hésitent, même pour un moment, ou qui doutent. Ainsi Lénine, qui le premier a développé la théorie que « le Parti se fortifie en s'épurant », déclare : « ...il n'est pas seulement d'une

6. Lénine, *La maladie infantile*, Œuvres complètes, t. VI, p. 31, Edition russe.

7. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXVI, p. 335, Edition russe.



nécessité absolue d'exclure du Parti les menchéviks, les réformistes, les turatistes, il peut même être utile d'exclure d'excellents communistes, susceptibles d'hésiter... »<sup>8</sup> Staline a inventé des noms nouveaux pour les fractionnistes en les appelant à la fois « opportunistes », « réformistes », « social-impérialistes », « social-chauvins », « social-patriotes », « social-pacifistes », etc., et il a su élargir et appliquer la doctrine sur le fractionnisme avec le plus grand succès possible. Du reste, la structure et le fonctionnement du Parti communiste sont établis précisément en fonction de la lutte contre le fractionnisme, ce qui fortifie la dictature intérieure et fait du Parti un instrument plus efficace à l'extérieur.

2) *L'organisation du Parti*. La doctrine, aussi précise qu'elle soit, ne s'occupe point de problème pratique d'organisation et de fonctionnement. Ce fait est explicable par la longue évolution à l'intérieur du Parti communiste soviétique dont la structure a subi de profonds changements à cause des luttes entre les dirigeants du Parti pendant les premières années du régime. L'arrivée de Staline au pouvoir et la consolidation de sa dictature par de nombreuses purges, l'expansion du communisme après la deuxième guerre mondiale, la transformation de Kominterne en Kominforme, l'intégration des Etats satellites dans l'univers de domination communiste, la préparation à la troisième guerre mondiale qui doit installer la dictature communiste dans le monde entier, tout cela a déterminé l'évolution du Parti communiste contemporain. L'analyse de l'auteur portera exclusivement sur l'état actuel des partis communistes et tâchera de préciser leurs principes communs d'organisation et de fonctionnement, qui les constituent en unités effectives et puissantes dans la lutte pour la domination mondiale.

« Le Parti est le cœur et le cerveau de la classe ouvrière, son avant-garde organisée. Le Parti fait valoir le rôle de la classe ouvrière qui lui appartient dans l'évolution de la société moderne. »

8. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 547, Edition russe.



C'est ce que nous lisons dans le préambule des Directives d'organisation du Parti communiste tchécoslovaque.<sup>9</sup>

Mais qui est « le cœur et le cerveau » du Parti même? C'est le *secrétaire général*. Le secrétaire général est l'homme le plus puissant dans le Parti et, pour remplir cette fonction, on choisit toujours le meilleur communiste du pays. Formellement le secrétaire général est nommé par le Politbureau (Bureau politique) du Parti mais en réalité il est choisi par Moscou et représente le contrôle direct de Staline au sein de chaque parti communiste. Staline lui-même est le secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique et, par analogie à son pouvoir illimité, ses collègues de fonction similaire dans les autres pays jouissent d'une position semblable. Le secrétaire général est à la tête de l'appareil bureaucratique du Parti qui est l'unique et réel exécutif du Parti. C'est lui qui nomme les secrétaires de section, de commission, de région, et de district, qui, par le truchement de la commission des cadres, engage tout le personnel du Parti, le contrôle et, par le même procédé, prépare les candidatures aux fonctions électives du Parti. C'est encore lui qui est la dernière instance dans la réception des membres nouveaux et dans les purges. Le Parti est composé de plusieurs structures à base territoriale, électorale, fonctionnelle ou hiérarchique; toutes ces structures se rencontrent, se lient l'une à l'autre par le moyen de l'appareil bureaucratique dirigé et contrôlé par le secrétaire général. Par les directives d'organisation, le secrétaire général est responsable au Politbureau du Parti, mais en pratique il y a une double dépendance et un double contrôle : le secrétaire général surveille le Politbureau et adresse des rapports confidentiels sur son fonctionnement à Staline et le Politbureau surveille le secrétaire général et soumet des rapports au Kominforme qui les transmet à Staline. Ainsi Staline s'assure un contrôle absolu sur les deux organismes principaux de chaque Parti : par l'un il surveille l'autre et par l'autre il effectue, dans les cas de nécessité, des changements dans le pre-

9. *Le Fonctionnaire*, organe interne des fonctionnaires du Parti communiste tchèque, 1949, p. 576.



mier. Le secrétaire général, l'homme qui a le plus de pouvoir et de contrôle au sein du Parti, est en même temps l'homme le plus contrôlé et le plus exposé. Enfin, sur le plan mondial, les secrétaires généraux (Staline, Mao-tse-tung, Togliatti, Thorez, Slansky, Rakocsy, Reimann, Ho-tchi-minh, Enver Hodja, etc.) constituent l'état-major de la conspiration communiste mondiale.

Les organes supérieurs du Parti sont les suivants : le Comité central, le Politbureau (un groupe choisi parmi les membres du Comité central) et le secrétariat du comité central.

Le *Comité central* représente un pseudo-parlement du Parti. Il est élu au Congrès du Parti pour une période déterminée. La manière dont on procède à l'élection du Comité central est bien caractéristique de la « démocratie interne » qui, selon les directives d'organisation, est un des principes directeurs du Parti. L'ancien Politbureau organise en collaboration avec le Secrétariat le Congrès du Parti; il choisit les délégués aux conférences régionales; il prépare une liste de noms, appelée « Liste des candidats au Comité central du Parti » qui est approuvée en bloc et sans discussion par le Congrès de la région, lequel à son tour est composé de délégués de district choisis de la même manière (liste des candidats préparée par le secrétariat de la région, approuvée par le Politbureau central et votée en bloc). Ces délégués régionaux se rassemblent au Congrès du Parti où le Politbureau leur présente la liste des candidats au Comité central. Etant donné qu'aucune discussion préalable n'est permise en vertu du principe contre-fractionniste, que les délégués au Congrès ne se connaissent point l'un l'autre et peuvent être échangés à n'importe quel moment par la simple décision du Politbureau, et que l'on doit procéder immédiatement à l'élection par acclamation, le résultat est décidé d'avance. Le Congrès élit toujours un Comité central conforme au désir du Politbureau. Toute cette procédure n'a pas grande importance, parce que le rôle du Comité central est plutôt limité. En dernière analyse, le but de cette élection du Comité central peut être ainsi résumé : premièrement assurer à l'ancien Politbureau son inamovibilité, deuxièmement fournir une occasion pour que d'innombrables discours soient



prononcés et répandus dans tout le Parti et troisièmement monter un escamotage politique aux fins d'établir que la démocratie existe à l'intérieur du Parti.

Selon quels critères le Politbureau choisit-il les membres du Comité central? Est-ce la vigilance bolchévique, les mérites des partisans? Sans négliger ces aspects idéologiques, le Politbureau s'inspire d'un principe de nature très différente : il choisit ceux dont l'existence est intimement liée à l'existence du Parti et qu'en dépendent, c'est-à-dire les « professionnels politiques », les secrétaires et les employés du Parti. C'est la tendance générale dans tous les partis communistes, encore plus accentuée dans les pays où les communistes sont au pouvoir. Ainsi, le Parti devient l'instrument d'une élite réduite, dont le destin s'identifie à celui du Parti. Et parce que tous savent que c'est grâce à la volonté du Politbureau qu'ils ont et gardent leurs fonctions, il n'est pour eux d'autre voie que d'obéir et d'exécuter tous les ordres selon l'intérêt du Parti — et selon leur propre intérêt.

A titre d'exemple, l'auteur a choisi le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque dont la structure correspond dans une large mesure à celle de tous les partis communistes du monde. Le Comité central comprend actuellement 97 membres, soit :

- a) les employés directs du Parti.....25, à savoir 26%
- b) les professionnels politiques possédant leurs fonctions sous mandat du Parti.....22, à savoir 23%
- c) les employés des organismes spécialisés du Parti (les syndicats, la jeunesse).....6, à savoir 6%
- d) les autres membres du gouvernement, choisis par le Parti.....16, à savoir 17%
- e) les autres députés du Parti.....15, à savoir 15%
- f) les hauts fonctionnaires d'Etat..... 7, à savoir 7%
- g) les ouvriers..... 2, à savoir 2%
- h) les autres (écrivains, artistes)..... 4, à savoir 4%



Le *Politbureau* est élu par le Comité central et constitue l'organe directeur du Parti. Les membres du *Politbureau* sont ipso facto membres du comité central. Pour ce qui est de leur mode d'élection, il est semblable à celui du Comité central avec cette différence que c'est l'influence du *Politbureau* russe qui joue le rôle prépondérant dans la préparation de la liste unique des candidats. Cette liste est approuvée en bloc et par acclamation à la première réunion du Comité central. Le *Politbureau* constitue le noyau du pouvoir au sein du Parti. C'est lui qui dirige et contrôle tout, qui est l'instance suprême dans la réception des membres nouveaux ou dans les purges, qui prépare les listes des candidats pour l'élection du *Politbureau* nouveau ou des *politbureaux* régionaux et qui nomme les représentants du Parti dans le gouvernement, au parlement et aux fonctions supérieures de la machinerie de l'Etat et des organisations affiliées au Parti. « La commission des cadres » et « La commission du contrôle » sont des organismes affiliés au *Politbureau*, par le truchement desquels le *Politbureau* purifie constamment le Parti, engage des employés et élimine toute possibilité de fractionnisme. Les activités spécialisées du Parti (i.e. la presse, la propagande, etc.) relèvent directement du *Politbureau* qui nomme une commission pour leur exécution, dirigée par un de ses membres, et responsable de la réalisation de ses ordres. La position du *Politbureau* est précisée à l'article 15 des Directives d'organisation du Parti communiste tchécoslovaque : « Toutes les décisions des organes supérieurs lient tous les organes inférieurs et tous les membres du Parti. » Les décisions du *Politbureau* sont prises collectivement, en général sur rapport du secrétaire général qui dirige le plus souvent les réunions. En plus du monopole de contrôle et de pouvoir, le *Politbureau* possède celui de l'initiative, l'unique vraie source de l'initiative dans le Parti, parce que tous les autres organes sont limités à l'exécution des ordres du *Politbureau* et n'osent jamais prendre d'initiative pour n'être pas accusés de déviation idéologique ou de fractionnisme.

Dans la composition du *Politbureau*, la tendance vers le dirigisme est encore plus accentuée. Après avoir fourni une statis-



tique sur la composition du comité central du Parti communiste tchécoslovaque, l'auteur soumet celle du Politbureau du même parti pour démontrer quels éléments sont éliminés ou jugés dignes d'en faire partie. Le Politbureau a 22 membres qui sont :

- a) les employés directs du Parti, 6, à savoir 27%
- b) les professionnels politiques, possédant leur mandat directement du Parti, 11, à savoir 50%
- c) les employés des organismes spécialisés du Parti, 1, à savoir 5%
- d) les autres membres du gouvernement, 3, à savoir 13%
- e) les autres députés du Parti, 1, à savoir 5%

*Le Secrétariat du comité central* est souvent aussi appelé « le Politbureau » et en pratique ce secrétariat, composé seulement de 7 personnes en Tchécoslovaquie, sous la direction du secrétaire général du Parti, remplace le vrai Politbureau et remplit ses fonctions. C'est notamment ce petit groupe, dont le choix dépend complètement de Moscou, qui prépare les réunions du Politbureau élargi, rédige les résolutions, élabore les plans, prépare les rapports et dirige ainsi effectivement le Parti. Centre du Parti, il est en même temps le centre de pouvoir étatique. Son caractère monolithique et sa puissance totale lui assurent le rôle primordial dans le monde communiste. Il est composé exclusivement des dirigeants du Parti qui sont payés par le Parti.

Le secrétaire général, le comité central, le Politbureau et le Secrétariat du Comité central sont les organes les plus élevés du Parti et c'est vers eux que convergent les autres structures.

L'organisation du reste du Parti peut être divisée en deux structures principales, la structure verticale et la structure horizontale.

A. *La structure verticale* nous donne une image de la hiérarchie à l'intérieur du Parti qui ressemble à une pyramide et qui, dans la terminologie de la science économique, peut être caractérisée comme « la spécialisation interne ». Ainsi, au-dessous de ces organes au sommet de la hiérarchie que nous avons décrits précédemment, se trouvent les Comités de région ou, en U.R.S.S., les Comités des républiques autonomes soviétiques. Ces comités, en



pratique dominés et dirigés par le secrétaire régional, sont élus à la Conférence régionale de la même manière que les membres du Comité central du Parti. La structure intérieure de ces Comités régionaux est une copie fidèle de la structure du Comité central, avec cette différence qu'on ne parle pas de Politbureau régional mais tout simplement du Comité des présidents qui a les mêmes fonctions sur le plan régional que le Politbureau sur le plan national. Il y a cette différence essentielle : les organes supérieurs régionaux exécutent les ordres du Politbureau et donnent suite aux résolutions du Parti mais ne peuvent prendre d'initiative que sur permission préalable du Politbureau. Leur rôle se trouve ainsi limité. Etant donné que tous les membres du Comité régional peuvent à n'importe quel moment être remplacés par quelqu'un mieux disposé à suivre les ordres du Politbureau, et que, selon la nécessité, le Comité régional porte la responsabilité de tout échec sur le plan régional, la position des membres de ce comité est très précaire et les oblige à prendre toutes les mesures, si désagréables qu'elles soient, afin de satisfaire le Politbureau et d'éviter la disgrâce.

La région se compose de plusieurs districts, dirigés par des Comités de district. Un secrétaire, choisi et payé par le Secrétariat général, surveille les membres du Comité de district, les dirige et contrôle l'accomplissement des plans imposés au Comité de district par le Politbureau. Le mode d'élection consiste dans l'approbation par acclamation de l'unique liste des candidats, préparée d'avance par des organes supérieurs et approuvée par le Politbureau. Alors que dans les organes supérieurs c'est l'appareil bureaucratique qui détient la majorité des fonctions, dans les Comités de district, ce sont en général des communistes fervents du district et qui représentent réellement l'élite du Parti. Dans les Comités de district, c'est l'élément populaire qui a la prépondérance : les ouvriers et quelques petits fermiers. La théorie quasi raciste du communisme qui exige que tout membre du Parti ait le sang pur d'un prolétaire s'applique à ce niveau de la structure. Toutefois dans la direction ascendante, donc au stade des Comités de région, la majorité des fonctionnaires provient de familles bour-



geoises et se compose de professionnels politiques ayant un certain degré d'instruction.

Des districts nous descendons, dans la structure, aux organisations locales ou d'usine. L'organisation locale est une unité comprenant 200 à 300 membres qui est dirigée par un comité avec, en tête, un président. Il n'y a plus de secrétaire, mais le secrétaire de district visite régulièrement les réunions de l'organisation locale — qui, d'ailleurs, ne sont point permises sans l'avis préalable au Comité de district. Les élections sont arrangées de la manière suivante : auprès du Comité de district est constituée une Commission des cadres (l'auteur traitera de ces commissions dans la description de la structure horizontale du Parti) où le secrétaire jouit d'un rôle prépondérant; il prépare l'unique liste des candidats qui est approuvée par acclamation et en bloc à la réunion annuelle de l'organisation locale. Parmi les fonctions principales de l'organisation locale, notons : l'accomplissement des tâches imposées par le Politbureau, l'émission des cartes du Parti, la distribution de la littérature partisane, la réception des cotisations, la tenue du dossier de chaque membre, l'organisation de l'assistance de tous les membres aux démonstrations publiques, le contrôle de tous les citoyens de la localité. Afin d'être en mesure d'accomplir ces devoirs, l'organisation locale se subdivise en rayons avec un surveillant assisté d'hommes responsables à leur tour de dix membres. Le responsable de dix voit sa tâche élargie par le devoir de suivre aussi la vie intime de ses « dix sujets » : leur vie familiale, leurs amitiés, leurs vertus et leurs vices les plus personnels. Le Parti lui fournit un cahier spécialement adapté où il entre périodiquement tous les renseignements demandés.

L'organisation d'usine est formée dans chaque usine et comprend un nombre minimum de membres du Parti. Dans les grandes usines l'organisation est divisée selon les ateliers, les rayons, les départements. A part d'être membre de son organisation locale, l'ouvrier est d'ordinaire membre de l'organisation d'usine. Cette organisation d'usine, surveillée par le secrétaire de district, a des fonctions spéciales, surtout de nature économique. Son devoir principal est de prôner l'accomplissement parfait du plan écono-



mique par l'augmentation de la productivité au moyen de « l'émulation socialiste, des concours de production, du mouvement Stachanov, des brigades volontaires, etc. ». L'organisation d'usine représente la cellule du Parti dans la classe ouvrière : elle effectue sa surveillance et sa domination par l'entremise du syndicat. L'organisation d'usine est dirigée par un comité, élu de la même façon que le comité d'organisation locale. Dans les pays non communistes, ces organisations d'usine du Parti communiste jouent un rôle de premier plan : c'est avec leurs cadres que le Parti organise des grèves, désoriente la classe ouvrière et la prépare pour le coup d'Etat futur.

En résumé, la structure verticale du Parti se hiérarchise comme suit :

Le secrétaire général

Le Politbureau

Le Comité central

Les comités régionaux

Les Comités de district

Les organisations locales et d'usine

Les surveillants de rayon, d'atelier, de département

Les surveillants de dix membres.

B. *La structure horizontale* est plus souple, plus adaptable, et correspond à ce qu'on appelle dans la science économique la « spécialisation externe ». Elle est formée de nombreux départements, bureaux, sections, commissions, sous-commissions, chacun étant sous contrôle d'un organe correspondant de la structure verticale et se spécialisant dans un seul secteur de l'activité du Parti. L'auteur ne décrira que les organismes principaux les plus caractéristiques de cette structure et qui ont une importance pour les relations du travail.

*La Commission des cadres* est sans doute la plus puissante : c'est elle qui décide si un candidat sera accepté ou refusé, si un membre ancien sera expulsé ou obligé d'avouer publiquement ses « crimes ». Egalement elle engage tous les employés du Parti, surveille leur vie intime et arrange les promotions dans l'appareil

bureaucratique du Parti, prépare des listes de candidats pour certaines fonctions électives, et, en somme, joue le rôle de la police intérieure du Parti. La Commission des cadres surveille non seulement la vie familiale et les relations extérieures des fonctionnaires et des employés du Parti, mais surveille en même temps leurs rapports entre eux. Tout contact en dehors des rapports strictement officiels est susceptible de devenir le point de départ d'un groupe, d'une fraction. Un phénomène assez répandu dans tous les Partis communistes, à savoir l'accumulation des fonctions, est contrôlé très étroitement et n'est permis qu'aux leaders véritables du Parti. La Commission des cadres s'occupe aussi des permutations dans la structure bureaucratique et les opère d'une telle manière qu'aucun secrétaire ne puisse rester trop longtemps à la même place ou dans la même région afin d'éviter qu'il ne devienne indispensable ou ne lie des amitiés susceptibles d'être dangereuses pour l'unité du Parti. Il est à remarquer que les noms des membres de la Commission ne sont jamais mentionnés, que la Commission travaille elle-même en secret et que, de toute évidence, elle est sous la direction immédiate de Moscou, et, de ce fait, quasi indépendante du Politbureau de son Parti. Le secrétaire général du Parti peut prendre part à ses séances et l'utiliser pour effectuer des changements dans l'appareil administratif du Parti, mais il est déjà arrivé que la Commission des cadres a « épurgé » le secrétaire général lui-même (Bulgarie, Pologne et Tchécoslovaquie, hiver 1951). Parce qu'elle équivaut à la police secrète du Parti, la Commission est chargée de préparer toutes les grandes purges qui, à intervalle presque régulier, se répètent à l'intérieur de chaque parti communiste. Les purges ont pour objet de débarrasser le Parti des hésitants, des opportunistes et des fractionnistes, de rendre vacantes assez de fonctions qui serviront de récompense et enfin de semer la terreur et la peur qui sont les armes les plus efficaces du Parti.

Ainsi que la Commission des cadres, la *Commission idéologique* relève aussi de l'autorité directe de Moscou. La fonction principale de la Commission idéologique est semblable à celle de la Commission des cadres, en ce sens qu'elle doit surveiller, con-

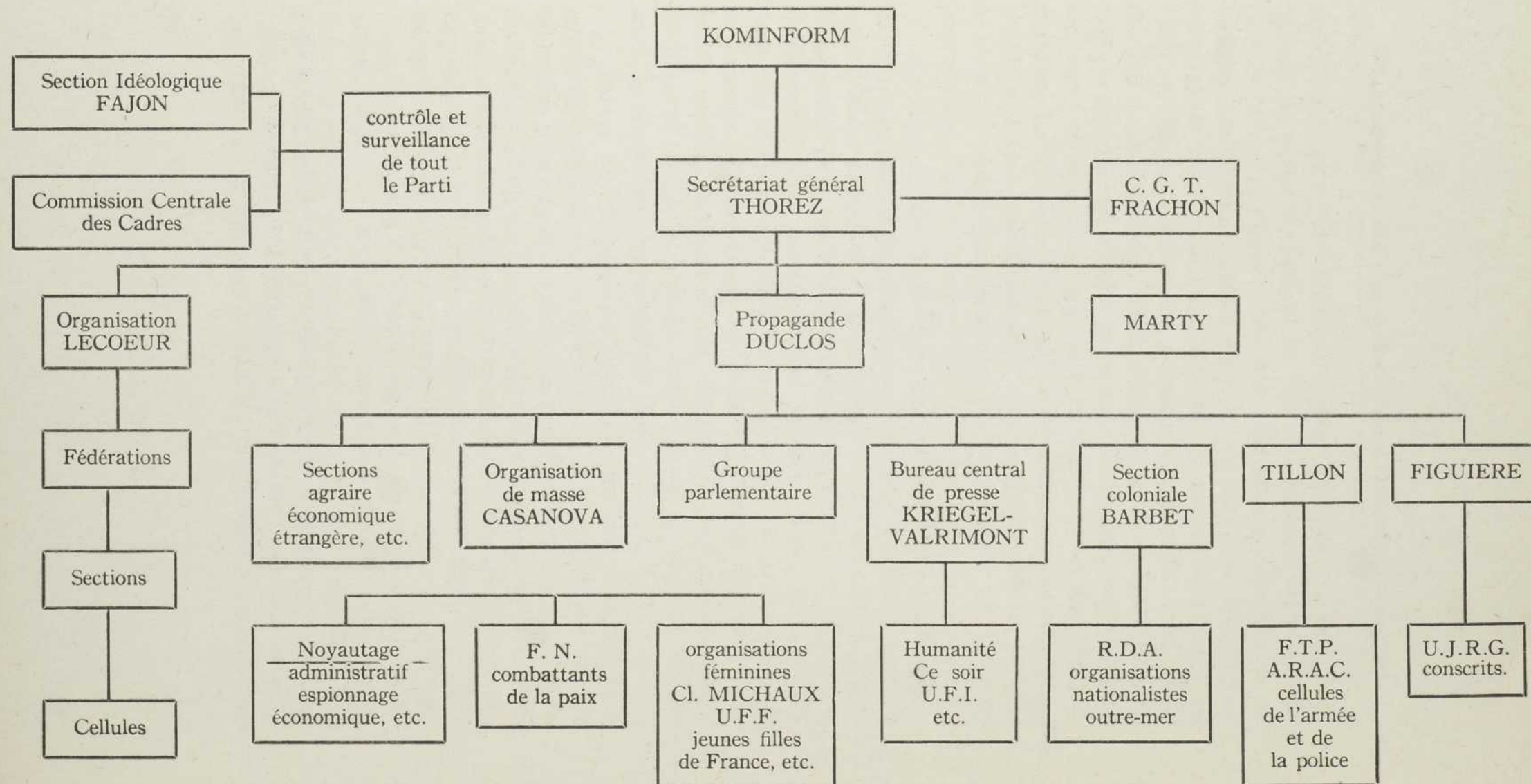


trôler les fonctionnaires, les employés et les membres du Parti. Cette fois, il s'agit de surveillance de « l'âme », de l'esprit. La Commission idéologique doit sonder les secrets de la pensée, saisir une « déviation » possible à sa source, corriger et diriger les âmes. Donc, ses membres en plus d'être des policiers sont supposés être des confesseurs, des psychologues, même des psychiatres. La Commission veille sur la pureté idéologique du Parti, surveille la propagande, les journaux, les livres, les discours et les adapte constamment au stage actuel du développement dialectique du communisme. Ses membres ne sont pas en général connus et vraisemblablement sont instruits, formés, nommés et révoqués par Moscou. La Commission idéologique est en charge de la préparation des grands procès qui précèdent régulièrement les purges et qui fournissent l'occasion de « démasquer une déviation sérieuse ». Ces procès, plus rares que ceux relatifs à la conspiration, à l'espionnage, à la trahison, etc., servent généralement de moyen de liquidation de celui dont la popularité est devenue dangereuse pour les dirigeants établis (le cas de Trotsky en Russie, de Gomulka en Pologne, de Clementis, Smidtko, et Novy, en Tchécoslovaquie, de Markos en Grèce).

La *Commission de contrôle* complète les deux commissions précédentes. Son devoir consiste à surveiller l'accomplissement des programmes, des plans et des fonctions à l'intérieur du Parti. Ses dossiers reflètent le zèle et la compétence de tous les organes, des fonctionnaires et des employés du Parti. Elle est en mesure de révoquer ou de destituer un membre, à défaut de proposer au Politbureau des mesures plus graves contre tous ceux qui ne respectent pas complètement les ordres du Parti. De même que les deux premières commissions, la Commission de contrôle travaille en secret. Ses membres sont spécialement formés à Moscou et son autorité réside en ce qu'elle représente le contrôle direct du Parti par le Politbureau bolchévique, en dernière analyse par Staline lui-même.

Les trois commissions mentionnées, c'est-à-dire la Commission des cadres, la Commission idéologique et la Commission de contrôle, jouissent d'une position extraordinaire grâce à leur mis-

SCHEMA DE L'ORGANISATION DU PARTI COMMUNISTE  
FRANÇAIS  
AVEC LES NOMS DES PRINCIPAUX FONCTIONNAIRES  
(selon l'année 1950)





leur fonction spéciale et la deuxième réside dans leur prolongement par le truchement de secrétaires bien préparés, qui les assurent du contrôle efficace de tous les organes du Parti.

A titre d'exemple, nous insérons une représentation graphique de la structure horizontale du Parti communiste français avec les noms des leaders aux différents postes de commande en 1950.

3) *Le fonctionnement du Parti.* Une question se pose. Comment l'organisation que nous avons brièvement décrite peut-elle être efficace et élastique à la fois; comment peut-elle mobiliser un nombre suffisant de partisans fanatiques qui non seulement soient en mesure de contrôler tous les autres citoyens, mais qui de plus soient capables d'assurer l'expansion permanente de la doctrine et du système? En somme, quels sont les principes du fonctionnement du Parti?

Notre analyse de l'organisation a déjà indiqué quelques principes, surtout en ce qui regarde le mode d'élection au sein du Parti et la façon dont s'exerce le contrôle intérieur. L'analyse du fonctionnement ne portera pas sur des valeurs d'ordre spirituel, moral ou sentimental, mais elle se limitera aux principes d'ordre technique qui sont les plus caractéristiques et qui explicitent la nature totalitaire et exceptionnelle du Parti communiste.

D'abord envisageons les principes du fonctionnement à l'intérieur du Parti pour ensuite ajouter une analyse des relations entre le Parti et les citoyens.

Le Parti communiste se déclare une organisation d'élite. Pour affirmer ce caractère fondamental, il exige de ses membres des qualifications et une préparation spéciales. Devenir communiste, ce n'est ni acte de la volonté ni une simple signature d'adhésion. N'importe qui ne peut devenir membre du Parti. Le premier acte est de se faire accepter comme candidat par le Comité d'organisation locale. La décision du Comité dépend de l'enquête sur le passé, l'instruction et l'origine du candidat. Tous ces facteurs pris en considération, l'intéressé se voit ou refusé ou accepté après une certaine période de probation déterminée. La durée de la probation est réglementée par les instructions du Politbureau, qui, par exemple en Tchécoslovaquie, fixe une année



pour les ouvriers, deux années pour les paysans, et trois années ou plus pour les intellectuels ou les petits bourgeois. Le statut du candidat n'est pas enviable : celui-ci n'a pas encore les droits de membre mais il en a déjà les obligations. Il est obligé de s'abonner aux journaux, revues et brochures du Parti, de suivre des cours spéciaux sur la doctrine et l'histoire du communisme, de participer à toutes les démonstrations publiques et aux actions collectives du Parti, de devenir un travailleur de choc, de surveiller ses concitoyens et de dénoncer toute action ou toute pensée susceptibles d'être dangereuses pour le Parti. Il doit de plus montrer sa générosité en contribuant régulièrement aux différentes souscriptions du Parti, en somme développer un comportement actif et en accord avec les principes communistes afin d'atteindre enfin à la dignité de membre du Parti. La paresse, l'hésitation, etc., peuvent prolonger ad infinitum la période de la candidature ou conduire à un refus définitif. Si au contraire, la période de la candidature terminée, le Comité d'organisation locale considère l'aspirant suffisamment qualifié, son dossier est transmis aux organes supérieurs du Parti pour décision.

Une fois devenu membre, il se voit obligé selon les Directives d'organisation, art. 2, de « ...répandre les idées du Parti, les expliquer et les défendre, persuader sans cesse tout le peuple de leur justesse ». Naturellement, les devoirs que nous avons décrits plus haut subsistent. De plus, le Parti lui impose des obligations spéciales, ainsi, par exemple, de gagner une dizaine de lecteurs aux journaux communistes parmi les non-membres, de ramasser quantité de papier, d'acier, de travailler les dimanches sans salaire, etc. Ces devoirs sont imposés directement par le Parti ou le Parti fait appel à l'individu afin qu'il assume des obligations, par exemple celle de faire tel travail supplémentaire. Le dernier cas rend possible « l'initiative créatrice du membre » (Staline) et, d'ordinaire dans tous les pays communistes à l'occasion des fêtes du Parti, celui-ci réclame une action d'éclat collective, par exemple « un million d'heures de travail supplémentaire à notre Etat » ; chaque membre prend individuellement l'obligation de fournir 30, 50, 100 heures pour sa part.



Aussi volontaires que semblent ces actions, le membre ne peut s'en abstenir sans risquer de graves conséquences. Le but de cette technique est de tenir les membres toujours en état d'activité extérieure, de les obliger à s'affirmer et de les contrôler par la menace suivante : rarement un membre peut accomplir tous ses devoirs envers le Parti et alors celui-ci le tient toujours dans l'incertitude entre le pardon et la punition et l'oblige de promettre davantage pour une prochaine occasion.

Le premier principe du fonctionnement du Parti peut donc être ainsi formulé : les candidats et les membres doivent vivre dans une activité permanente qui semble provenir de leur propre initiative mais qui a pour fin le bien et la puissance du Parti.

Pour rendre effectif un tel principe, il faut nécessairement le compléter par un système d'avantages susceptibles d'être acquis grâce à l'accomplissement des devoirs, et par une série de châtiements qui punissent un manque d'activité. Les avantages consistent le plus souvent en promotions. Non seulement pour chaque fonction ou position d'une certaine importance dans la vie publique il est nécessaire d'être membre du Parti, mais tout avancement quelconque dépend de la volonté du Parti. Ainsi, le travail pour le Parti est récompensé par l'Etat communiste. Les membres du Parti jouissent d'une position exceptionnelle vis-à-vis du simple citoyen, vivent mieux, ont de meilleurs logements, plus de nourriture, etc. Au contraire, la punition qui peut frapper un membre du Parti est généralement plus sévère que celle qui frapperait un simple citoyen. Le danger de la purge, qui entraîne non seulement la perte de tous ces avantages, mais également celle de la propriété ou l'envoi dans un camp de travaux forcés, est toujours présent. La purge est un phénomène d'une telle importance que nous en traiterons plus loin.

Le deuxième principe repose plutôt sur la psychologie, et les techniques qu'il développe sont communes au fonctionnement de toutes les structures du Parti. Son but est d'engager les membres aussi profondément que possible et de lier leur destin à celui du Parti entier. Deux moyens principaux sont employés à cette fin : premièrement il faut obliger tout membre à entrepren-



dre telles actions qui vont le compromettre et qui vont identifier sa survivance à celle du Parti lui-même. Ainsi, les membres doivent surveiller leurs concitoyens et les dénoncer selon les ordres du Parti; il ne s'agit point de découvrir des crimes réels, mais le plus souvent de construire des crimes fictifs, préparés d'avance au secrétariat du Parti où les membres vont témoigner, et enfin juger eux-mêmes (les Tribunaux populaires). Une telle action les compromet nécessairement et les jette davantage dans les griffes du Parti.

Le deuxième moyen est l'autocritique. L'autocritique est une institution permanente qui oblige chaque membre à faire périodiquement et publiquement une critique détaillée de sa vie aux réunions spéciales de l'organisation locale. Il y critique l'accomplissement des tâches qui lui étaient imposées, sa vie familiale, ses pensées... Si son autocritique n'est pas jugée assez sincère, elle est refusée et le membre se voit forcé de reprendre « son voyage dans la conscience ». Le Parti verse au dossier d'un membre sa propre confession signée. A la fin de ces réunions spéciales, le représentant des organes supérieurs du Parti fait l'analyse de l'autocritique et indique la route à suivre. En général, le Parti déclare qu'il pardonne les fautes commises, mais — et cela est important — il conserve les aveux afin de pouvoir les utiliser plus tard; il exerce ainsi une pression constante sur le membre, qui a toujours peur de se voir, à un moment donné, purgé sur la base de sa propre autocritique.

Le rapport entre le Parti et son membre est presque le même que celui entre un psycho-analyste et son malade. Le sentiment de culpabilité doit être fixé dans l'esprit du membre et en même temps celui-ci doit se rendre compte que seul le Parti peut le réhabiliter ou le condamner définitivement.

En résumé, le deuxième principe du fonctionnement du Parti assure la dépendance totale d'un membre au moyen de la peur et de l'identité des intérêts et des destinées.

Le troisième principe général se centre sur le concept communiste de l'autorité. C'est Lénine qui dès le début de sa carrière exigea « la transformation du prestige des idées en prestige de



l'autorité, la subordination des instances inférieures du Parti aux instances supérieures »<sup>10</sup>. En pratique, dans l'univers communiste, il n'y a qu'une seule autorité complète : l'autorité de Staline. De celle-ci dérive l'autorité de tous les organes du Parti. L'autorité de Staline est absolue : Staline est infailible, ne peut jamais se tromper, comprend et dirige tout. C'est une autorité au-dessus de toute critique, de tout doute; Staline est l'incarnation du Parti et le centre naturel de tous les sentiments partisans. A l'intérieur du Parti, l'autorité s'opère par « l'art de donner des ordres ». Schdanow, l'homme le plus puissant après Staline dans le parti russe, le fondateur du Kominforme, mort mystérieusement en 1947, a défini l'autorité communiste à l'occasion du XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti communiste soviétique de la manière suivante : « Notre autorité, soviétique, bolchévique, unique et absolue, consiste dans l'art de donner des ordres, dans l'art d'organiser, de choisir les cadres, de fixer la bonne directive, de demander des rapports et d'éliminer l'irresponsabilité dans tout le travail. »<sup>11</sup> L'autorité, en plus de se manifester par les ordres, doit être accompagnée de « la vigilance bolchévique » qui correspond à un état d'alerte permanent, à une sorte de loi martiale à l'intérieur du Parti. La définition récente en a été donnée par M. Slansky, secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, qui déclare : « La vigilance bolchévique ordonne de défendre la politique du Parti contre tout le monde, de ne permettre aucune déviation de la ligne Marx-Engels-Lénine-Staline, de démasquer et de détruire toutes les idées nationalistes et antisoviétiques. »<sup>12</sup> L'autorité et la vigilance servent ainsi à grandir le mythe de l'unité du Parti et se traduisent par l'exigence de l'obéissance et de la subordination les plus complètes. La discussion est un élément étranger et contraire au concept de l'autorité et lorsque le Parti juge utile de permettre aux membres de se prononcer, un comité spécial détermine d'avance qui va prendre

10. *Œuvres complètes*, t. VI, p. 291, Edition russe.

11. *Le Fonctionnaire*, No 17, année 1949, pp. 867-870, texte tchèque.

12. *Le Fonctionnaire*, 1949, No 50, p. 1185.



la parole et ce qu'il va dire. « Le Comité d'organisation indiquera les camarades qui vont participer à la discussion... »<sup>13</sup> Il peut se produire une divergence d'opinions sur l'interprétation des ordres. Dans un tel cas, les membres ne doivent pas essayer d'élucider le sujet par leur propre raisonnement, mais sont obligés de recourir à un organe supérieur qui donne l'interprétation officielle. L'autorité et la vigilance rigoureusement appliquées assimilent le Parti à une armée en état de guerre constante contre l'ennemi de l'extérieur, aussi bien que de l'intérieur, permettent une grande rapidité d'action et développent un état d'esprit que l'on peut reconnaître comme parfaitement exprimé dans ces mots d'un membre, que publiait avec orgueil l'organe du parti communiste tchécoslovaque « Rude pravo » : « On pense que c'est simple, mais il faut bien que le camarade secrétaire général pense à ta place et te dise qu'est-ce qu'il faut faire... »<sup>14</sup>

En résumé, le troisième principe de fonctionnement du Parti prône l'autorité unique et infaillible à laquelle tous les membres doivent obéissance absolue en toute vigilance et sans discussion...

Pour que le concept communiste ne conduise pas à une passivité et à un ressentiment trop prononcés, le troisième principe doit être contrebalancé par l'application opportune d'un quatrième, que nous pouvons sommairement exprimer par ces mots : « L'initiative créatrice » (Staline). La notion de l'initiative a subi une profonde transformation dans la terminologie communiste. L'initiative communiste vise les moyens d'accomplissement des plans et des ordres du Parti, même en vue de les dépasser. Le Parti ne se contente pas généralement de décréter les buts sans indiquer les seules méthodes orthodoxes à suivre, mais un membre est invité à dépasser la vitesse proposée, à faire plus et mieux. Dans son champ d'activité personnelle, il peut perfectionner les moyens offerts par le Parti, augmenter son rendement au delà de ce qui lui est demandé. A vrai dire, l'initiative ainsi conçue est encouragée par le Parti. Celui-ci n'attend pas le simple accom-

13. *Le Fonctionnaire*, 1949, No 19.

14. *Droit rouge*, le 30 juillet 1949.



plissement de son plan, mais demande qu'il soit dépassé et qu'un membre montre de l'intérêt par son apport personnel. Le principe d'initiative s'applique à toutes les tâches de nature quantitative (i.e. l'émulation socialiste et les concours partisans, que nous décrirons plus tard), ainsi qu'à l'organisation des œuvres spéciales (les souscriptions, les signatures collectives des déclarations, etc.) et partout où le Parti demande qu'un plan soit dépassé ou amélioré. « L'initiative créatrice », qui à l'intérieur du Parti a une signification très limitée, revêt un sens plus large lors de son application dans la vie publique, hors des cadres du Parti. Dans les Comités nationaux (les soviets), dans les organisations de masse (les syndicats, le mouvement des agriculteurs, etc.), les communistes doivent surveiller la marche des affaires et prendre constamment l'initiative pour leur amélioration. Une telle initiative consiste très souvent à dénoncer ceux qui ne travaillent pas conformément aux ordres du Parti, à critiquer les organismes publics et à formuler des propositions réelles en vue de leur meilleur fonctionnement car ces organisations constituent des « courroies de transmission » (Staline) du Parti. En effet, ce sont les communistes qui ont un quasi-monopole de l'initiative dans la vie publique. Le but de cette technique est double : premièrement, les citoyens constatent que ce sont les communistes qui sont le moteur de l'Etat, qui ont le plus d'intérêt, d'initiative... et deuxièmement, les communistes à leur tour sont ainsi forcés de croire que ce sont réellement eux qui dirigent et gouvernent l'Etat. Les organes supérieurs respectent généralement l'initiative des membres qui se tournent vers l'extérieur du Parti et ne cessent pas de répéter que dans un pays communiste le gouvernement est vraiment « du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Une remarque s'impose : en vertu du principe d'initiative, les membres du Parti ont réellement la possibilité d'influencer et de diriger leur milieu immédiat ; ils sentent que tout ce qui les concerne le plus dans la vie quotidienne est dans leur rayon d'action et, étant donné que cette illusion est développée cons-



tamment par la propagande, ils se croient « maîtres de leur destin » (Marx).

En résumé, le principe d'initiative créatrice consiste à forcer les membres à dépasser les tâches imposées par le Parti, à améliorer les moyens et à développer l'illusion de la « démocratie populaire » afin de renforcer la position des communistes dans la vie publique.

Le cinquième principe général de fonctionnement est le principe « d'épuration périodique ». « Le Parti se fortifie en s'épurant », tel est le mot d'ordre de Staline et dans la partie doctrinale de notre exposé sur le Parti, nous avons brièvement esquissé le concept communiste du « fractionnisme » et de la « discipline de fer ». La purge qui intervient à intervalle presque régulier est une technique aux multiples buts. Premièrement, pour que la discipline de fer et l'esprit de subordination complète soient constamment maintenus, la menace de la purge et de ses conséquences est le moyen le plus effectif. Non seulement les membres savent-ils très bien que la purge entraîne presque nécessairement l'envoi aux camps de travaux forcés, ou la mort, mais en plus ils connaissent bien la technique des aveux forcés. La purge, la vraie perte de la grâce, inspire ainsi une réelle atmosphère de crainte et de terreur. Deuxièmement, le Parti a un besoin essentiel d'ennemis à son intérieur. Pour des raisons psychologiques et doctrinales, dont la description dépasse les limites que l'auteur s'impose dans cette étude, il faut avoir constamment des objets naturels de haine afin de maintenir la vigilance, de tenir les membres dans un état d'alerte perpétuelle et d'inspirer l'esprit que Scholochow a si parfaitement caractérisé dans son *Ecole de la haine*<sup>15</sup>. L'expérience et le système communiste nous donnent raison d'affirmer cette nécessité absolue des ennemis et de soutenir que, s'il n'y en avait pas, il faudrait les « fabriquer », ce à quoi s'appliquent les dirigeants. Troisièmement, le Parti crée au moyen de la purge des fonctions vacantes qui permettent de récompenser les autres et de s'assurer que personne ne devienne indispensable. C'est un phénomène régulier qu'à l'occasion de

15. Moscou, 1944.



chaque purge s'effectue un remaniement considérable parmi les fonctionnaires et dans l'appareil bureaucratique.

La purge est préparée par la Commission des cadres avec l'aide d'autres organes supérieurs du Parti. Tout d'abord on fixe la nature générale de la purge : i.e. pour les déviations idéologiques (nationalisme, idéalisme, menchévisme, trotskyisme, bucharinisme, etc.), pour la préparation du renversement des leaders du Parti (les fameuses purges russes contre les concurrents de Staline), pour la collaboration avec l'étranger, pour mauvais accomplissement des fonctions, etc. Le cadre de la purge ainsi déterminé, la Commission choisit ceux qui seront frappés les premiers et se servant de leurs dossiers, de leurs autocritiques et de témoignages fictifs, prépare son accusation. Une vraie purge doit se propager et c'est pourquoi la Commission prépare des listes de membres qui seront accusés en deuxième, en troisième lieu, etc. En même temps la Commission prépare le processus : qui va donner le signal, qui va porter l'accusation, qui va inciter les membres à protester et à demander pour les accusés une sévère punition, et qui, enfin, va prononcer la sentence. Ainsi, chaque purge est scientifiquement élaborée d'avance et donne occasion à chaque membre d'y participer, de démontrer son indignation et sa fidélité. Pour donner l'idée sur l'étendue des purges, l'auteur se réfère à la Tchécoslovaquie, où la dernière grande purge de l'hiver 1950 — la quatrième dans l'espace de trois ans — a amené l'expulsion de 150,000 membres, donc à peu près 10% du nombre total des membres du Parti.

Enfin, le sixième et dernier principe général de fonctionnement du Parti définit les rapports du Parti avec l'extérieur, avec les citoyens de l'Etat. L'Etat communiste a une seule organisation d'élite, une organisation de gouvernants, son parti communiste, et plusieurs organisations de masse qui sont les organisations des gouvernés. Ces organisations de masse sont « les courroies de transmission » (Staline) de la dictature du prolétariat exercée par le Parti. Du point de vue du Parti, qui est un but suprême en lui-même, les organisations de masse sont les suivantes : l'Etat, les syndicats, les organisations d'agriculteurs, de femmes, de jeunesse,



de gymnastique, de sport, de culture, etc. Le Parti dirige, surveille et contrôle tous ces corps par deux moyens spécifiques : premièrement, par le noyautage où un communiste exerce une fonction dans l'organisation de masse en qualité de communiste et deuxièmement, par l'infiltration où un communiste exerce une pareille fonction en vertu d'un autre mandat. Ces deux moyens assurent au Parti un contrôle et une subordination absolus de toutes les organisations vis-à-vis du Parti. Il faut ajouter que dans les deux cas les communistes ne sont pas responsables aux organes des groupements concernés mais au Parti et qu'ils exécutent leurs tâches selon les ordres du Parti.

Pour démontrer comment ce sixième principe de fonctionnement est mis en pratique dans un Etat communiste, l'auteur a choisi la Tchécoslovaquie où les 97 membres du Comité central remplissent les fonctions suivantes dans les organisations de masse :

- Le président de l'Etat
- 19 ministres du gouvernement, le premier ministre et les sous-premiers ministres
- Le président et les 4 présidents conjoints de l'Assemblée nationale
- 62 députés de l'Assemblée nationale
- 6 ministres du gouvernement local de la Slovaquie
- 5 membres du conseil national slovaque
- Le président du conseil national ukrainien
- Le président du Mouvement révolutionnaire syndical
- Les 2 présidents conjoints du Mouvement révolutionnaire syndical
- Le secrétaire général du Mouvement révolutionnaire syndical
- Le président et le secrétaire général du Mouvement révolutionnaire syndical slovaque
- Le président de l'Union des employés du textile
- Les 2 présidents des conseils d'entreprise des deux plus grandes industries dans l'Etat
- Le président de l'Union des agriculteurs tchèques



Le président de l'Union des agriculteurs slovaques

Le président, le vice-président et le secrétaire général de l'Union nationale de la jeunesse tchécoslovaque

La présidente du Conseil national des femmes tchécoslovaques

Le secrétaire général du Mouvement des combattants pour la liberté

8 hauts fonctionnaires d'Etat (2 présidents des Instituts de planification, le président de l'état-major de l'armée, le recteur de l'Université de Prague)

5 directeurs généraux de l'industrie nationalisée

2 présidents des Comités nationaux

Notons que plusieurs membres du Comité central du Parti exercent plusieurs fonctions et que notre aperçu ne donne que l'image du noyautage, et non de l'infiltration qui est statistiquement inexprimable.

De la même façon les membres du Comité régional exercent et cumulent les fonctions-clés dans leurs régions et de même jusqu'aux organisations locales où leur rayon d'influence est adéquat à la position dans la structure verticale du Parti.

En résumé, le sixième principe de fonctionnement est à la base du concept totalitaire et monolithique de la société communiste et assure au Parti le contrôle absolu de toute la vie publique.

## CHAPITRE IV

### *Les syndicats*

De toutes les organisations de masse, dirigées et contrôlées par le Parti, il n'en est pas de plus importante que celle des syndicats professionnels. C'est l'organisation de la classe ouvrière, de celle qui, selon la doctrine communiste, est la classe élue et constitue la plus puissante courroie de transmission de la dictature du prolétariat.

L'auteur recourra une fois de plus au parallèle pour mieux faire ressortir le caractère réel des syndicats dans les pays communistes. En les étudiant en regard des syndicats dans les pays démocratiques, il espère en faire saisir plus facilement les différences fondamentales et offrir ainsi un moyen pratique de dissiper la confusion qui existe parfois dans les milieux ouvriers occidentaux sur la véritable nature du syndicalisme communiste.

Dans les pays démocratiques, le syndicalisme se fonde sur le droit d'association et la liberté syndicale. D'origine relativement récente, le problème de la liberté syndicale naît après la disparition des corporations et avec l'avènement de la grande industrie. Le développement rapide de l'industrie attire dans les villes des masses de travailleurs qui viennent offrir leurs bras à des maîtres nouveaux. Le Code Napoléonien et les autres législations du temps proclamant le principe de la liberté absolue du travail sans égard à la disproportion entre l'offre et la demande, les employeurs pouvaient, à leur gré, dicter les termes du contrat. Les abus qui marquèrent ce stage de capitalisme naissant sont tristement célèbres : durée excessive de travail, exploitation de la main-d'œuvre féminine et infantile, conditions malsaines, salaire de famine, etc. Les ouvriers réalisaient qu'un tel régime ne pou-



vait être humanisé et mis à la raison sans la pression d'une force numérique pouvant contre-balancer la force économique des patrons. Malgré les interdictions de la loi, des coalitions spontanées se formèrent en vue de contraindre les employeurs à accorder de meilleures conditions de travail. Sous l'influence du socialisme qui intervient pour la première fois à cette époque et grâce aux changements opérés au sein du libéralisme même, l'idée de coalition, union occasionnelle et temporaire, fit place peu à peu à l'idée d'une union permanente, solidement constituée, qui ne viserait plus seulement à l'obtention d'une amélioration passagère mais qui tendrait à assurer définitivement aux ouvriers la place à laquelle ils prétendaient avoir droit dans la vie économique. Telle est, dans ses lignes les plus générales, l'origine du syndicalisme moderne.

Le syndicalisme se caractérise donc dès le début par sa naissance spontanée en réaction contre les abus du capitalisme. Il n'a cessé depuis lors, comme l'atteste son histoire, de poursuivre comme objet la protection, la défense et la promotion des intérêts ouvriers. C'est encore la fin qu'il lui est permis de poursuivre dans les pays démocratiques. Dans ces pays la liberté syndicale trouve à s'exercer dans le choix des syndicats qui se diversifient selon les moyens envisagés pour atteindre la fin commune. L'unité de fin, en effet, n'exclut pas la diversité des moyens. Au contraire, sous le régime communiste, il ne saurait être question de liberté syndicale, l'Etat n'y reconnaissant que le syndicat constitué, dirigé et contrôlé par lui-même.

Le syndicat libre se distingue encore du syndicat communiste par sa tendance à recruter le plus grand nombre d'ouvriers possible. Cette tendance à la monopolisation de l'offre du travail ne répond pas seulement à une exigence doctrinale mais bien à une nécessité pratique. Là surtout où la loi fait défaut, le syndicat doit viser à réduire au minimum le nombre des non-syndiqués pour éviter le danger que ceux-ci n'avilissent, en louant au rabais leurs services, les conditions de travail qu'il cherche à faire prévaloir. Comme l'exprime le premier volume sur la liberté syndicale, publié par le B.I.T. à Genève en



1927<sup>1</sup> : « ...le syndicalisme, tant ouvrier que patronal, tend à la conquête de la puissance numérique, sinon à l'universalité ».

Dans les pays démocratiques l'évolution a intégré les ouvriers à un haut degré mais elle n'a pas encore réussi l'unification de tous les syndicats et la création d'un seul mouvement syndical. Mais la tendance à l'unification subsiste et oblige les syndicats rivaux à surenchérir toujours sur les avantages que leurs adversaires peuvent ou prétendent offrir. Au contraire, dans les pays communistes il n'y a qu'un seul mouvement syndical, fondé, surveillé et dirigé par le Parti communiste. Ce fait, cependant, ne doit pas être considéré comme l'aboutissement naturel de l'évolution, mais bien comme le moyen inventé par le Parti communiste pour faciliter son contrôle sur le syndicat et en faire un instrument plus docile entre les mains des dirigeants communistes.

Pour l'intelligence de cette étude sur le syndicalisme ouvrier, l'auteur croit à propos d'examiner ici un instant le rôle de l'Etat dans les relations patronales-ouvrières, sous l'un et l'autre régime. Dans les pays démocratiques trois puissances entrent en jeu sur le plan des relations de travail : le capital, le travail, l'Etat. Patrons et ouvriers cheminent poursuivant leurs fins respectives dans la collaboration ou la défiance, l'harmonie ou la dispute. Au-dessus d'eux, l'Etat, détenteur de l'Autorité, responsable du bien général de la société, « dirige, surveille, stimule, contient selon que l'exigent les circonstances et l'intérêt du bien commun ». Ces trois puissances peuvent être représentées par un triangle où chaque point situe la place de chacune dans le champ du travail, et symbolise, par delà les cadres de l'image, l'action sublime de la liberté sous le regard de l'Autorité. Car, ici l'Autorité ne détruit pas la liberté; elle l'assure et la protège. L'Etat, en effet, n'intervient dans les relations patronales-ouvrières qu'en raison de sa mission de promouvoir le bien commun et d'assurer l'ordre et la paix. Il le fait par des mesures législatives qui créent déjà tout un droit nouveau : le droit du travail.

1. Premier volume sur la liberté syndicale, B.I.T., Genève 1927, p. 9.



Dans les pays communistes, l'Etat a liquidé et remplacé les patrons. C'est lui qui est le seul et l'unique patron, le détenteur absolu de la demande sur le marché du travail. L'Etat a aussi liquidé les syndicats indépendants et les a remplacés par l'organisation syndicale étatique servant à adapter l'offre du travail à la demande de l'Etat. Alors, l'Etat est ainsi demeuré le seul centre de puissance dans le domaine des relations du travail. Le triangle a disparu, il est ici réduit à un simple point. Entre ce point et ce triangle il y a, cependant, toute la différence qui existe entre la contrainte et la liberté!

A cause de l'absence du syndicalisme patronal dans les pays communistes, l'auteur continuera de ne s'occuper que du syndicalisme ouvrier ne référant au syndicalisme démocratique que pour fin de comparaisons.

1) *L'objet ou buts du syndicat ouvrier.*

Dans les pays démocratiques, on l'a vu, le but du syndicat est de protéger les intérêts ouvriers, de les défendre par tous les moyens légaux et de promouvoir constamment le bien général des travailleurs. Ouvriers et patrons ont des intérêts communs et des intérêts opposés. Leurs intérêts communs résultent de leur interdépendance et portent notamment sur la prévention des accidents de travail, la vogue et la qualité du produit, l'augmentation de la productivité, les facilités de transport, la réduction des taxes, la formation professionnelle (apprentissage, examens de compétence), etc. Leurs intérêts divergents résultent de leurs fins divergentes. L'employeur, en effet, recherche le profit et l'expansion de son entreprise. L'ouvrier recherche son pain quotidien, la sécurité et une honnête aisance. D'où possibilités de heurts et de conflits lorsqu'il s'agit particulièrement de salaire, durée du travail, vacances et congés payés, règlement d'atelier, rythme du travail, séniorité et promotion. Dans les démocraties, les syndicats trouvent leur justification dans l'existence même de ces intérêts divergents. Parce que le principe de la liberté d'action prévaut contre le principe de contrôle qui caractérise les régimes totalitaires, il s'ensuit que chaque groupe peut penser en premier lieu à la promotion et à la dé-



fense de ses intérêts propres et prendre les moyens appropriés pour y parvenir.

Dans les pays communistes la situation est changée. Les intérêts divergents ne sont pas admis et l'Etat restreint l'idéal des syndicats à la promotion exclusive des intérêts communs. En pratique cela signifie que l'Etat détermine le salaire et les conditions de travail en général, et oblige les syndicats à concentrer tous leurs efforts sur la productivité, la réalisation et surtout le dépassement de l'objectif prévu par le plan économique, la prévention du gaspillage des matériaux, l'amélioration de la qualité, la diminution de l'absentéisme, etc. M. Zapotocky, président du Mouvement syndical révolutionnaire tchécoslovaque, a défini ainsi, à la deuxième conférence syndicale, en décembre 1949, l'objet de l'activité syndicale : « La position des Syndicats est radicalement transformée grâce au changement dans la position de la classe ouvrière dirigée par le Parti communiste... Notre but est de mobiliser chaque jour les masses des syndiqués en vue de l'accomplissement du plan quinquennal. » L'objectif des syndicats se confond ainsi avec celui de l'Etat qui, en les fondant et en les administrant selon sa volonté, leur impose le rôle d'assurer le fonctionnement efficace de l'économie nationale.

En résumé, les syndicats communistes perdent leur caractère de protecteurs des intérêts ouvriers et assument la fonction de police industrielle de l'Etat. Fait significatif à cet égard : dans tous les pays communistes, les syndicats ont leur propre milice ouvrière armée, dont le devoir est de « prévenir le sabotage » (Zapotocky).

Remarquons encore que, selon la doctrine communiste, il ne saurait en être autrement. L'Etat et le syndicat ne sont que deux formes d'organisation de la masse ouvrière. Les deux sont dominées par le Parti, forme suprême de l'organisation de la classe ouvrière. Une telle structure exclut nécessairement toute divergence et n'admet que la plus rigoureuse communauté d'intérêts. Entre l'Etat et les syndicats communistes, il n'y a plus



qu'une question de partage des moyens en vue de la fin commune.

2) *Activités principales des syndicats.*

En pays démocratiques, les activités des syndicats sont conditionnées par leurs fins. Voilà pourquoi ils attachent une particulière importance aux négociations de conventions collectives. Dans ces pays, en effet, la convention collective, fruit de la liberté, est considérée à bon droit, par les travailleurs, comme l'instrument par excellence de protection et d'émancipation économique en même temps que de paix sociale. Aussi voyons-nous l'action des syndicats durant tout le processus des négociations depuis l'ouverture des pourparlers jusqu'à la signature de l'accord, en passant, lorsque nécessaire, par la conciliation, l'arbitrage et même la grève.

Pour remplir efficacement ce rôle fondamental d'agent négociateur, les syndicats doivent encore assurer le maintien de leurs effectifs et lutter contre la concurrence des unions rivales en obtenant à leurs membres des avantages toujours accrus. Les avantages les plus populaires auprès des travailleurs sont particulièrement les augmentations de salaires, la réduction des heures de travail, les vacances et congés payés, la préférence syndicale, la séniorité, les fonds de pension ou de retraite, etc. Enfin, les syndicats pourvoient à leur administration et à la constitution de diverses caisses de secours au moyen des cotisations perçues de leurs membres.

En pays communistes, à cause de l'équation nécessaire entre la fin des syndicats et celle de l'Etat, leurs activités sont totalement différentes. L'auteur a pris pour base de son analyse les lois et les pratiques de la Russie soviétique, de la Chine de Mao-tse-tung et de la Tchécoslovaquie communiste. Dans ces pays, comme d'ailleurs partout dans l'univers communiste, la situation est sensiblement la même et c'est pourquoi l'auteur limitera ses citations au cas de la Tchécoslovaquie, où il a eu l'occasion de voir le régime actuel dans sa vivante réalité.



Les buts, ainsi que les moyens de les atteindre, sont prescrits par une législation spéciale complétée par des statuts syndicaux et des résolutions du Parti communiste sur les tâches syndicales. La législation tchécoslovaque assigne aux syndicats trois fonctions particulières : 1° la participation à la planification; 2° la coopération à la politique économique et sociale; 3° la collaboration à l'éducation.

La loi précisant plus loin ces attributions stipule que l'organisation syndicale doit, d'abord : « Préparer et tenir à jour un tableau d'ensemble des besoins des travailleurs et ensuite établir, selon ces données, un plan d'action et en contrôler l'exécution ». La loi parle ainsi de planification et d'économie planifiée sans dire toutefois quelle autorité établira péremptoirement la hiérarchie des besoins et sanctionnera le plan d'action. C'est évidemment le Parti qui possède cette prérogative et c'est à lui qu'il incombe, en sa qualité de guide de la classe ouvrière, de décider ce qui est bon et ce qui est mauvais pour les travailleurs. Ainsi les syndicats n'exercent aucune influence prépondérante dans la planification mais y jouent plutôt simplement un rôle d'exécuteur technique.

En second lieu, la loi stipule que l'organisation syndicale doit : « Veiller à ce que soit assuré à chaque travailleur le droit au travail dans un emploi répondant à ses mérites, à ses capacités et conforme à l'intérêt commun; une juste rémunération, le droit au repos et à la vie intellectuelle ». La mention du « droit au travail » dans cet article crée une équivoque que la Constitution communiste tchécoslovaque du 9 mai 1948 se charge de dissiper. Cette loi concernant « les devoirs fondamentaux des citoyens envers l'Etat et la société » décrète au paragraphe 32 que : « Tout citoyen est obligé de travailler selon ses capacités et de contribuer par son travail au bien commun ». Cette fois le texte est clair : depuis cette date, en Tchécoslovaquie, le « droit au travail » c'est l'obligation de travailler. D'après quel critère, maintenant, les hommes seront-ils assignés aux divers genres de travaux? La loi déjà citée sur les syndicats répond : d'après (a) les mérites, (b) les capacités, (c) l'inté-



rêt commun. La liberté de travail étant disparue, les syndicats et les bureaux de placement étatisés « incorporent les citoyens dans la production » (expression chère aux communistes). Les mérites, il va sans dire, sont appréciés d'abord du point de vue politique. Ensuite les capacités sont évaluées par le syndicat selon les exigences de l'intérêt commun, ce qui signifie, dans une économie planifiée, que la main-d'œuvre est essentiellement ordonnée à la réalisation du plan.

Troisièmement, la loi tchécoslovaque stipule que l'organisation syndicale doit : « Guider les travailleurs de manière qu'ils puissent remplir leurs tâches dans une démocratie populaire ». Cette prescription indique très clairement que les syndicats en pays communistes ne sont que des organismes spéciaux du Parti au sein de la classe ouvrière avec mission de répandre les idées du Parti, d'exécuter ses plans et de contrôler les travailleurs selon la doctrine communiste. Lénine déclare<sup>2</sup> que « les syndicats sont vraiment l'école du communisme » et Staline, reprenant la même idée, précise : « Ces syndicats groupent des ouvriers de toutes les professions. Ce n'est pas une organisation du Parti, même en U.R.S.S., mais ils sont l'école du communisme. Ils assurent la liaison entre les éléments avancés et les éléments retardataires de la classe ouvrière. Ils unissent les masses ouvrières à l'avant-garde de la classe ouvrière. »<sup>3</sup>

Les syndicats, étant ainsi « l'école du communisme », doivent non seulement inculquer aux ouvriers les vertus civiques, mais les transformer complètement, leur donner le concept nouveau du monde et les forcer à réaliser la prophétie de Lénine qui déclarait à propos de l'éducation ouvrière : « L'ouvrier conscient d'aujourd'hui, formé par la grande industrie, éduqué par la ville, écarte avec mépris les préjugés religieux, laisse le ciel aux curés et aux tartufes bourgeois et s'attache à la conquête d'une meilleure existence sur la terre. Le prolé-

2. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXV, p. 235.

3. Staline, *Question du Léninisme*, p. 27, Edition russe.



tariat moderne se range du côté du socialisme qui combat par la science les fumées de la religion, et, organisant l'ouvrier dans une lutte véritable pour une meilleure condition terrestre, le libère de la croyance en la vie future. »<sup>4</sup>

La même stipulation de la loi tchécoslovaque sur les syndicats est aussi à la base de la participation des syndicats à la vie politique du pays. Les syndicats, en effet, sont représentés directement dans le gouvernement, dans le parlement, dans les comités nationaux (Conseils de ville) et dans tous les organismes administratifs, législatifs et judiciaires, i.e. les Tribunaux du peuple. En raison de cette participation à la vie politique, les syndicats sont amenés à collaborer à la propagande, à l'éducation politique, à l'instruction des représentants syndicaux dans les corps publics, etc. C'est précisément l'engrenage infernal inventé par le Parti pour forcer les syndicats à entrer dans le jeu et à assumer le rôle de « police industrielle de l'Etat ». Les moyens nécessaires à l'exercice de ces activités sont non seulement les journaux, les réunions et les écoles, mais aussi la milice ouvrière, les comités de contrôle (contre l'absentéisme, la malfaçon et le sabotage) et enfin, les comités de renvoi aux camps de travaux forcés.

### 3) *Capacités des syndicats*

Le fondement juridique et la capacité légale des syndicats comportent diverses modalités selon les pays; mais, si grande que soit cette diversité, il demeure néanmoins possible d'indiquer les principaux traits communs aux pays démocratiques et ceux qui caractérisent les pays communistes.

Traitant de la compétence des syndicats dans les pays démocratiques, l'auteur doit d'abord signaler qu'il laisse de côté la question de l'incorporation du syndicat et se limite à une courte description des tendances les plus prononcées dans la législation et dans la pratique. Les syndicats peuvent posséder les biens nécessaires à leur fin, c'est-à-dire les édifices, les bureaux, les meubles, etc. Ils ont le droit d'ester en justice. Ils

4. Lénine, *Œuvres complètes*, t. VIII, p. 521.



peuvent établir et administrer des caisses et des fonds pour aider matériellement leurs membres et créer à cette fin des services spéciaux, notamment des services de placement, de formation professionnelle, de recherche. Les syndicats peuvent fonder des coopératives pour vendre, louer ou répartir les objets nécessaires à l'exercice de la profession ou à l'entretien des familles de leurs membres. Presque tous les pays démocratiques accordent aux syndicats le droit d'effectuer avec toutes personnes, sociétés, firmes ou corporations les transactions jugées nécessaires à la poursuite de leurs fins. Il est également admis que les syndicats publient leurs journaux, bulletins, revues ou brochures, qu'ils fassent de la propagande et organisent des Congrès. L'exercice du droit de grève est réglementé dans l'industrie et le commerce mais généralement interdit dans les services publics. Dans certains pays on reconnaît aux syndicats le droit d'exercer devant les tribunaux les droits appartenant à leurs membres lorsque les intérêts de la profession sont en jeu.

Dans l'exercice de leurs prérogatives les syndicats peuvent appliquer le principe fondamental que l'on retrouve à la base de tout système juridique en démocratie : est permis tout ce qui n'est pas contraire à la loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Le régime totalitaire, dont le communisme représente la perfection, repose sur des bases juridiques contraires au principe démocratique, ci-haut mentionné. En vertu de son mythe de planification, de son monolithisme et de sa centralisation, il décrète que tout est défendu sauf ce qui est expressément permis. Les conséquences pratiques d'un tel principe pèseront lourdement sur les activités syndicales. Ainsi les syndicats, fondés, dirigés et contrôlés par le Parti, voient leurs droits strictement délimités par les exigences de la tâche que le Parti leur impose. En même temps la notion de droit subit un profond changement. Alors qu'en régime démocratique on emploie couramment ce terme dans son sens large pour exprimer la faculté que l'on a de posséder, de faire, de ne pas faire ou d'exiger quelque chose,



le Parti communiste désigne par ce terme l'obligation que l'on a de faire quelque chose. Les syndicats sont strictement ordonnés par le Parti à l'exécution du plan, de la tâche imposée et à laquelle ils ne peuvent se soustraire. C'est pourquoi les syndicats, en recevant la délimitation de leurs pouvoirs, reçoivent simultanément l'ordre de les exercer. C'est dans cet esprit qu'ils sont formulés dans les statuts syndicaux, adoptés en vue de la réalisation du plan; ces statuts toujours en état de changement ne définissent pas ce qui est permis ni ce qui est défendu. Ils indiquent en premier lieu les programmes à suivre, déclarent de quelle manière les syndicats doivent procéder dans l'accomplissement de leur devoir et spécifient de manière très détaillée le rôle du mouvement dans l'ensemble de la vie nationale.

A titre d'exemple, l'auteur cite les statuts du Mouvement syndical révolutionnaire tchécoslovaque (adoptés au deuxième congrès national à Prague, en décembre 1949), selon lesquels il appartient notamment à l'organisation syndicale :

a) de veiller à ce que chaque travailleur contribue à l'édification de la société socialiste, bénéficie du droit au travail et au repos garanti par la Constitution;

b) de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle de la réalisation des plans économiques;

c) de participer à l'activité de tous les organes du Front national et de désigner ses représentants aux organes d'administration publique, tribunaux, corps consultatifs, etc.;

d) d'attirer l'attention des ouvriers sur les problèmes d'ordre politique et économique;

e) d'organiser l'émulation socialiste et l'action des travailleurs de choc, d'introduire de nouvelles méthodes de travail et une nouvelle organisation du travail;

f) de raffermir la discipline du travail et de choisir les travailleurs capables en vue de leur promotion aux postes de responsabilité et de direction;

g) de représenter les travailleurs et d'assurer la défense de leurs intérêts devant les tribunaux, les offices publics qui ré-



gissent l'assurance nationale; ainsi que dans tous les cas ayant trait aux rapports du travail;

*h)* de créer et d'administrer les établissements sociaux, sanitaires et culturels destinés aux travailleurs;

*i)* d'assurer l'éducation idéologique des membres sur la base du socialisme scientifique;

*j)* de protéger la santé des travailleurs;

*k)* de mettre en œuvre et de développer le ravitaillement collectif des travailleurs dans les entreprises et en dehors de celles-ci;

*l)* d'éditer et de distribuer les périodiques syndicaux;

*m)* d'exploiter les théâtres, d'organiser les représentations, les fêtes, les conférences, les meetings publics, les congrès, les concours, etc.;

*n)* de venir en aide aux membres en cas de besoin.

Le ministère de l'information tchécoslovaque donne cette description des principaux devoirs des syndicats : « L'organisation syndicale unique, en tant que représentant du peuple travailleur tchécoslovaque, peut, afin d'accomplir ses tâches, notamment présenter des projets et des avis lors de l'élaboration des dispositions légales, ainsi qu'au sujet de l'exercice de l'administration publique sociale (travail), économique, sanitaire et culturelle et cela dans tous les cas où l'intérêt du peuple travailleur est en jeu. Dans le même but, l'organisation syndicale unique envoie, au terme des prescriptions en vigueur, un représentant des travailleurs dans tous les organismes publics corporatifs pour occuper les postes réservés aux travailleurs, tant qu'ils ne sont pas tenus par des mandataires nommés à l'élection conformément aux dispositions légales à ce sujet. Pour les questions de salaires, la Constitution prescrit directement (art. 27) que la politique des salaires doit être dirigée d'accord avec l'organisation syndicale unique. Les autorités, les tribunaux, les organes de l'assurance nationale, les institutions publiques et corporatives, ainsi que les organismes qui, aux termes de la loi, représentent dans l'entreprise les salariés (conseils d'en-

treprise), sont tenus de soutenir l'organisation syndicale unique dans l'accomplissement de ses tâches et de lui fournir gratuitement les renseignements nécessaires à son activité. »<sup>5</sup>

#### 4) *L'organisation syndicale*

Dans les pays démocratiques où l'on garantit le droit d'association et la liberté syndicale, une multitude de formes d'organisation se développent selon les circonstances, la coutume et les lois spéciales. Le droit d'association favorise la naissance des groupes syndicaux et leur adaptation aux besoins du milieu. La liberté syndicale, découlant du concept démocratique du droit d'association, met à la base du syndicalisme le libre choix de l'association. Le principe de concurrence élimine les syndicats qui ne protègent pas suffisamment les intérêts ouvriers ou qui ne se soucient guère d'adapter leurs techniques aux circonstances diverses. Le principe de concurrence est dans les pays hautement industrialisés contre-balancé par le principe d'intégration qui unit les groupes syndicaux en vue de fortifier leur position vis-à-vis du patron. La concurrence stimule la fondation et la direction de syndicats indépendants des patrons et rend précaire l'existence des « syndicats jaunes ». Enfin, deux tendances deviennent de plus en plus prononcées dans tous les pays démocratiques : premièrement, la tendance vers la monopolisation de l'offre du travail dans les cadres d'un métier ou d'une industrie, et, deuxièmement, la tendance vers la formation de superstructures syndicales, de fédérations ou de confédérations. Signalons également les services et organismes spéciaux, conseils économiques, bureaux de recherche, bibliothèques, etc., établis afin d'améliorer la compétence professionnelle des membres et d'accroître l'influence du mouvement dans la vie publique du pays.

Cette énumération bien incomplète des principes qui président à l'organisation syndicale en pays démocratiques suffira

5. *Le nouveau régime du travail en Tchécoslovaquie*, Orbis, Prague 1949, p. 13.



toutefois à faire ressortir le contraste qui prévaut à cet égard en pays communistes.

Dans les pays communistes le premier principe exige l'unité du mouvement syndical. En conséquence, il n'y a qu'une seule organisation, fondée et dirigée par le Parti et faisant fonction de lien entre le Parti et la classe ouvrière. La nouvelle loi sur les syndicats de la Chine communiste, loi du 29 juin 1950, définit les syndicats : « ...organisations de masse librement créées par la classe laborieuse », et la loi tchécoslovaque s'inspire de la même doctrine communiste en décrétant que : « ...les travailleurs de la République tchécoslovaque forment une organisation syndicale unifiée, constituée sous forme d'association groupant tous les salariés citoyens tchécoslovaques... »

Il est vrai que les statuts accordent généralement la liberté d'entrée et de sortie (en Tchécoslovaquie : « ...sur la base d'affiliation volontaire, d'une parfaite égalité et d'une solidarité mutuelle »), mais en pratique la loi sur ce point demeure lettre morte. Car tous les ouvriers doivent faire partie des syndicats et accepter le prélèvement obligatoire de la cotisation sous peine d'expulsion entraînant le renvoi automatique au camp de concentration.

Le maintien de l'unité et la centralisation du mouvement sont assurés par les organes supérieurs des syndicats qui, aux termes de la loi tchécoslovaque, ont seuls le droit :

a) de régler la structure organique du mouvement syndical et, à cette fin, d'établir des règles « d'activité, d'organisation et de fonctionnement »;

b) de créer et de dissoudre les associations qui les composent (ses organes et ses branches), et de diriger leur activité.

La juridiction du mouvement syndical s'étend à tout le pays et comporte le droit de créer des fédérations syndicales qui font partie intégrale du mouvement selon les différentes branches de l'industrie ou de l'administration. Le mouvement syndical a particulièrement le droit exclusif de créer les groupes syndicaux locaux et d'établissement. Ici, par conséquent, l'initiative de l'organisation vient d'en haut, de la centrale syndicale, tandis que dans



les pays démocratiques elle vient d'en bas, des ouvriers eux-mêmes. Les groupes locaux et d'établissement n'agissent qu'en qualité de filiales, de bureaux du mouvement et leur rôle est limité à l'exécution des plans et des ordres de la centrale.

La structure des syndicats communistes est à la fois verticale et horizontale; les deux plans se rencontrent dans les organes supérieurs. La similitude qu'on remarquera entre la structure des syndicats et celle du Parti est intentionnelle : elle a pour but de faciliter le contrôle et la direction des syndicats par les organes correspondants du Parti.

L'organe suprême créé par les statuts est le Congrès national syndical, convoqué une fois tous les quatre ans. Le Congrès approuve les résolutions désignant dans leurs grandes lignes la politique syndicale; il élit le Conseil central des syndicats, ainsi que le président et le secrétaire général. Le mode de représentation à ce Congrès et le mode d'élection des fonctionnaires correspond à celui qu'on a déjà décrit au chapitre III et qui est en vigueur à l'intérieur du Parti. A l'occasion du Congrès le mouvement prend des engagements de dépasser les objectifs du plan économique et encourage les ouvriers à donner gratuitement une certaine somme de travail en l'honneur du Congrès.

Le Conseil des syndicats (en Tchécoslovaquie, 120 membres) se réunit généralement quatre fois par année. Il précise la politique du mouvement et donne des ordres généraux en vue de l'exécution des plans. Il engage les employés supérieurs dans l'appareil bureaucratique et approuve les nominations. Le Conseil fait au nom du mouvement des déclarations importantes au sujet de la politique, de l'économie et de la législation sociale et prend des engagements vis-à-vis de l'Etat.

Le Conseil élit les membres du Comité central, composé du président des syndicats, du secrétaire général et des quelques fonctionnaires les plus importants que l'on trouve à la tête des commissions ou des départements. Le Comité central, très élastique dans son rôle, le nombre de ses membres et la fréquence de leurs réunions, est l'organe directeur du mouvement. Par sa composition et son fonctionnement il correspond au Politbureau



du Parti et en pratique c'est lui qui exerce le pouvoir de la véritable centrale syndicale. Il s'occupe surtout de la réalisation des plans économiques, surveille et s'efforce d'améliorer constamment le rendement du capital humain et dirige le travail des représentants syndicaux dans le gouvernement et dans l'administration publique.

Le pouvoir exécutif est détenu par le Secrétariat du mouvement syndical, composé du secrétaire général et de ses conjoints. Le secrétariat dirige l'appareil bureaucratique, organise les réunions, les élections, s'occupe de la propagande, des journaux et revues, engage les employés et met en exécution les plans et programmes du mouvement. Ainsi le secrétaire général occupe une position-clé, semblable par l'étendue du pouvoir et du contrôle à celle de son collègue dans le Parti.

La structure verticale comprend les régions, les districts, les groupes d'établissement et les groupes locaux. A chaque palier de cette structure il y a une assemblée des délégués qui approuvent l'unique liste des candidats et élisent le conseil qui à son tour élit le comité central. Les rapports entre ces divers degrés d'autorité sont établis de la même manière que dans le cas du Parti. Ces organismes veillent à l'exécution des ordres du Comité central des syndicats dans leur domaine propre et représentent le mouvement dans les cadres de la région, du district, de la localité ou de l'usine.

La structure horizontale représente les fédérations, créées par les organes supérieurs dans les différentes branches de l'industrie ou de l'administration. Ces fédérations groupent les syndiqués selon la fonction qu'ils accomplissent dans l'ensemble de l'économie nationale (v.g. la fédération des travailleurs en métallurgie, la fédération des mineurs, etc.). Les fédérations appliquent la politique du mouvement à leurs domaines, collaborent à la préparation des plans et à leur exécution.

Chaque fédération a sa propre structure verticale calquée sur celle du mouvement entier; avec cette différence, toutefois, qu'il n'y a pas d'organisation d'usine ou locale et que les degrés



sont restreints aux organes centraux, régionaux et de district seulement.

Les groupes les plus importants dans le domaine des relations du travail sont peut-être les groupes locaux ou d'usine, parce qu'ils sont près de l'ouvrier et influencent nécessairement sa vie.

Voici un bref résumé d'un article récent, publié dans les *Informations sociales* à Genève <sup>6</sup> : « Les groupes syndicaux d'établissement sont créés par le Conseil central, sous forme de filiales du mouvement, dans chaque établissement ou entreprise indépendante occupant au moins 20 salariés. Les groupes locaux sont créés dans les localités d'au moins 20 salariés appartenant à une branche professionnelle reconnue.

Le principal objectif de ces groupes est d'aider à l'accomplissement des tâches du mouvement. A cet effet, ils sont notamment chargés de faire connaître à tous les salariés la politique du mouvement et les décisions de ses organes, de les convaincre du bien-fondé de ses décisions et d'en assurer la réalisation; de mobiliser les travailleurs pour la réalisation des tâches de production et pour l'accroissement de la productivité du travail; d'organiser et de stimuler le mouvement d'émulation socialiste des travailleurs de choc et l'initiative créatrice des travailleurs; de propager, parmi les travailleurs, les principes de l'économie planifiée, de stimuler leur participation à la préparation et à la mise en œuvre du plan économique et de veiller à ce que ce plan soit régulièrement réalisé et même dépassé par l'entreprise; de découvrir les « goulots d'étranglement » qui peuvent se produire dans la production et d'aider à surmonter les difficultés qui en résultent; de persuader les travailleurs que la réalisation des plans économiques est une condition essentielle du relèvement de leur niveau de vie et de la satisfaction de leurs besoins matériels et culturels; de veiller à la mise en œuvre et à l'application du principe du salaire au rendement et de la rémunération équitable des rendements supérieurs; de veiller à la fixation équitable et au relèvement graduel des normes du travail; d'or-

6. *Informations sociales*, Genève, vol. VIII, No 8, 15 avril 1950, B.I.T.



ganiser et d'améliorer les services sociaux, sanitaires et culturels destinés aux travailleurs. »

Les organes des groupes syndicaux sont : l'assemblée plénière des membres, le conseil d'entreprise et le conseil d'atelier ainsi que les hommes de confiance. L'assemblée plénière, convoquée une fois par an, approuve la liste unique des candidats au conseil d'entreprise conformément à la législation en vigueur. Les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité des votes donnés à main levée. Le conseil d'entreprise dirige toute l'activité du groupe syndical. Il doit créer des commissions du travail chargées spécialement des questions de production, de salaires et de sécurité.

Dans les grandes entreprises les conseils d'ateliers et les hommes de confiance sont élus comme organes auxiliaires du conseil de l'entreprise.

## CHAPITRE V

### *La production et la planification*

L'augmentation constante de la production constitue le premier but de l'économie. La production accrue a également pour objet de transformer la société actuelle en société communiste où les rapports de production seront organisés selon la doctrine de Marx-Engels-Lénine-Staline. Ainsi la production est l'un des plus importants moyens du Parti dans la lutte pour la domination mondiale. Il faut accroître le pouvoir de l'Etat communiste, le préparer à la guerre destinée à éliminer les restes de la démocratie et à unifier le monde sous la domination communiste.

Quel est donc le régime de production des pays communistes et quel sort ce régime réserve-t-il aux travailleurs? C'est maintenant ce que nous allons essayer de déterminer plus précisément en centrant notre analyse sur les économies russe et tchécoslovaque, et en nous servant des méthodes et de la terminologie de la science économique occidentale.

La production dans un Etat communiste doit être envisagée à la lumière de l'axiome : le maximum de production au coût minimum. L'objectif est l'augmentation permanente de la production et tous les moyens susceptibles de l'accroître doivent être employés et coordonnés en fonction de cet objectif. Et de ce point de vue, le travail lui-même, comme facteur de production, est mis sur le même pied que la machine et la matière première et traité comme tel. C'est ainsi, comme nous aurons l'occasion de le voir plus clairement au chapitre suivant, que les pays communistes ont remis en application l'ancienne théorie du coût de subsistance, car le travailleur n'y reçoit en fait que le salaire nécessaire à « son entretien et à son amortissement ». Dans une économie en voie



d'industrialisation, la valeur de la machine est d'ailleurs relativement plus grande que celle du matériel humain; l'Union soviétique en offre le meilleur exemple. Ce trait significatif sera plus détaillé dans les paragraphes ultérieurs concernant le marché du travail et les moyens d'augmenter la productivité.

Le régime de production communiste est foncièrement différent du régime de production capitaliste et du point de vue de son aménagement et du point de vue de son fonctionnement.

*L'aménagement de l'économie communiste*

L'aménagement de l'économie en pays communistes comporte une réorganisation complète de l'ancien système dont voici les principaux traits :

a) *La nationalisation.* L'Etat exproprie toute l'industrie, tous les moyens de production, et en devient le seul propriétaire, le seul directeur et le seul contrôleur.

b) *La rationalisation.* La production est organisée exclusivement sur une grande échelle; à la chaîne là où c'est réalisable, avec le plus grand emploi possible de la machine et des méthodes scientifiques de l'organisation du travail; les petites entreprises sont liquidées au profit des grandes et la plus grande spécialisation est encouragée.

c) *La centralisation.* L'économie nationale toute entière est divisée selon les diverses branches industrielles avec une direction unique pour chaque branche. La branche forme une seule entreprise gigantesque comprenant plusieurs usines.

d) *L'élimination des emplois non productifs.* L'unification de la direction et de l'administration au sein d'un seul organe de l'Etat doit précisément servir à ce but. L'expérience démontre toutefois qu'au contraire les réformes communistes apportent un accroissement considérable de l'appareil bureaucratique, comme en témoigne l'exemple de la Tchécoslovaquie où la relation entre les emplois non productifs et les emplois productifs était avant la deuxième guerre mondiale de 1:7 et après la guerre, sous le régime communiste, de 1 : 3, 5.



*Le fonctionnement de l'économie, la planification*

Toutes ces réformes de structure sont complétées, sur le plan de la gérance de l'activité économique, par une direction économique unifiée dont la caractéristique essentielle est d'être systématiquement planifiée de façon à ce que l'objectif d'une production maximum au coût minimum soit plus sûrement atteint. La planification implique l'élaboration d'un plan général de production couvrant une période déterminée et de plusieurs plans secondaires en vue de l'exécution et du dépassement du plan général de production.

Le plan général de production est connu sous le nom de plan quinquennal, car la planification en Russie soviétique et dans les autres pays communistes embrasse une période de cinq ans et la politique économique du gouvernement est toujours déterminée, pour une telle période, d'après les exigences du plan. Le plan quinquennal, en plus de son caractère économique, constitue une mesure juridique parce qu'il est incorporé à une loi spéciale, approuvée par le parlement communiste et exécutée par le gouvernement. Cette loi spéciale est basée sur la Constitution qui prévoit la planification et la définit en termes généraux. Ainsi, en Tchécoslovaquie, le paragraphe 163 de la Constitution communiste du 9 mai 1948 statue : « L'Etat dirige toute l'activité économique, notamment la production, le commerce et le transport, au moyen d'un plan économique unifié. »

Le dernier plan quinquennal tchécoslovaque, formulé dans la loi No 241 et adopté le 27 octobre 1948 par l'Assemblée Nationale de la République tchécoslovaque, nous servira d'exemple pour l'analyse du plan général de production.

L'article I., par. 1, de la première partie du plan quinquennal en définit le but et la teneur : « Au cours des années 1949-1953, le plan économique quinquennal déterminera l'activité économique. Sa teneur principale se rapporte à la reconstruction et la transformation de l'économie tchécoslovaque. Son but principal est de continuer, sur la base d'une productivité accrue du travail, à relever le niveau de vie de toutes les classes du peuple laborieux



des villes et des campagnes, et, sur cette même base, de consolider les liens qui unissent les ouvriers, les agriculteurs, les intellectuels et les classes moyennes urbaines. »

La deuxième partie du plan est consacrée au développement de la production; il fixe l'objectif total en ce domaine (dépasser, en 1953, la valeur brute de la production de 1948 de 57%) et détermine l'objectif de chaque branche industrielle et de chaque secteur économique en l'exprimant en nombre de produits finis et en valeur brute de la production.

La troisième partie concerne le relèvement du niveau matériel et culturel du peuple et définit l'accroissement du volume total de la consommation sociale (les services sociaux, la sécurité sociale et sanitaire, les services d'éducation et de culture générale) et de la consommation individuelle (les biens de la consommation).

La quatrième partie porte sur les conditions de réalisation du plan quinquennal. Deux articles sont extrêmement importants pour la compréhension de la politique économique communiste dans le domaine des relations du travail :

L'art. 21 (la productivité du travail) :

1) La réalisation du plan quinquennal exige un accroissement de responsabilité et d'initiative chez chaque travailleur et dans les masses, ainsi qu'une augmentation de la productivité du travail. La productivité du travail augmentera de 32% dans l'industrie, de 53% dans le bâtiment, de 20% dans l'agriculture et dans la sylviculture, et de 30% dans les transports.

2) L'organisation syndicale unique, les éléments qui la composent, les dirigeants des entreprises et établissements, l'autorité et les institutions veilleront, en une constante coopération, à une augmentation du rendement du travail, en particulier

a) en faisant l'instruction des travailleurs en économie politique;

b) en encourageant les initiatives créatrices des travailleurs;

c) en étendant et intensifiant la concurrence dans le travail au sein des entreprises et entre entreprises;

d) en recherchant systématiquement les travailleurs capables de remplir des postes plus responsables pour les préparer à des fonctions de direction;

e) en perfectionnant les normes de rendement et en adoptant le système à des tâches progressives;

f) en employant de nouvelles méthodes de travail;

g) en améliorant l'organisation du travail d'après des principes scientifiques de direction;

h) en améliorant à l'avantage des travailleurs les dispositifs de protection technique ainsi que les installations sanitaires;

i) en s'efforçant de supprimer l'absentéisme et la mobilité exagérés chez les travailleurs.

L'art. 22 (l'accroissement du nombre des travailleurs) :

1) Tous les citoyens tchécoslovaques participeront dans la même mesure par leur travail à l'accomplissement des tâches imposées par le plan quinquennal. Dans toutes les entreprises, administrations et services, on n'embauchera que le nombre indispensable de travailleurs, donnant à chacun un poste approprié à ses aptitudes et exigeant un rendement maximum durant ses heures de travail.

2) Pour remplir les programmes de production du plan quinquennal, le nombre des travailleurs dans toute l'économie nationale sera augmenté de 5.6% par rapport à 1948; dans l'industrie, de 18.5% et dans le bâtiment de 50%.

3) On se procurera de nouveaux travailleurs notamment

a) en mettant systématiquement au travail les jeunes;

b) en augmentant le nombre des femmes travaillant dans les professions;

c) en mettant au travail les personnes qui ne travaillent pas encore;

d) en favorisant la réimmigration;



e) en mettant au travail les personnes dont la capacité de travail est diminuée;

f) en utilisant la main-d'œuvre des régions économiquement faibles, lui offrant des possibilités de travail dans ces régions mêmes;

g) en utilisant dans les buts du plan quinquennal la main-d'œuvre supplémentaire ou dont on peut se passer.

4) La formation de la jeunesse sera, entre autres, résolue d'une manière plus progressive, surtout en multipliant les établissements spéciaux de formation, qui seront l'un des moyens de constituer des réserves de main-d'œuvre.

La cinquième partie spécifie l'aspect géographique du plan en vue d'une « distribution rationnelle entre les diverses régions des programmes de production et d'investissement prévus par le plan quinquennal »; art. 29, par. 2.

La sixième partie concerne l'exécution du plan quinquennal. L'art. 34, par. 1, définit le pouvoir du gouvernement : « Pour mettre à exécution le plan quinquennal, le gouvernement dresse par une décision annuelle, le cas échéant trimestrielle, les plans d'exécution, par lesquels il détermine les tâches à exécuter dans la période subséquente. »

Après avoir décrété le rôle du président du Conseil des ministres, des autorités centrales, des Comités nationaux, des citoyens et des organisations populaires, la loi fait mention de la participation des syndicats à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan quinquennal : « L'organisation syndicale unique participe à la préparation, à l'exécution et au contrôle du plan quinquennal. Les détails seront règlementés par un décret du gouvernement. » Art. 38, par. 2.

La septième partie décrète les dispositions relatives à l'exécution; le gouvernement s'y attribue des pouvoirs très étendus en ce qui regarde les changements dans le plan et les mesures nécessaires à prendre pour son accomplissement. Les plus caractéristiques sont :



L'art. 41, par. 1 : « S'il se produit des changements profonds dans les conditions dans lesquelles le plan quinquennal a été dressé ou si d'autres raisons graves l'exigent, le gouvernement peut régler à nouveau par voie de décret les tâches du plan quinquennal.

Par. 2 : Le gouvernement peut promulguer, par voie de décret, des dispositions pour mettre à exécution la présente loi. Notamment il peut publier des dispositions par lesquelles

a) il s'assure des matières premières auxiliaires, de l'énergie, des demi-produits, des installations mécaniques et autres et des biens de consommation nécessaires;

b) il s'assure la main-d'œuvre nécessaire et règle les conditions juridiques de son travail;

c) il détermine les conditions de la production (de l'extraction, du traitement), des fournitures, des achats, de la consommation et de la concurrence, et règle l'obligation de produire, de fournir, d'acheter et d'emmagasiner.

Enfin la huitième partie donne les dispositions générales et finales qui concernent la Commission centrale de planification, les prix constants et la période d'exercice économique unique.

Le plan quinquennal, que nous avons brièvement décrit, exerce la fonction du plan général de production. Il est dressé par la Commission centrale de planification, promulgué comme une loi et exécuté par le gouvernement. La description précédente montre que ce n'est pas tellement un plan proprement dit, mais plutôt une déclaration d'intention, un programme. Il ne donne que les grandes lignes, les limites, désigne les moyens à prendre et les organes d'exécution. Pour rendre ce programme effectif il faut entreprendre la véritable tâche de planification et dresser des plans détaillés pour chaque secteur de l'économie, pour chaque branche, pour chaque usine ou unité de production, enfin pour chaque travailleur.

Pour fins d'analyse, nous pouvons diviser l'économie communiste en trois marchés différents : le marché des biens, le marché du travail et le marché du capital. Ces trois marchés, dont la



nature est profondément transformée et ne correspond point à la nature des marchés capitalistes, sont planifiés séparément en fonction de l'accroissement de la production. Avant d'aborder les conséquences de la planification dans le domaine des relations du travail, l'auteur donnera une brève esquisse de chacun de ces trois marchés.

Sur le *marché des biens* la théorie distingue trois facteurs constitutifs : l'offre, la demande et le prix. Avant de considérer chacun de ces facteurs, il faut faire une distinction fondamentale, en ce qui concerne l'économie communiste, entre les biens de production et les biens de consommation. Les biens de production appartiennent tous à l'Etat en vertu de la doctrine qui exige la nationalisation de tous les moyens de production. Ainsi pour les biens de production il n'y a pas de marché réel parce qu'il n'y a pas d'achat et de vente mais seulement un transfert à l'intérieur de la même entreprise en accord avec le plan. Les biens de production sont donc en dehors du marché. Seulement les biens de consommation relèvent d'un véritable marché car ils changent de propriétaires et sont sujets à l'achat et à la vente. Il y a des biens qui peuvent figurer à la fois comme biens de production et biens de consommation (exemple : la machine à coudre est un bien de production pour le tailleur et un bien de consommation pour la maîtresse de maison). Dans un tel cas l'Etat intervient et fixe la nature du bien ainsi que les dispositions concernant son emploi.

Les biens de consommation réels apparaissent sur le marché contrôlé et sur le marché libre. Sur le marché contrôlé chacun des trois facteurs impliqués est soumis à la planification et au contrôle de l'Etat. L'offre est exprimée par la quantité limitée de marchandise livrée au marché : elle est par définition égale à la demande exprimée par les cartes de rationnement. Etant donné qu'il s'agit d'une quantité absolument nécessaire à la vie et offerte à des prix adaptés au pouvoir d'achat de chaque individu, ce système fonctionne en pratique presque parfaitement en accord avec la planification.



Le marché libre présente les mêmes biens de consommation et les quelques rares produits de luxe (selon les catalogues du gouvernement; en Tchécoslovaquie, par exemple, le jambon, le savon parfumé, les cravates de soie, etc.), mais à des prix très élevés. L'Etat limite intentionnellement le volume des biens sur le marché contrôlé afin de forcer les individus à acheter sur le marché libre. Il réalise ainsi des bénéfices considérables et retire l'argent laissé encore en circulation après la taxation directe et l'épargne obligatoire. Sur le marché libre l'Etat contrôle l'offre et le prix; en pratique les biens sont toujours écoulés à cause des besoins urgents des consommateurs et du pouvoir d'achat relativement grand des hauts fonctionnaires du Parti et de ses organisations affiliées.

Sur les deux marchés, le prix fixé dans les catalogues des prix par la Commission des prix est théoriquement indépendant du coût de la production pour un produit donné, mais la somme totale des prix doit être plus élevée que la somme totale des coûts. Le prix comporte la taxation indirecte. L'Etat ajoute aussi au coût une marge pour l'accumulation du capital (l'idée du profit étant exclue de la conception communiste de l'économie, il faut parler de l'accumulation du capital destinée aux dépenses publiques et à l'investissement futur). L'Etat détermine les prix relativement bas pour les biens de consommation nécessaires écoulés par l'intermédiaire du marché contrôlé, et des prix élevés pour les biens de luxe écoulés sur le marché libre. Cette distinction est faite délibérément par la Commission des prix. A titre d'exemple, en Tchécoslovaquie, à la fin de 1950, des articles de lingerie féminine, dont le coût de production était de 28 Kcs (56 sous), se vendaient à 1000 Kcs (\$20).

Les frais de distribution qu'on s'efforce d'abaisser en éliminant les intermédiaires et en livrant la marchandise directement de l'usine au consommateur (en pratique il n'y a qu'une seule entreprise de vente pour chaque branche), sont ajoutés, dans la planification, au coût de production.

Le *marché du travail* implique lui aussi trois facteurs constitutifs : l'offre, la demande et le salaire. L'Etat contrôle les trois



facteurs dans les cadres de sa planification d'ensemble. La planification du marché du travail comporte des plans pour une longue et des plans pour une courte période. Le plan de longue période exprime l'ensemble de la politique économique du pays par rapport au marché du travail et s'occupe des problèmes d'orientation et de formation professionnelle. Ainsi, lorsque Staline inaugura l'ère de l'industrialisation de l'U.R.S.S., un plan spécial fut dressé en vue d'assurer d'avance la main-d'œuvre, les techniciens et le personnel directeur exigés par les besoins futurs du développement de l'économie sur une période de plusieurs plans quinquennaux. Le plan de longue période est relié au plan général de production au moyen des plans du marché du travail de courte période qui expriment les besoins de l'économie nationale sous l'angle des exigences de courte échéance. Ces plans à court terme sont généralement déterminés par la loi du plan quinquennal et par les décrets relatifs à sa mise en exécution.

Deuxièmement, la planification du marché du travail comporte deux plans distincts : l'un déterminant la répartition des travailleurs selon les secteurs et branches de l'économie, l'autre adoptant le critère géographique et exprimant la distribution du travail selon les régions. Le premier est donc un plan englobant la spécialisation et formulant le besoin de l'économie en nombre exact de travailleurs pour chaque branche industrielle donnée ou pour chaque secteur envisagé; le deuxième est un plan de développement économique pour les diverses régions.

La demande de travail, à savoir le besoin de travailleurs par l'Etat pour l'accomplissement de son plan économique, dépend du plan général de production, où elle est exprimée en volume total. D'un autre côté le plan général de production est à son tour déterminé dans une large mesure par la quantité de travail disponible et porté à son maximum par l'obligation générale du travail. Dans le système communiste l'Etat oblige tous les citoyens à travailler et s'engage en même temps à fournir du travail à tous; dans une telle situation la demande, exprimée par le plan, correspond nécessairement à la quantité de travail disponible; donc, le plan général de production et la demande de travail



sont deux faits interdépendants, intimement liés l'un à l'autre. Comme moyen d'exécution l'Etat communiste emploie des Bureaux de placement étatiques qui tiennent un dossier de chaque citoyen en âge de travailler et dirigent la répartition des travailleurs selon le plan.

L'offre du travail est dans le régime communiste presque fixe, étant donné l'obligation générale du travail. Elle ne change que lentement avec l'accroissement de la population. Le plan de l'offre correspond au tableau tenu à date par le Bureau central de placement. Le plan général de production est, d'autre part, conçu de façon à employer tous les citoyens et à porter au maximum la production totale. La planification stricte de l'offre du travail dans une telle situation se ramène à la répartition de la main-d'œuvre de la façon la plus rationnelle (i.e. emploi des femmes partout où c'est possible, élimination des emplois non essentiels), en vue de l'obtention du plus haut rendement possible de la part des travailleurs.

Le salaire est un facteur de première importance. Il constitue d'abord une partie du coût de la production et contribue ainsi à la valeur nette de la production prévue par le plan. Mais c'est surtout dans le salaire que réside, en régime communiste, l'unique source de revenu des individus (à part des prestations sociales dont le rôle dans l'ensemble de l'économie communiste est plutôt négligeable). Le salaire exprime le pouvoir d'achat des individus et doit être tenu en accord avec le plan de la consommation. C'est l'élément le plus élastique de la planification. Le plan général de production (le plan quinquennal) n'en détermine point le volume total et laisse ainsi à la discrétion du gouvernement de changer le Code des salaires afin que l'augmentation planifiée de la valeur nette de la production soit atteinte. Par exemple, si les circonstances l'exigent, l'Etat communiste n'hésite pas à diminuer les salaires afin de parvenir à son objectif.

Cependant la rémunération du travail joue un tel rôle dans l'ensemble de l'économie communiste qu'il faut encore mentionner ses autres incidences. Le revenu national se divise en deux parties : l'une destinée à l'investissement, l'autre à la consomma-



tion. La consommation à son tour comprend la consommation sociale (dans la terminologie communiste cette notion couvre toutes les dépenses publiques) et la consommation individuelle (privée). Le salaire est l'unique soutien de la consommation individuelle (déterminée au moyen du plan du marché contrôlé et du marché libre) et l'une des sources de l'investissement (par l'intermédiaire de la taxation directe et de l'épargne obligatoire). Ainsi, tout changement dans le salaire a une incidence directe sur les plans d'investissement et de consommation. Enfin, le rapport entre la partie du revenu destinée à l'investissement et celle destinée à la consommation, détermine le niveau de vie et indique la politique du gouvernement en ce qui regarde l'emploi du produit national.

Le salaire est déterminé par le Code des salaires qui en fixe les minima en se basant sur les besoins essentiels évalués selon le catalogue des prix des produits rationnés. Le Code établit une échelle des salaires en prenant en considération :

- a) la fonction du travailleur dans l'ensemble de l'économie nationale;
- b) ses qualifications;
- c) ses conditions de travail;
- d) son rendement.

Le mode de rémunération le plus répandu consiste dans le salaire progressif et fixé à la pièce. Les taux à la pièce sont l'une des conditions essentielles de succès de l'économie planifiée. En effet, ils augmentent avec l'accroissement de la production et encouragent ainsi le dépassement de la norme. Là où cette forme de rémunération n'est pas possible, on retient le salaire horaire qu'on complète par des primes au rendement progressives suivant le degré de dépassement du plan. Enfin, à ces deux formes de rémunération s'ajoutent les « primes d'émulation » qui récompensent les meilleurs travailleurs de choc. Selon les statistiques soviétiques, les primes versées en U.R.S.S. en 1940 constituaient 4.5% des salaires globaux et en 1944 elles formaient déjà 8% de tous les salaires, faisant ainsi ressortir la tendance de l'éconc-



mie communiste à établir de façon universelle une relation stricte entre les salaires individuels et le rendement.<sup>1</sup>

Le *marché du capital* joue un rôle complètement différent de celui qu'il exerce dans le système capitaliste. On peut théoriquement discerner aussi dans le régime communiste les trois mêmes facteurs constitutifs : l'offre, la demande et le taux d'intérêt ; mais ils y servent d'une façon toute autre que dans l'économie libre. La planification appliquée au marché du capital détermine le volume total de son accumulation d'après les normes du plan général de production. Ce volume total exprime la quantité de capital nécessaire pour atteindre l'augmentation prévue de la production, sans préciser cependant de quelle manière l'Etat va se procurer ce montant, un soin laissé à la discrétion du gouvernement. Le gouvernement détermine le niveau d'accumulation du capital dans les plans de courte durée qui servent de base à la taxation et à la réglementation de l'épargne.

En général, l'Etat évite la création de nouvelle monnaie par le recours à la taxation. Les taxes directes (l'impôt sur le revenu individuel en est la plus importante) sont progressives et lorsque le revenu est élevé, elles peuvent en absorber jusqu'à 30%. Les taxes indirectes sont incluses dans le prix des marchandises. Vu que l'Etat communiste est l'unique producteur et l'unique vendeur — et l'unique directeur des prix — le montant provenant des taxes indirectes est de très grande importance et il constitue le moyen direct de détermination du niveau de vie.

Le caractère de l'épargne dans le système communiste est double : premièrement l'épargne est forcée, ce qui signifie que l'Etat, connaissant bien le niveau de revenu de chaque individu et ses possibilités de dépenses, peut au moment opportun ordonner l'épargne obligatoire et déterminer le pourcentage du revenu de chacun, destiné à l'épargne. En second lieu, l'épargne est contrôlée, ce qui signifie que l'individu ne peut disposer de son argent épargné sans permission préalable de l'Etat. L'Etat établit

1. Article de M. B. Kerblay : *Les normes dans l'économie soviétique*, revue *Economie et Humanisme*, janvier-mars 1950.



un nouveau système bancaire, comportant une seule Banque d'émission et une seule Banque d'investissement qui dirige le réseau des banques d'épargne. Il va sans dire que la bourse, la spéculation, les actions et les obligations, le crédit privé, etc., n'ont aucune place dans le système communiste.

Dans une telle situation, la demande sur le marché du capital correspond aux plans économiques, l'offre est adaptée à leurs exigences par la taxation, et le taux d'intérêt, dont le système communiste n'a aucun besoin, est maintenu seulement comme moyen de régularisation de la circulation de la monnaie. Par exemple, la Banque d'investissement avance de l'argent à l'industrie pendant l'exécution du plan et l'oblige à employer ces sommes le plus vite possible; l'industrie se voit donc obligée d'emprunter des montants peu considérables et de cette façon elle se soumet au contrôle continu et immédiat de la Banque.

Cette brève revue des trois marchés à l'intérieur du système communiste a fait ressortir leurs principales caractéristiques : la destruction de tout automatisme sur les marchés, le remplacement du jeu de l'offre et de la demande par leur subordination au plan général de production, le contrôle des trois facteurs constitutifs des différents marchés et le dirigisme inhérent à toute économie planifiée.

*Le fonctionnement de la planification à l'intérieur de l'usine.*

L'industrie communiste constitue une seule grande entreprise, divisée en branches qui à leur tour comportent des usines. Chaque usine a son plan général de production qui définit la participation de l'usine à l'accomplissement du plan quinquennal. Ce plan est élaboré par le département de la planification attaché à chaque usine et il fixe des normes de production pour chaque atelier ou département, pour chaque équipe de production et enfin pour chaque travailleur. La nécessité pour le travailleur individuel de connaître son rôle exact est soulignée constamment par le Parti communiste : « Les directeurs des usines ne se préoccupent pas assez de voir à ce que chaque travailleur ait son plan quinquennal. Ils ne se rendent pas compte de la force



immense qui est bloquée précisément par le fait que les ouvriers n'ont pas leur propre plan quinquennal qui fait cependant partie intégrale du plan quinquennal total et sans l'accomplissement duquel l'objectif du plan quinquennal total ne sera jamais atteint... »<sup>2</sup>

Le plan général de production une fois dressé de la manière la plus détaillée et spécifiant le rôle précis de chacun des travailleurs, le département de planification voit à le compléter par trois plans secondaires qui sont les plans des facteurs de production.

Le premier concerne le facteur humain : il fixe le nombre des travailleurs, leur spécialisation, leur productivité anticipée et le temps qu'ils devront prendre pour l'accomplissement du plan. Le deuxième concerne la machinerie et l'outillage ainsi que l'agencement technique de la production et délimite les besoins dans ce domaine. Enfin, le troisième se rapporte à la matière première et spécifie les quantités exigées par le plan.

Il est important de souligner que le plan général de production est considéré comme un minimum : il doit être dépassé. Mais les trois plans secondaires sont considérés comme des maxima, car le maximum des facteurs de production ne doit pas être dépassé en aucun cas. Ainsi, le plan général de production est destiné à *maximiser* la production et les trois plans secondaires à *minimiser* le coût.

Sur la base des plans énumérés l'usine établit son plan financier. Celui-ci est subdivisé en des plans de courtes périodes (jusqu'à 14 jours) pour chaque atelier ou département. Il sert d'indice très sensible de l'accomplissement du plan et de mesure commune pour tous les produits, ce qui facilite le contrôle de la Banque. Le plan financier est en effet déposé à la Banque qui contrôle l'état financier de l'usine et dirige ses transactions. La Banque suit, d'après le plan, le mouvement du capital dans l'usine et lorsqu'elle s'aperçoit que l'usine dépense trop ou que le roulement du capital est trop lent, elle ordonne une enquête. Il n'est pas important qu'une usine individuelle démontre dans

2. *Tvorba*, l'organe du Parti communiste tchécoslovaque, No 35, 1949.



son plan qu'elle produit plus qu'elle ne dépense, car ce qui compte, ce ne sont pas les bénéfices particuliers, mais le bénéfice total réalisé dans tout l'ensemble de l'économie. Cependant, pour des raisons d'ordre psychologique, les organes de planification tâchent de fixer la valeur nette du produit total de telle sorte qu'elle soit plus élevée que la somme totale des coûts, afin d'intéresser davantage les travailleurs à la production et de les encourager à augmenter le bénéfice prévu par le plan. Comme l'usine ne peut pas augmenter le prix de ses produits, elle s'efforce d'en diminuer le coût et de réaliser ainsi un bénéfice non planifié qui, dans certains cas, peut être distribué aux travailleurs.

Le plan général de production, les trois plans secondaires et le plan financier constituent la partie principale de la planification à l'intérieur de l'usine. Ils ont des caractéristiques communes : ils définissent le rôle de l'usine dans l'accomplissement du plan quinquennal; ils sont construits en étroite relation avec le grand plan de portée nationale et ils proviennent du département de la planification qui est quasi indépendant de l'usine, mais sous le contrôle de la Commission centrale de planification. Ils sont ainsi dictés d'en-haut. Le plan détaillé est lu dans les assemblées des travailleurs dans chaque atelier ou département et le département de planification demande aux travailleurs de déclarer leurs contre-plans. La nature des contre-plans consiste dans l'engagement que prend chaque travailleur de dépasser le plan officiel par un certain pourcentage. Nous décrirons plus amplement cette institution dans le chapitre sur la productivité, notant les contre-plans à ce stade seulement pour compléter l'analyse de la planification à l'intérieur de l'usine.

*L'exécution du plan* dans l'usine repose en premier lieu sur le directeur, maître absolu de l'usine et premier responsable de l'accomplissement du plan envers les organes supérieurs. Le directeur doit cependant agir en étroite collaboration avec divers organismes à l'intérieur même de l'usine, dont nous allons maintenant dire un mot.

a) *L'organisation d'usine du Parti communiste.* Le consentement du Parti est nécessaire pour l'embauchage de chaque



ouvrier, pour sa promotion et pour son renvoi. C'est ainsi que le Parti contrôle tout le personnel, trouve les moyens de récompenser ses membres ou de les punir. En second lieu, le Parti est l'inspirateur de tous les engagements que prennent les ouvriers en vue du dépassement du plan. En troisième lieu, le Parti joue le rôle de contrôleur de conscience des ouvriers, de directeur de leurs manifestations politiques et lorsqu'il s'agit de créer une opinion publique très active, il dirige les initiatives de « télégrammes », de « signatures » (l'appel de Stockholm, par exemple). Enfin, il se charge de l'instruction politique des ouvriers au moyen de nombreux cours obligatoires.

b) *Le conseil d'usine* représente tous les employés et il est en même temps l'organe du syndicat unique. Il est élu une fois par année selon une liste unique des candidats présentée par les dirigeants du syndicat. Selon la législation actuelle tchécoslovaque, 80% des employés doivent approuver la liste, ce qui ne comporte pas de difficulté, étant donné que les élections sont publiques et que toute opposition entraînerait de graves conséquences. Les fonctions du conseil d'usine sont surtout d'ordre technique et moral en vue de l'augmentation de la production.

c) *Le département de planification* est chargé de l'élaboration des plans détaillés, que nous avons décrits plus haut, et du contrôle de l'accomplissement du plan. Il tient à date un tableau de l'exécution du plan et en publie les résultats à périodes fixes. L'organe du Parti communiste tchécoslovaque décrit ses fonctions ainsi : « Il ne se contente pas de l'élaboration du plan, mais veille constamment sur son exécution. Il ne bloque pas l'émulation socialiste, mais au contraire la planifie elle aussi et l'encourage. Il empêche les disproportions qui pourraient provenir d'un développement non ordonné de l'émulation, c'est-à-dire qu'il surveille l'accomplissement du plan selon les produits individuels et empêche qu'un dépassement pour un produit ne soit accompagné d'un non-accomplissement pour un autre produit. »<sup>3</sup>

3. *Tvorba*, No 35, 1949.



d) *La commission de production*, qui réunit les experts et les meilleurs travailleurs de choc, surveille l'organisation de la production et la qualité des produits. Elle propose les améliorations techniques jugées nécessaires.

e) *Le Comité des trois* (un représentant du Parti, un du syndicat, un de la direction) constitue la « police de planification », qui surveille l'accomplissement des normes individuelles en vue de les augmenter pendant l'exécution du plan et d'empêcher le ralentissement du travail ou le gaspillage des matériaux.

f) *La Commission de choc*, à caractère non permanent, est constituée, selon le besoin, par les meilleurs techniciens, contre-maîtres et ouvriers pour résoudre les problèmes spéciaux qui peuvent surgir dans la marche de l'usine.

Le *contrôle du plan* repose sur les organes que nous venons d'énumérer et se complète par le contrôle hiérarchique (les organes spéciaux du ministère de l'industrie ou de la Commission centrale de planification) et par celui de la Banque au moyen du plan financier.

Les diverses responsabilités sont définies dans les décrets du gouvernement et tout défaut d'accomplissement du plan constitue en général une infraction à la planification. Il entraîne des conséquences judiciaires, l'envoi au camp de travaux forcés ou est passible de mort. Par exemple, le décret du Soviet suprême de l'U.R.S.S., du 26 juin 1940, stipule que tout travailleur qui s'absente sans raison valable, arrive à son travail avec 20 minutes de retard ou le quitte 20 minutes trop tôt, sera condamné à 6 mois au camp de travaux forcés avec retenue de 25% de son salaire. Le code criminel soviétique prévoit dans son paragraphe 59 des peines allant jusqu'à dix ans d'emprisonnement, lorsque le retard ou l'absence de l'ouvrier peut provoquer des pertes économiques; et lorsqu'il s'agit de négligence volontaire, le coupable peut encourir la peine capitale.

## CHAPITRE VI

### *La productivité des travailleurs*

Pour atteindre les objectifs fixés par les plans quinquennaux on compte tout particulièrement sur l'accroissement de la productivité des travailleurs. On a pu noter à l'article 21 du plan quinquennal tchécoslovaque l'accent que l'on mettait sur la nécessité d'accroître le rendement du travailleur. Et voici dans quels termes Zapotocky, président du conseil des ministres et président du mouvement syndical révolutionnaire tchécoslovaque, insistait sur ce point, lors de la présentation du même plan quinquennal devant l'Assemblée nationale, le 7 octobre 1948; on notera incidemment la façon assez étrange dont il conçoit le droit au travail :

« C'est pourquoi le rôle le plus important du plan quinquennal sera de mobiliser largement la main-d'œuvre et d'accroître la productivité du travail.

« On peut nous objecter que c'est là une vieille chanson, une rengaine dont on nous rabat les oreilles depuis trois longues années.

« Oui, chers amis, nous répétons cette chanson depuis trois longues années et nous y insisterons et la répéterons aussi longtemps que nous n'aurons pas amené, convaincu, rééduqué et, je ne crains pas de le dire, contraint tout le monde à se graver dans le cœur cette chanson sur la nécessité du travail, et à y conformer leur conduite. Aussi longtemps que nous ne serons pas parvenus à convaincre et à rééduquer ceux qui ne veulent pas comprendre, que nous ne les aurons pas forcés à travailler et à remplir leur devoir, nous nous heurterons à des obstacles et nous ne serons pas à même de réaliser à cent pour cent nos plans en



vue d'édifier une société nouvelle et d'assurer à demeure à tous les travailleurs un niveau de vie convenable.

« Aujourd'hui, nous donnons à tous le droit au travail. Ce droit est garanti par la Constitution et nous avons aboli le chômage. Mais tout droit entraîne avec lui des devoirs. Le droit au travail implique le devoir de travailler. Ceux qui se dérobent à ce devoir doivent être contraints de le remplir. »

Le problème général de la productivité peut se résumer ainsi : Comment obtenir d'un volume donné de facteurs de production le rendement maximum avec le coût minimum? De tous les facteurs pouvant affecter la productivité, nous nous en tiendrons dans ce chapitre au facteur humain, et aux moyens pris en pays communistes d'une part, pour en augmenter le rendement, d'autre part pour en diminuer le coût. Pour accroître le rendement du travail le communisme a inventé « l'émulation socialiste » et, pour en diminuer le coût, il utilise les camps de travaux forcés qui, en plus de leurs autres fonctions, se trouvent ainsi investis d'une fonction proprement économique dans l'ensemble du système.

L'*émulation socialiste* est définie par J. Staline dans son livre *Les syndicats dans la construction du socialisme* : « L'émulation socialiste est l'expression de l'autocritique révolutionnaire active des masses, appuyée sur l'initiative créatrice des travailleurs. »<sup>1</sup> En pratique l'émulation socialiste est une activité des travailleurs entreprise afin d'augmenter leur productivité sans augmenter le coût par unité. Il y a plusieurs types et méthodes d'émulation socialiste, parmi lesquels nous avons choisi les principaux dans le domaine industriel.

1) *Les travailleurs de choc*. Le mouvement des travailleurs de choc prit naissance le 30 août 1935, lorsque le mineur russe Stakhanov abattit 102 tonnes de charbon en six heures. Ce fait, immédiatement exploité par la propagande, est devenu l'exemple et l'inspiration des travailleurs de choc stakhanovistes comme ils sont parfois appelés. Aujourd'hui on considère comme travail-

1. Cité dans l'organe du Parti communiste tchécoslovaque *Tvorba*, No 35, 1949.



leurs de choc tous ceux qui dépassent constamment leur plan de production de 25%. Dans leur livret d'emploi (tous les citoyens des pays communistes doivent toujours porter ce livret attestant qu'ils travaillent, leur salaire, leur fonction précise et leur rendement selon les normes du plan) on inscrit une mention spéciale qui leur vaut divers avantages matériels (i.e. les prix de transport réduits, l'entrée libre au cinéma, etc.).

Les travailleurs de choc emploient les méthodes de l'organisation scientifique du travail, « le taylorisme ». Staline déclare à cet égard : « L'élan révolutionnaire russe, allié au sens pratique américain, telle est l'essence du léninisme dans le travail. »<sup>2</sup> Cependant le mouvement des travailleurs de choc comporte de graves difficultés dans la pratique. Il encourage l'individualisme, contre l'esprit même du communisme, éveille la jalousie de la part des compagnons de travail qui souvent se livrent presque au sabotage pour empêcher un dépassement trop considérable de la norme, qui contribuerait à déprécier leur propre rendement. Surtout ce « speed-up » est considéré par la grande majorité des ouvriers comme une menace, car les meilleurs résultats d'une année servent de base pour l'établissement de la productivité moyenne pour l'année suivante en sorte que les ouvriers sont forcés de travailler davantage pour le même salaire. C'est pourquoi, comme le note Bettelheim dans son œuvre *La planification soviétique* : « C'est ainsi qu'un mouvement, qui a été en partie un mouvement d'émulation socialiste et qui devait apporter à tous une amélioration du niveau de vie, a été en définitive une occasion de diminuer le salaire de la majorité des ouvriers. »<sup>3</sup> Pour éviter ces inconvénients, les communistes commencent à préférer :

2) Les *équipes de choc* où le mouvement stakhanoviste est transposé sur le plan collectif. L'équipe peut se composer de n'importe quel groupement; mais pour faciliter le contrôle et l'évidence du dépassement du plan, les communistes prennent

2. J. Staline, *Des principes du léninisme*, Editions sociales, Paris 1946, p. 90.

3. Cité par M. B. Kerblay dans l'article *Les normes dans l'économie soviétique*, la revue *Economie et Humanisme*, janvier-mars 1950.



le plus souvent comme équipe le personnel d'un atelier ou d'un département. Cette méthode comporte cependant une plus grande possibilité de falsification des résultats, étant donné que les travailleurs ne se surveillent plus l'un l'autre, et un contrôle plus étroit de la part du département de la planification s'impose.

3) Les *engagements*. Ce type d'émulation socialiste encouragé par le Parti est très répandu. En pratique il y a plusieurs méthodes de formuler les engagements : un travailleur ou une équipe s'engage à travailler davantage pendant une certaine période et en dédie le résultat au chef communiste dont l'anniversaire était l'inspiration de l'engagement; ou ils prendront l'engagement de dépasser le plan et de le terminer avant son échéance; ou ils déclarent qu'ils vont produire un certain pourcentage additionnel ou raccourcir la période planifiée. Comme occasion de prendre des engagements, on choisit généralement l'anniversaire de l'Etat, du plan, d'un événement politique, d'un leader du Parti, etc. Les engagements sont publiés dans la presse, endossés par le département de la planification et deviennent, sous forme de « contre-plans », une partie intégrale de la planification.

A titre d'exemple, citons le bulletin d'information officiel du gouvernement tchécoslovaque du 9 janvier 1951, où le gouvernement annonce : « De nombreuses usines tchécoslovaques ont pris des engagements de travail pour la paix en inaugurant la troisième année du plan quinquennal. Les ouvriers ont aussi décidé personnellement de produire davantage pour participer au renforcement de leur patrie. C'est ainsi que les ouvriers des verreries Invalid, à Podebrady, se sont engagés en réunion plénière à réaliser leur plan à 105% jusqu'à la fête du premier mai. Ouvriers et ouvrières ont déjà analysé en détail leurs méthodes de travail dans le but de remplir leur engagement, lequel vaudra à la République plus d'un demi-million d'objets manufacturés en supplément du plan. Les fondeurs des usines sidérurgiques de Vitkovice, dès les premiers jours de l'année, ont appelé tous les fondeurs de Tchécoslovaquie à l'émulation jusqu'au premier mai. Aux usines Agrostroj, qui fabriquent des machines agri-



coles, les ouvriers se sont engagés à réaliser leur plan de toute l'année avant le 23 novembre, jour de l'anniversaire du président Gottwald. »

Les travailleurs ne sont pas naturellement très inclinés vers ces engagements d'augmenter leur productivité sans supplément à leur salaire, mais la pression politique de la part du Parti intervient et celui qui refuserait de participer à ces engagements serait puni pour attitude réactionnaire; en sorte que les engagements sont universels.

4) Des *concours de rendement* sont organisés là où les conditions de travail permettent d'établir une mesure commune de productivité. Ces compétitions opposent soit des individus, soit des équipes, soit des usines. En plus de ces concours qui sont censés exprimer l'initiative des travailleurs mêmes, il y a des concours perpétuels pour tout l'Etat où l'on récompense, par exemple, le plus haut dépassement du plan, la plus grande épargne de matériel ou la plus grande baisse du coût de production, etc.

Les meilleurs travailleurs reçoivent une « récompense honorifique », à savoir une médaille ou le titre de « héros du travail ». Ils sont de plus cités par la presse, envoyés en tournée de conférences dans les usines, délégués aux congrès politiques (par exemple les derniers congrès de la paix à Prague et à Varsovie). Les concours entre les individus sont plutôt tombés en défaveur pour les raisons que nous avons mentionnées dans la description du mouvement des travailleurs de choc; par contre, les concours collectifs sont encouragés; le Parti prend l'initiative de les susciter et leur donne tout l'appui de sa propagande.

5) *L'échange des expériences*. Les travailleurs de choc ou les « héros du travail » qui ont réussi à accroître leur production grâce à l'amélioration de leur technique de travail sont envoyés dans les autres usines afin d'y expliquer leurs nouvelles méthodes de travail et d'inciter les travailleurs à suivre leur exemple. L'initiative des échanges d'expériences provient naturellement de Staline même qui a formulé ce principe : « Le principe de



l'émulation socialiste est l'aide des camarades avancés aux camarades arriérés afin d'atteindre un essor commun. » <sup>4</sup>

En résumé, « l'émulation socialiste semble être essentiellement une technique de captation des énergies populaires et un moyen de mettre à profit l'expérience professionnelle des ouvriers les plus qualifiés en vue de les faire concourir à la réalisation du plan » <sup>5</sup>. Cependant cette définition n'est pas complète. L'émulation socialiste ne sert pas tellement à dépasser les normes qu'à les hausser pour l'ensemble des travailleurs et à amener ainsi à un coût minimum le rendement maximum du facteur humain dans l'économie. A ce sujet, l'économiste russe Fedotov écrit dans la revue *Planovoe Khoziaistvo* <sup>6</sup> : « En régime capitaliste, les normes sont bien à la base de la planification de l'entreprise, mais le rythme même de la production est fonction des conditions du marché. Dans une économie planifiée, les normes sont à la base des calculs économiques : elles déterminent les quantités à produire, elles mesurent le degré de réalisation du plan. » Et précisément dans l'émulation socialiste il s'agit de « rythme de la production », c'est-à-dire de méthode qui permet de hausser les normes constamment, d'accroître la productivité et d'augmenter le volume total de la production.

*Les camps de travaux forcés.* Le principal moyen dans les pays communistes en vue de la diminution du coût de la production et de la main-d'œuvre consiste dans l'utilisation des camps de travaux forcés. La main-d'œuvre y travaille sans salaire. Son coût se limite ainsi à celui de la subsistance et aux frais de la surveillance policière.

C'est la formule de l'esclavage absolu. Le développement des camps de travaux forcés communistes constitue le meilleur indice du traitement qui est fait à la personne humaine dans le régime du travail communiste comme formule d'exploitation économi-

4. Cité par l'organe du Parti communiste tchécoslovaque *Tvorba*, No 35, 1949.

5. M. B. Kerblay dans l'article *Les normes dans l'économie soviétique*, la revue *Economie et Humanisme*, janvier-mars 1950.

6. *L'économie planifiée*, No 3, 1949.



que. Elle indique bien la différence marquée entre la classe gouvernante des dirigeants du Parti et la masse des opprimés. Les camps sont les témoins de la tendance d'universaliser le travail forcé et de l'adopter comme base même du système des relations du travail. C'est pourquoi nous analyserons les camps de travaux forcés d'une façon plus détaillée. Deux pays serviront d'exemple : l'Union soviétique et la Tchécoslovaquie. Dans le premier cas nous décrirons le développement des camps et dans le second nous verrons leur état actuel.

Il existe une vaste littérature sur les camps de travaux forcés soviétiques. Elle se compose d'œuvres écrites en majorité par d'anciens détenus ou par des démocrates qui ont rassemblé leurs témoignages sans avoir visité eux-mêmes l'U.R.S.S. Nous ne citons point ces livres et limitons les citations aux seules déclarations communistes officielles (en partie non publiées dans les pays démocratiques), afin de baser notre description sur les sources communistes mêmes.

Le premier camp de travaux forcés, Solovki, fut établi en 1919 et servait de lieu de liquidation des ennemis du régime. Pour cette période, cette fonction est dominante. Les camps de travaux forcés soviétiques, avant les Dachau, Buchenwald, etc., nazistes, étaient destinés à l'élimination des prisonniers et le travail n'était qu'une façon « de se faire tuer en restant utile jusqu'au dernier moment ». Ce caractère est confirmé par l'auteur russe B. S. Outevsky dans son œuvre *La politique soviétique de correction et de travail*<sup>7</sup>, lorsqu'il écrit : « Les camps de travail obligatoire commencèrent à se créer en 1919. Ils étaient destinés à la répression des ennemis de la classe ouvrière et des individus dégénérés ayant commis des crimes. » Après la consolidation du pouvoir, le Parti communiste commença à se rendre compte que les camps pouvaient jouer un autre rôle. L'utilisation du travail des détenus se heurtait au début à une objection idéologique selon laquelle on ne pouvait reconnaître la participation des « ennemis de classe » à la construction de l'Etat communiste, mais Staline résolut ce problème en attri-

7. Moscou, l'Edition d'Etat, 1935, p. 32.



buant à la détention un caractère « éducatif » et c'est ainsi que dans la première grande Encyclopédie soviétique d'avant-guerre nous trouvons cette description : « Les condamnations à la détention sont subies dans des institutions de types divers. Pour les condamnés à des peines de moins de 3 ans, il a été prévu des colonies de correction et de travail, et pour les condamnés à 3 ans et plus, des camps de correction et de travail. »<sup>8</sup>

Avec la stabilisation du régime, et surtout avec l'arrivée de Staline au pouvoir, le nombre des détenus dans les camps de travaux forcés avait tellement augmenté que les camps commencèrent à jouer un rôle important dans l'économie de l'U.R.S.S. et à poser des problèmes spécifiques d'administration et d'organisation. M. Outevsky, l'auteur russe cité plus haut, écrit à ce sujet : « Dans ces conditions, on sentait d'une façon particulièrement vive la nécessité de créer, pour toute l'U.R.S.S., un organisme pour assurer l'administration de toutes les institutions de correction et de travail en U.R.S.S. La chose fut assurée par l'arrêté du Tsik et du Sovnarkom de l'U.R.S.S. du 27 octobre 1934, en vertu duquel toutes les institutions de correction et de travail de l'U.R.S.S. (camps de correction et de travail, lieux généraux de privation de liberté, chantiers de correction et de travail sans privation de liberté, et exil lié à des chantiers de correction et de travail) furent réunies sous la gestion de la N.K.W.D. »<sup>9</sup>

Ainsi donc, l'administration des camps était confiée à la N.K.W.D., c'est-à-dire à la police secrète soviétique (connue encore sous les abréviations : G.P.U., Tchéka, M.W.D.). Ce fait a accéléré considérablement le recrutement des camps de travaux forcés, car la N.K.W.D. ne comptait pas tellement à cette fin sur les tribunaux normaux mais sur son propre appareil judiciaire (Ossoboïe Soviestchanie, Commission spéciale) qui a le pouvoir de condamner n'importe quel citoyen au travail forcé à condition que ce ne soit pas pour une période excédant 8 ans. Cependant le même organe fait toujours renouveler la sentence

8. Première grande Encyclopédie soviétique, vol. 29, p. 603.

9. Arrêté du Tsik et du Sovnarkom de l'U.R.S.S. du 27 octobre 1934, p. 8.



par simple ordonnance. Ainsi, l'U.R.S.S. est devenu le seul pays au monde où le policier est en même temps le juge d'instruction, l'accusateur public et l'unique tribunal, car il n'y a pas d'appel de ses sentences.

Les plans quinquennaux exigeaient des transferts considérables de main-d'œuvre. De plus l'impossibilité où l'on était de s'en tenir au coût d'exploitation prévu par les plans dans certains secteurs de l'économie créait le besoin d'une main-d'œuvre plus « économique ». Le régime des camps de travaux forcés fournit une solution à ces deux problèmes. Les infractions et les délits susceptibles de conduire aux camps de travaux forcés ont donc augmenté en fonction du besoin économique. Il est facile de comprendre que les publications officielles ne mentionnent point le rôle de la N.K.W.D. et de ses esclaves dans l'exécution et l'accomplissement des différents plans. Mais aujourd'hui on a obtenu une preuve indiscutable que les emprisonnements sont planifiés et que la fonction des camps de travaux forcés est déterminée à l'avance pour des années à venir.

Cette preuve consiste dans le plan économique pour 1941, sorti illégalement de l'U.R.S.S. et publié à la fin de 1950 aux Etats-Unis. Ce plan comporte un tableau statistique (presque 750 pages) construit à titre d'annexe au Décret du Conseil des Commissaires et du Parti communiste bolchévique du 17 janvier 1941. Les statistiques démontrent le rôle attribué à la N.K.W.D. dans la détermination du volume total de la production. Il n'y est pas spécifié combien de citoyens seront « incorporés dans les camps » ; on laisse à la N.K.W.D. la liberté absolue de recruter le nombre nécessaire. On trouve un camp dans chaque grande ville, dans chaque région ; ils sont distribués strictement selon le besoin économique. Le meilleur moyen de démontrer la participation de la N.K.W.D. à l'accomplissement du plan sera de citer quelques exemples. Dans l'industrie lourde le programme de production totale d'une valeur de 36,900,000,000 de roubles est ainsi réparti : la N.K.W.D. était responsable pour 6,810,000,000 de roubles, le Commissariat de l'industrie de l'air pour 3,854,000,000 de roubles, le Commissariat de l'industrie du pétrole pour



2,955,000,000 de roubles, etc. Dans les mines de charbon de Khabarovsk le plan fixait un objectif de 4,400,000 tonnes dont 3,600,000 devaient être extraites par les prisonniers des camps. Dans l'exploitation du bois de la région de Ukhta, la N.K.W.D. devait produire 3,500,000 mètres cubiques sur 6,800,000; l'industrie de l'huile de la même région était complètement sous l'administration de la N.K.W.D., etc.

Après la deuxième guerre mondiale toute la population de deux républiques autonomes soviétiques (la république des Tatars de Crimée et la république des Allemands de Volga) fut transportée dans les camps de travaux forcés de la Sibérie à cause de sa collaboration avec les armées allemandes. Le même sort a frappé des millions d'Ukrainiens et de Russes blancs qui au début de la guerre avaient salué les Allemands comme des libérateurs. Avec l'incorporation des pays satellites à l'empire soviétique, des milliers de Polonais, de Tchécoslovaques, de Roumains, de Hongrois, de Bulgares, etc., sont venus renforcer la main-d'œuvre dans les camps russes. Aujourd'hui, à l'époque de préparation à la troisième guerre mondiale, on est en droit de supposer que les tendances connues d'avant-guerre se sont encore accentuées et que l'économie soviétique repose de plus en plus sur la main-d'œuvre gratuite, sur les esclaves modernes dirigés par la N.K.W.D.

Dans le dernier code criminel de la R. S. F. S. R., édité à Moscou, en 1947, la grande majorité des châtiments consiste dans le transfert au camp de travaux forcés. Dans la partie générale du Code, on lit :

« Art. 20. Les mesures de défense sociale, de caractère juridique et de correction sont :

- a) .....
- b) Incarcération dans les camps de correction et travail dans les régions lointaines de l'U. R. S. S.

Art. 28. La détention pour un délai de trois ans et plus est subie dans les camps de correction et de travail. »

Nous avons déjà mentionné quelques-uns des délits qui peuvent amener l'envoi au camp (le retard au travail, le non-accom-



plissement des normes de production, etc.) et une citation du Code criminel de la R. S. F. S. R. nous démontrera la sévérité des lois soviétiques : « Pour ne pas avoir observé le règlement sur l'entrée et le séjour dans les zones frontières interdites, notamment : être entrés sans autorisation des organes de la N. K. W. D. de l'U.R.S.S. dans la région frontière et dans les zones frontières interdites, avoir remis son laissez-passer à d'autres personnes, ainsi que s'être dérobés à l'enregistrement d'un laissez-passer accordé, les coupables sont soumis, sur l'arrêté de la Commission spéciale (OSSO) auprès du Commissariat du peuple des affaires intérieures (N.K.W.D.), à une incarcération dans un camp pour un délai de un à trois ans. »<sup>10</sup>

En résumé, le développement de l'institution des camps de travaux forcés dans l'Union soviétique démontre que :

1) les camps jouent un rôle considérable dans l'accomplissement des plans économiques et qu'ils participent largement à la vie économique du pays;

2) la première raison d'être des camps — la liquidation des ennemis intérieurs — a été supprimée en faveur de leur fonction économique, les camps sont devenus en premier lieu l'instrument du recrutement d'une main-d'œuvre à bon marché;

3) par suite de l'accroissement constant du nombre des détenus, l'économie communiste devient de plus en plus une économie d'esclavage planifiée et dirigée par la police;

4) la population de l'U.R.S.S. se divise nettement en deux grandes classes : la classe des dirigeants, représentée par le Parti, et la classe des esclaves, tenue en obéissance par l'appareil énorme de la police et fabriquant des biens pour la classe des dirigeants au plus bas coût possible;

5) l'homme est devenu un rouage insignifiant dans une grande machine de production inhumaine; qu'il n'est considéré que comme un instrument de production qui doit être entretenu et amorti.

L'exemple de la Tchécoslovaquie indique comment un pays démocratique peut être transformé en pays totalitaire et com-

10. Code criminel de la R.S.F.S.R., Moscou, par. 1, p. 150, 1947.



croître sa production à l'aide des camps de travaux forcés. Le ment, dans une courte période de temps, il est en mesure d'accoupler d'Etat communiste en Tchécoslovaquie ne date que de la fin de février 1948 et l'auteur décrira brièvement comment les camps de travaux forcés ont été introduits et comment ils ont changé les relations du travail.

Au début les camps servaient d'instrument de liquidation des ennemis du régime, mais ils furent graduellement transformés en vastes réservoirs de main-d'œuvre à bon marché. La loi No 247/48 du 25 octobre 1948 concernant les camps de travaux forcés sert de base légale pour l'envoi au camp.

Le paragraphe 1 de ladite loi institue le système des camps de travaux forcés pour des raisons d'« éducation des citoyens au travail comme un devoir de citoyens » et l'« utilisation de leurs capacités de travail pour le bien commun ».

Le paragraphe 2 : « Peuvent être contraintes aux travaux forcés les personnes âgées de 18 à 60 ans

a) qui évitent le travail ou menacent l'établissement de l'ordre de démocratie populaire ou sa vie économique, ainsi que les personnes qui les y aident;

b) les personnes condamnées pour l'un des actes prévus par la Loi pour la défense de la République et la Loi contre le marché noir. »

Le paragraphe 3 fixe la durée des travaux forcés de 3 mois à 2 ans.

Le paragraphe 4 prévoit de plus les mesures suivantes contre les condamnés :

a) confiscation du logement;

b) administration nationale de l'entreprise ou propriété;

c) révocation de l'autorisation d'exercice de la profession.

Voilà la base sur laquelle la justice communiste appuie le droit d'envoyer aux travaux forcés toute personne semblant suspecte au régime. Le paragraphe le plus important est le deuxième qui prévoit l'envoi aux camps de ceux qui « menacent la démocratie populaire ». Il faut noter que cette atteinte à la démo-

cratie populaire n'implique pas nécessairement l'accomplissement d'un acte illégal ou violation concrète d'une loi : l'article n'explique pas non plus en quoi consiste l'attitude ou l'action dangereuse pour la démocratie populaire. En outre, l'expression « la démocratie populaire » n'est définie nulle part par une norme juridique. Selon l'explication officielle du Cominform — bureau d'information des partis communistes européens, la démocratie populaire est un cadre dans lequel l'Etat accomplit les fonctions de dictature du prolétariat.

Les raisons politiques de l'établissement des camps de travaux forcés, à savoir l'application de la doctrine de la lutte des classes, la suppression de tous les ennemis intérieurs et l'installation de la terreur indispensable à tout régime totalitaire, dépassent les cadres de la présente étude.<sup>11</sup> C'est pourquoi l'auteur s'en tiendra aux raisons économiques.

Les premiers essais du régime communiste tchécoslovaque pour adapter le marché du travail aux exigences de l'économie planifiée ont échoué. La statistique suivante donne bien l'image de l'inefficacité des mesures prises :

| 1948                 | Nombre de<br>personnes<br>embauchées par<br>mesures officielles : | Nombre de<br>personnes qui<br>sont demeurées dans<br>ce nouvel emploi : |
|----------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| Mines .....          | 54,167                                                            | 0 (et 3,880 départs<br>parmi les anciens<br>employés)                   |
| Hauts fourneaux..... | 18,953                                                            | 3,400                                                                   |
| Métallurgie .....    | 121,644                                                           | 22,500                                                                  |
| Chimie .....         | 21,915                                                            | 2,800                                                                   |
| Céramique .....      | 34,205                                                            | 3,100                                                                   |

En face de cette situation, le régime communiste était inévitablement obligé de recourir à la force. On eut donc recours,

11. L'auteur les a décrites dans son article *Les camps de travaux forcés en Tchécoslovaquie*, dans la revue *Relations industrielles* de l'Université Laval, Nos 1 et 2 de l'année 1950-51.



comme en Russie, aux camps de travaux forcés, et, en y internant les adversaires du régime, vrais ou supposés, on constitua une vaste armée de travailleurs dont on pouvait disposer à son gré et auxquels on pouvait imposer les travaux les plus pénibles et les plus dangereux.

De plus, par suite de l'hostilité des travailleurs, l'absentéisme s'est considérablement accru, causant de graves difficultés. Le président du gouvernement tchécoslovaque, A. Zapotocky, a donné à ce propos les chiffres suivants :

« L'une des plus grosses difficultés réside dans l'absentéisme. Les heures d'absence, payées ou non, vont constamment en augmentant. L'année dernière, le nombre des heures de travail augmenta de 2.7% et celui des absences de 21%. Pendant les premiers trois mois de 1947, il y eut 55 millions d'heures d'absence; pour la même période de 1948, il y en eut 69.3 millions, et pour 1949, 73.5 millions. En comparaison de 1947, les absences ont augmenté en 1948 de 26% et en 1949 de 37.3%. »

L'absentéisme n'est pas seul en cause; d'autres phénomènes freinent considérablement la production, comme le mouvement de résistance qui s'exprime par la devise « allez lentement », et qui, sans qu'il apparaisse dans les statistiques de présence, contribue cependant à diminuer considérablement la production.

Ainsi, de même que les efforts du régime concernant la répartition du travail ont été contrecarrés par la résistance passive du peuple, ses efforts pour augmenter la productivité ont essuyé un échec, par suite de l'opposition ou tout au moins du désintéressement du peuple par rapport aux buts de la politique communiste. Et il était dans la nature du régime de chercher à résoudre ces deux problèmes par la même solution ultime : la terreur, et sa matérialisation : les camps de travaux forcés.

La troisième raison d'ordre économique contribuant à causer des embarras considérables au régime est l'augmentation croissante du nombre de fonctionnaires et employés d'Etat. La nécessité d'opprimer constamment l'opinion et la volonté d'une grande majorité de citoyens entraîne inévitablement l'augmentation incessante et durable de la police secrète et des corps de sûreté

armés. De plus, la bureaucratie, déjà élargie par l'établissement de l'administration départementale à la place de l'administration provinciale, devient de plus en plus importante et lourde. Elle accroît ainsi, non seulement la confusion qui règne dans l'administration du pays, mais encore — et surtout — le poids financier qui pèse sur la caisse d'Etat. Or, cette opposition des dépenses constamment croissantes et des recettes décroissantes ne peut aboutir qu'à une crise financière pour le régime.

Le régime est donc obligé de chercher des remèdes contre cette crise. Ayant perdu la confiance des citoyens, même de ceux qui avaient jadis consenti à une politique communiste et qui passent aujourd'hui à une résistance passive et tacite, le régime recourt à son dernier moyen : la force. Il se procure par la force la main-d'œuvre dont il a besoin en imposant les travaux forcés à toute personne qui ne peut pas prouver sa loyauté envers le régime. Donc, le choix est abondant.

C'est ainsi qu'un pays, récemment incorporé dans l'univers concentrationnaire soviétique, possède déjà un vaste système de camps de travaux forcés avec au moins 900,000 détenus, ce qui constitue 8% de la population totale de la Tchécoslovaquie.



## CHAPITRE VII

# *La liberté*

### Conclusion

« La vérité sur la liberté est inexpressible. Mais la vérité sur la contrainte s'exprime facilement. » —

Berdiaev.

Toute notre analyse précédente laisse une grande question ouverte : Comment est-il possible qu'un tel système puisse survivre? Comment a-t-il pu durer, se développer et se propager jusqu'au point de devenir une menace pour l'humanité tout entière? L'étude du régime du travail en pays communistes nous conduit nécessairement à l'examen du problème crucial et de même le plus difficile : celui de la liberté de l'homme. Le communisme est-il compatible avec la liberté? La liberté est-elle possible dans le communisme?

Les faits décrits semblent nous donner pleinement le droit de nier l'existence de la liberté sous le régime communiste. Ce n'est pourtant pas la réponse que nous cherchons. Nous ne voulons pas nous contenter d'une simple constatation dont l'évidence saute aux yeux; notre objectif est plutôt de démontrer pourquoi il en est ainsi et pourquoi il n'en peut être autrement; pourquoi, en somme, le communisme détruit la liberté et pourquoi la liberté signifie l'impossibilité du communisme. Enfin, nous nous proposons de déceler les principes qui conduisent à la perte de la liberté, et les moyens utilisés pour instaurer l'esclavage. Or, après l'aperçu du « ciel des fixes » et de ses réalisations dans le domaine qui nous intéresse, nous entreprendrons maintenant un court voyage dans l'âme communiste. Et c'est précisément

dans les profondeurs de cette âme nouveau style que se révélera le plus sûrement la réponse à notre question.

Friedrich Engels, le deuxième des pères spirituels du communisme, parlait dans ses œuvres de l'avènement de la société communiste comme d'un « saut de la nécessité dans la liberté ». Lénine, en poursuivant la même idée, spécifiait dans *L'Etat et la révolution* que la société communiste allait libérer les peuples non seulement du « joug de la nécessité », mais surtout de « tous les moyens d'oppression et de persécution ». Finalement, Staline dans *Le marxisme et la question nationale et coloniale* promet à tous les peuples de l'univers un paradis, où l'homme va « travailler selon ses capacités et recevoir selon ses besoins », où il n'y aura plus d'insécurité économique, de peur, de guerre. Comment est-il possible que les 44% de la population mondiale, malgré toutes ces promesses, n'aient trouvé que l'esclavage sous la domination moscovite ? Ou, peut-être ont-ils vraiment « sauté de la nécessité dans la liberté » ?

A l'époque heureuse des plans et de la théorie pure, les maîtres du communisme ne cessaient pas de peindre la misère du présent et le paradis de l'avenir. La vision anticipée de l'ère de bonheur dont ils préparaient l'avènement les remplissait de force, de courage et d'un optimisme sans borne. Pourtant on ne trouve dans leurs écrits aucune description des institutions futures, aucune précision sur la structure du monde à venir. Les œuvres communistes de cette période parlent de la misère du présent et de la révolution future. Mais que sera demain ? Il est étrange que, pour ce lendemain de révolution, les visionnaires communistes perdent leur lucidité, que leurs pensées s'embrouillent et que leur main ne trouve plus à écrire que des mots de foi aveugle, que des prophéties paradisiaques après la victoire finale.

Profondément imbus du matérialisme et du rationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, ils niaient Dieu pour mettre l'homme à sa place et croyaient dans la perfectibilité absolue de ce nouveau maître de l'univers. Il fallait libérer l'homme des contraintes imposées par le préjugé religieux et par le système économique injuste



pour que le miracle se réalise, pour que les forces créatrices de l'homme installent le règne éternel de la liberté. L'ivresse de cette vision et l'orgueil de la puissance qu'ils se voyaient déjà posséder les empêchaient de voir que l'athéisme et le matérialisme n'engendrent que le rabaissement de l'homme à la matière, qu'ils étouffent la nature humaine au lieu de l'élever et que, selon les paroles de Berdiaev : « ...là où il n'y a pas de Dieu, il n'y a point d'homme non plus »<sup>1</sup>.

L'année 1917, avec ses deux révolutions en Russie (la première en mars avec l'abdication du tsar et la formation du gouvernement provisoire de Kerensky, et la seconde en octobre avec la prise du pouvoir par Lénine et ses associés), apportait la chance inespérée. L'ancienne théorie que la révolution arrivera d'abord dans les pays hautement industrialisés est abandonnée sur-le-champ. *Hic Rhodus, Hic salta!* Un vaste espoir enflammait la pensée communiste et les portes de l'avenir glorieux furent déclarées ouvertes. Instantanément, la Russie est devenue un énorme laboratoire où la plus grandiose expérience de l'histoire devait créer l'image de l'avenir, à laquelle tous les peuples seront un jour façonnés.

Voici le moment où débute le drame de la doctrine communiste, où les idées commencent à se traduire en réalité et, en vertu de leur logique inhérente, transforment la vie en fonction de l'esprit qui les anime. C'est un enchaînement perpétuel de cause à effet où chaque effet sert de cause à un effet suivant; rien ne peut briser ce cercle vicieux, sinon la négation de la cause première : l'athéisme et le matérialisme. Le régime nouveau ne peut garder les institutions du tsarisme et se trouve attaqué de toutes parts. Lénine proclame la nécessité d'appliquer immédiatement la théorie de la dictature du prolétariat, qu'il transforme en ce sens que les organes de la dictature ne doivent pas être les soviets populaires, nés d'hier, mais le Parti.

Cependant la dictature du prolétariat était à cette époque considérée comme une nécessité transitoire; le « saut de la nécessité dans la liberté » fut ajourné. La révolution une fois

1. Nicolas Berdiaev, *Le nouveau moyen âge*, p. 21.



victorieusement achevée, la dictature devait progressivement faire place à la société communiste libre de toute contrainte. Hélas, les communistes ne se rendaient pas encore compte que la prophétie qui doit s'ajourner cesse d'être une prophétie.

La révolution s'opérait dans une mer de sang; la bourgeoisie fut détruite et les ennemis du régime liquidés. Toutes les classes furent appauvries, la religion persécutée et les églises changées en casernes pour la bureaucratie nouvelle. Cela aussi fut une nécessité. Lénine déclarait que « lorsque le bois tombe, les éclats volent » et que c'est l'avenir qui impose le massacre d'aujourd'hui. La fin justifiant les moyens, on disait aux masses : « Regardez la misère d'hier, regardez la splendeur de demain ! Le présent est nécessaire pour détruire le passé et pour préparer le futur, il n'est qu'une nécessité transitoire... » Et les masses marchaient. Sans se rendre compte qu'une fin morale ne peut être obtenue par des moyens immoraux, sans se demander comment l'homme meilleur pouvait naître d'un amalgame de peur, de cruauté, de force et de mensonge.

La dictature, une fois arrivée au pouvoir, doit consolider ses positions, fortifier ses bases, et c'est ainsi que toute dictature néglige le but pour lequel elle était établie, devient une fin en soi et dégénère en instrument de suppression de tout ce qui pourrait la remplacer, en machine aveugle de sa propre perpétuation. Staline, le génie de la dictature moderne, est déjà conscient de ce caractère de son régime et écrit avec une sincérité étonnante : « La conception scientifique de la dictature n'est rien d'autre qu'une conception du pouvoir illimité qui n'est lié par aucune loi et par aucune règle, d'un pouvoir qui repose directement sur la force. »<sup>2</sup>

Le paradis communiste commence à prendre sa forme définitive. La structure de la nouvelle société se cristallise en s'appuyant sur les principes idéologiques capables de la justifier et de protéger son infaillibilité. Le Parti centralise le pouvoir et devient le seul et véritable monopole : monopole de l'organisation,

2. Staline, *Les questions du Léninisme*, édition tchèque, Prague, 1946, p. 111.



monopole de l'information et de l'éducation, monopole de la police et de l'armée, monopole de l'économie nationale, monopole de la direction de toute la vie du peuple. Rien n'est laissé en dehors du pouvoir du Parti, tout doit être dirigé, contrôlé, ordonné en fonction de ses besoins et de sa doctrine. La division classique des pouvoirs, selon l'ordre législatif, exécutif et judiciaire, indépendants l'un et l'autre est abolie comme un préjugé bourgeois. Il n'est qu'un seul pouvoir, celui du Parti, de structure monolithique, sans division et sans limite. L'Etat, qui selon l'ancienne doctrine devait disparaître avec la fin de la lutte des classes, demeure, devient plus puissant que jamais. Le Parti le fortifie comme instrument administratif et lui confie des fonctions nouvelles dans le domaine économique.

A cette époque, la doctrine sur la liberté subit de nouveaux changements. Le saut de la nécessité dans la liberté, une fois ajourné, est oublié complètement. On n'en parle plus; ou mieux : ceux qui osent rappeler les anciennes promesses sautent non pas de la nécessité dans la liberté, mais de la nécessité dans une prison où ils sont liquidés comme fractionnistes dangereux. Staline se charge d'élaborer une nouvelle doctrine de la liberté, une doctrine définitive et adaptée aux besoins de son système. Au moyen de la dialectique il établit que l'évolution fonctionne en vertu de lois autonomes et conclut au déterminisme absolu de la nature et de la société. Tout est déterminé et nécessaire, et la liberté consiste à dire « oui » à la nécessité afin de ne pas se faire écraser par « la marche de l'histoire ». Mais qui est en mesure de connaître la vraie nécessité du moment? Et Staline répond : c'est le Parti qui seul possède « ...la connaissance des lois du mouvement, la connaissance des lois de la révolution »<sup>3</sup>. Le cercle est clos et la définition nouvelle de la liberté communiste formulée pour tous les jours : la liberté n'est que l'affirmation de la nécessité révélée par le Parti omniscient et omnipuissant. Adieu les rêves, les visions du paradis, adieu les espoirs... Le Parti d'acier avec l'homme d'acier à sa tête (Staline en russe signifie « l'homme d'acier ») a besoin de discipline d'acier; l'acier des baïonnettes et des bar-

3. Staline, *Des principes du Léninisme*, Editions sociales, Paris 1946, p. 77.



reaux de prison triomphe sur la faiblesse de l'âme aspirant à la liberté.

Celui qui fait le premier pas pour supprimer la liberté est poussé à toujours avancer. C'est une chasse permanente où le régime détruit la liberté et la liberté détruit le régime. Sous le règne de Staline la tendance est de plus en plus claire. C'est une lutte titanesque; de nouvelles mesures s'imposent, de nouvelles lacunes se produisent; sitôt comblées elles surgissent à nouveau. Toute l'activité du Parti devient de plus en plus centrée sur l'élimination des restes de la liberté, toute l'énorme machinerie d'Etat est mise en branle et la dictature du prolétariat, jadis promesse d'un paradis terrestre, dégénère en appareil monstrueux d'écrasement de tout ce qui reflète le moindre aspect de la liberté.

Voilà le communisme de nos jours. Son isolement de tout ce qui se passe ailleurs est la condition sine qua non de sa perpétuation. Non seulement l'isolement dans l'espace, postulant la fermeture hermétique des frontières, empêchant tout contact avec l'étranger, mais aussi l'isolement dans le temps. Le passé, dont le souvenir pourrait troubler la simplicité innocente du combattant communiste, doit être transformé, « purifié ». D'abord le passé précédant immédiatement la révolution doit devenir aussi noir que possible, il faut peindre sa misère, son ignorance et son désespoir. Après la révolution l'histoire doit démontrer le progrès immense accompli grâce au Parti et à ses sages dirigeants. Mais la tâche est plus compliquée : dans l'histoire de la domination communiste peuvent figurer des hommes qui sont tombés en disgrâce après l'édition du livre qui décrit leur excellence; bien plus, on peut y trouver des théories qui aujourd'hui ont la marque de l'hérésie : par exemple le théorie du saut de la nécessité dans la liberté. C'est pourquoi il faut toujours réécrire les livres, détruire les éditions anciennes et déclarer l'édition nouvelle égale à l'original. Les œuvres de Marx, Engels et Lénine sont rééditées et adaptées aux besoins du présent. Staline surveille les travaux et met dans les livres des phrases qui lui donnent raison. Quelle perfection ! Pour démontrer une chose, Staline s'appuie sur Lénine, et pour pouvoir s'y appuyer, il fait tout simplement transcrire le



passage selon le sens désiré. Ainsi, Staline et son Parti ont toujours raison, ils ont tout prévu, tout prédit et tout se passe précisément selon qu'ils l'ont voulu.

Celui qui contrôle le passé contrôle aussi l'avenir. L'avenir se plie devant la volonté du Parti. Toute la société n'est qu'une immense entreprise où chaque mouvement est planifié et prédéterminé. Pendant la réalisation, les plans sont constamment refaits, sont toujours accomplis ou dépassés, car le Parti ne peut jamais se tromper. Un régime qui a menti une fois se condamne au mensonge perpétuel, il en est l'esclave et doit l'accumuler indéfiniment afin que ne surgisse un seul grain de vérité qui pourrait être fatal à son infaillibilité.

L'homme vit sous la direction de la nécessité. La nécessité révélée et imposée par le Parti ne pose pas de problèmes : il faut obéir ou se faire liquider. L'instinct de survie est fort, l'homme cesse un jour de se rendre compte de la différence entre la liberté et l'esclavage (voir citation de Lénine dans le deuxième chapitre), la vérité et le mensonge, et suit le chemin du moindre effort, du conformisme complet. Mais il y a encore une autre nécessité, celle dont la voix s'élève parfois comme l'unique protestation de la nature humaine aliénée par la force. C'est la révolte de l'âme, non moins que l'instinct du corps, qui surgit de la profondeur et réclame une réponse du Parti. C'est le moment où l'homme qui nie Dieu conçoit son immense solitude. La vie revêt alors une importance écrasante. Pour l'homme sans Dieu il n'y a que la vie; rien à attendre après sa mort que le néant absolu; seule la vie compte où il peut tout gagner ou tout perdre. Sans Dieu et niée l'immortalité de l'âme, seul le collectif peut conserver ou détruire la vie de l'individu, et donner à celle-ci un sens plus profond. Etre renié, être puni par le collectif, c'est terrible : c'est l'acte de l'unique, dernière et définitive justice, car il n'y en a pas d'autre. Une fois pour toujours l'homme est jugé et le seul salut possible lui est refusé. Vaine était sa vie, son nom sera oublié, personne n'osera parler de lui et le bilan de son existence se résumera au néant.

L'homme, « l'être social et naturel », privé de Dieu et de



sa justice suprême devient un être relatif dans l'œuvre collective. Rien n'empêche plus de l'utiliser comme un matériel ou comme un outil, que ce soit en vue de préparer quelque société future, ou d'assurer la domination présente d'un groupe privilégié. Rien même n'empêche de le rejeter comme inutilisable. Le gaspillage des vies humaines dépasse les records de n'importe quel régime de l'histoire. En se basant sur les études démographiques soviétiques et sur le recensement soviétique<sup>4</sup>, l'auteur arrive au chiffre de 55 millions de vies humaines détruites par la violence pendant trente-trois ans du régime. Et encore s'agit-il en toute probabilité d'une sous-estimation parce que les démographes soviétiques donnent un nombre plus élevé de naissances par mille habitants (Meslavec donne par exemple 20-22 naissances, tandis que l'auteur a pris seulement 17 naissances comme base de son calcul). Les camps de travaux forcés, les purges, les famines, les liquidations de peuples entiers et de classes entières, les deux guerres, tout cela donne 55 millions, avoués par les Soviets eux-mêmes. Et la réalité? De combien dépasse-t-elle la statistique officielle?

L'homme communiste connaît ces résultats. Il voit ses parents et ses amis disparaître et vit dans la peur que la prochaine purge le frappe et l'incorpore dans la vaste armée des morts inconnus. Pour se défendre, il faut qu'il se conforme à l'idéal établi par le Parti. Quelle terreur de devenir différent, souvent sans le vouloir ou sans le savoir, et par le fait même dangereux, soupçonné, condamné! Si la perfection d'une culture se mesure pour une part à sa tolérance et si la démocratie repose précisément sur la diversité provenant de la liberté, le communisme doit combattre ces truismes qu'il juge être préjugés. Alors, il développe le type unique du prolétaire idéal. Ce sera un homme sans visage et sans pensée, un parfait outil de l'édification de la société communiste où il y aura égalité dans l'uniformité; un homme formé dans l'ignorance préventive qui refu-

4. E. F. Volkov, *Dynamika naselenia SSSR za 80 let*, Moscou 1950; Novoselsky — Pajevsky, *Trudy demograficeskogo instituta*, Leningrad 1934. Gosplan, recensement de 1939, *Ozvestija*, 2 juin 1940.



sera de lire ou d'entendre ce qui ne vient pas du Parti; un homme détaché de tous les sentiments qui naissent du sang ou d'amitié et dont la vie émotive oscille entre l'amour du Parti et la haine de ses ennemis; un homme qui a un sadique plaisir de l'ordre et serait malheureux si obligé de faire son propre choix; un automate qui répond toujours à un geste par le même réflexe; un homme qui ne vit qu'en collectif; un homme qui croit que deux et deux font cinq parce que le Parti l'a dit; un homme qui n'a pas de problèmes moraux parce qu'il ne sait plus ce qu'est la morale; un homme qui dénoncera sa mère parce qu'il la croira l'ennemie du Parti; un homme qui ne sera plus un homme.

Changer l'homme en animal dressé n'est pas moins difficile que de changer l'animal en homme, et une machine ne chantera pas toutes les chansons voulues. Donc, les dirigeants communistes doivent recourir encore à d'autres moyens afin de réaliser la définition que donne du communisme l'ancien communiste anglais, le poète Stephen Spender : « Le communisme est la croyance que la société peut être changée par la transformation des hommes en machines pour la production de la société nouvelle. »<sup>5</sup>

Pour déshumaniser l'homme, il faut des mythes pour remplacer les valeurs transcendantes. Privé de Dieu et « libéré » de toute religion, l'homme ressent le vide et, lorsque la fièvre de l'orgueil rationaliste s'évanouit sous la lumière constante du grand mystère de la vie, il se rend compte encore plus fortement du besoin d'une foi qui explique tout, qui sanctifie son existence. Le matérialisme dialectique, officiellement déclaré l'unique science, doit donc être adapté à combler ce vide et permettre la création de mythes qui donneront aux hommes la capacité d'incarner leurs rêves. Les communistes savent aujourd'hui que l'homme dépourvu de mythes est un déraciné, qu'il souffre de l'angoisse des ténèbres et qu'il demeure constamment affamé de lumière. Il faut réaliser ce que réclamait déjà Nietzsche : « Dépasser le savoir par l'invention mythologique »<sup>6</sup>.

5. Stephen Spender, *The God that failed*, Londres, 1950, p. 271.

6. Nietzsche, *Volonté de puissance*, t. II, p. 271.



Comme toute chose, le mythe s'impose aux masses de par la volonté du Parti. Et il est bien évident que du moment où l'homme cesse d'être en contact avec le courant sacré de la foi religieuse, il tombe sous le joug de la mythologie la plus dure, sans idéal spirituel, dirigée vers des buts terrestres, sous la domination de la mythologie politique.

La mythologie soviétique, développée surtout pendant et après la dernière guerre, que l'auteur a pu étudier durant son séjour avec l'Armée rouge après l'occupation de la Tchécoslovaquie, puise dans l'histoire reculée du peuple russe et dans la littérature nationale. Ce ne sont pas les héros du peuple qui inspirent cette mythologie, mais les grands tsars : Ivan le Terrible, Pierre I<sup>er</sup> et Catherine, les généraux tsaristes Souvorov et Koutouzov, et les auteurs panslavistes du xix<sup>e</sup> siècle. Le but de cette mythologie est de développer un patriotisme et un messianisme russe justifiant et motivant l'impérialisme soviétique moderne.

A côté de cette mythologie historique il y en a une autre « mythologie engagée ». C'est la mythologie prolétaire qui représente le « héros du travail », le « héros de l'édification socialiste », le « héros de la grande guerre patriotique ». Les noms de Stalingrad, Leningrad, Sebastopole, de Stakhanov, de la fille Zoia, etc., deviennent les thèmes des contes, des récits et des poèmes. Cette mythologie sert à former le type idéal du prolétaire, exprime ses vertus et ses attitudes devant les différents problèmes de la vie. Enfin, de l'âme de cette mythologie naissent les mythes officiels qui enveloppent la personne de Staline d'auréole de titres pompeux, comme : « le père des nations », « le matin de la terre », « le créateur de l'avenir », « le guide de l'humanité », « le soleil de l'univers », « le maréchal de la victoire ».

Plus grande est la misère d'aujourd'hui et plus profonde l'incertitude du présent, plus forte est la séduction que l'avenir exerce sur l'âme des hommes. Rien ne fait mieux marcher et peiner les masses que la vision de la victoire totale et du paradis définitif à la fin de la lutte. Le Parti répond à ce besoin par une création délibérée du plus haut dynamisme, le mythe de l'avenir. Il faut inculquer aux masses la nécessité de la lutte, la noblesse des



sacrifices actuels et l'assurance de la victoire. Toute la doctrine exprime dans des termes pseudo-scientifiques « les lois, la stratégie et la tactique » de la lutte des classes. Une vaste littérature se concentre sur la future société communiste.

Le culte des prophéties officielles existe dès le premier temps du régime. Dans la lettre des dirigeants de la III<sup>e</sup> Internationale au Labor Party, publiée dans le *Times*, le 30 juillet 1920, nous lisons : « Il est probable qu'en se libérant des chaînes des gouvernements capitalistes, le prolétariat révolutionnaire de l'Europe va rencontrer la résistance des capitalistes anglais et américains. Dans un tel cas, le prolétariat révolutionnaire de l'Europe va s'unir avec les peuples de l'Est et va commencer un combat révolutionnaire, dont la scène sera le monde entier, afin de détruire le capitalisme anglo-américain. » Ces mêmes mots sont répétés aujourd'hui, 32 ans plus tard, et les communistes déclarent que leur prophétie deviendra déjà bientôt la réalité.

Voici une autre prédiction, touchant aussi nos jours, et provenant du début de l'ère stalinienne. Staline analyse l'avenir : « Nous ne devons pas oublier les paroles de Lénine où il déclare que l'édification de notre pays dépend de notre réussite à retarder la guerre avec les pays capitalistes, qui est inévitable, mais qui peut être ajournée jusqu'au moment où la révolution prolétarienne sera mûre en Europe. Dans l'entre-temps, la base de nos relations avec les pays capitalistes consiste dans l'affirmation de la possibilité de la coexistence de nos deux systèmes opposés. »<sup>7</sup> Actuellement nous sommes donc dans le stage de « coexistence » ; pour combien de temps encore ?

Mais comment cette mythologie communiste déshumanise-t-elle l'homme ? Quel est l'effet de cette interprétation de l'histoire, du présent et de l'avenir ? Le seul et unique but est simple : persuader l'homme qu'il n'est point libre, que tout est prédéterminé et suit toujours les prophéties du Parti, qu'il n'est qu'un des instruments de la nécessité immanente de l'évolution.

7. Historicus, *Staline sur la révolution*, Foreign Affairs, vol. 27, No 2, janv. 1949, p. 207.

Tout son bonheur doit reposer dans le fait qu'il connaît la nécessité, qu'il collabore « progressivement » et qu'il est sûr du résultat final. Et rien n'abrutit l'homme plus que le mensonge qui défigure sa liberté.

La liberté n'est plus la liberté si elle n'est que l'adhésion à la nécessité de l'histoire ou aux ordres d'un parti, dût-on réussir à transformer cet esclavage en un enthousiasme ou en une discipline de fer. Le dicton slave comparant la liberté à l'air, en ce sens qu'on s'aperçoit mieux de son absence que de sa présence, est vrai : la valeur de la liberté dans l'univers concentrationnaire de l'Union soviétique et de ses satellites se résume à l'ensemble des mesures destinées à la réduire. Et c'est dans ce sens que tout le système communiste ne vise à d'autre but qu'à la destruction de la liberté et qu'il n'y a pour le communisme d'ennemi plus terrible et redoutable que la liberté.

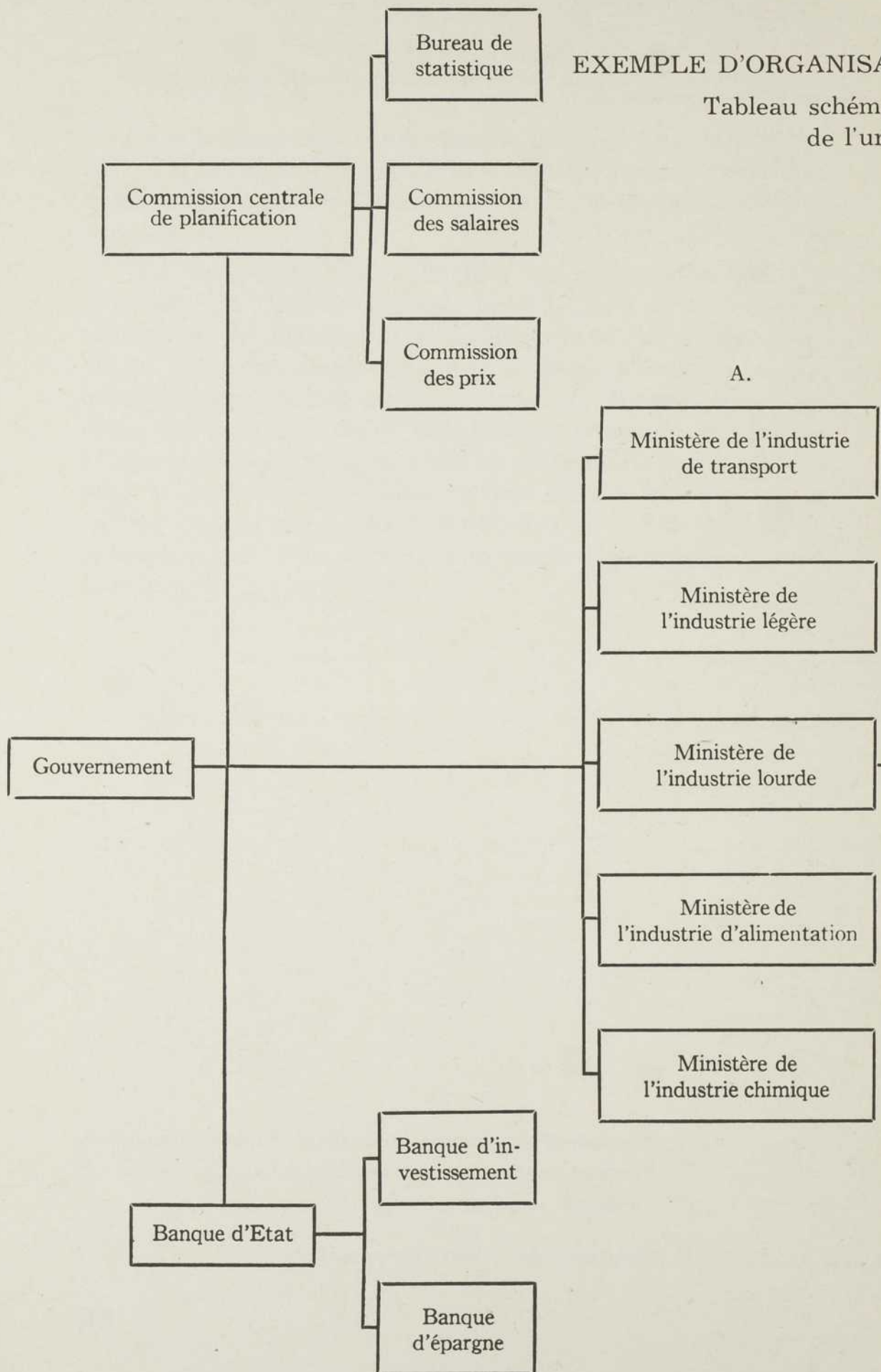


I. Exemple d'organisation industrielle en pays communistes  
*Tableau schématisant l'organisation de l'extraction de l'uranium en Tchécoslovaquie.*

II. Structure de l'Etat communiste

EXEMPLE D'ORGANISATION

Tableau schématisant  
de l'uranium





# INDUSTRIELLE EN PAYS COMMUNISTES

organisation de l'extraction  
en Tchécoslovaquie

B.

Energétique

Métallurgie

Sidérurgie

Aviation

Mines

Machinerie  
lourde

Machinerie  
de précision

Véhicules  
routiers

Mécanique  
générale

C.

Entreprise na-  
tionale Kovkop

Entreprise na-  
tionale Uranium

Entreprise na-  
tionale Nickel

D.

Mine "Lénine"

Mine "Gottwald"

Mine "Staline"

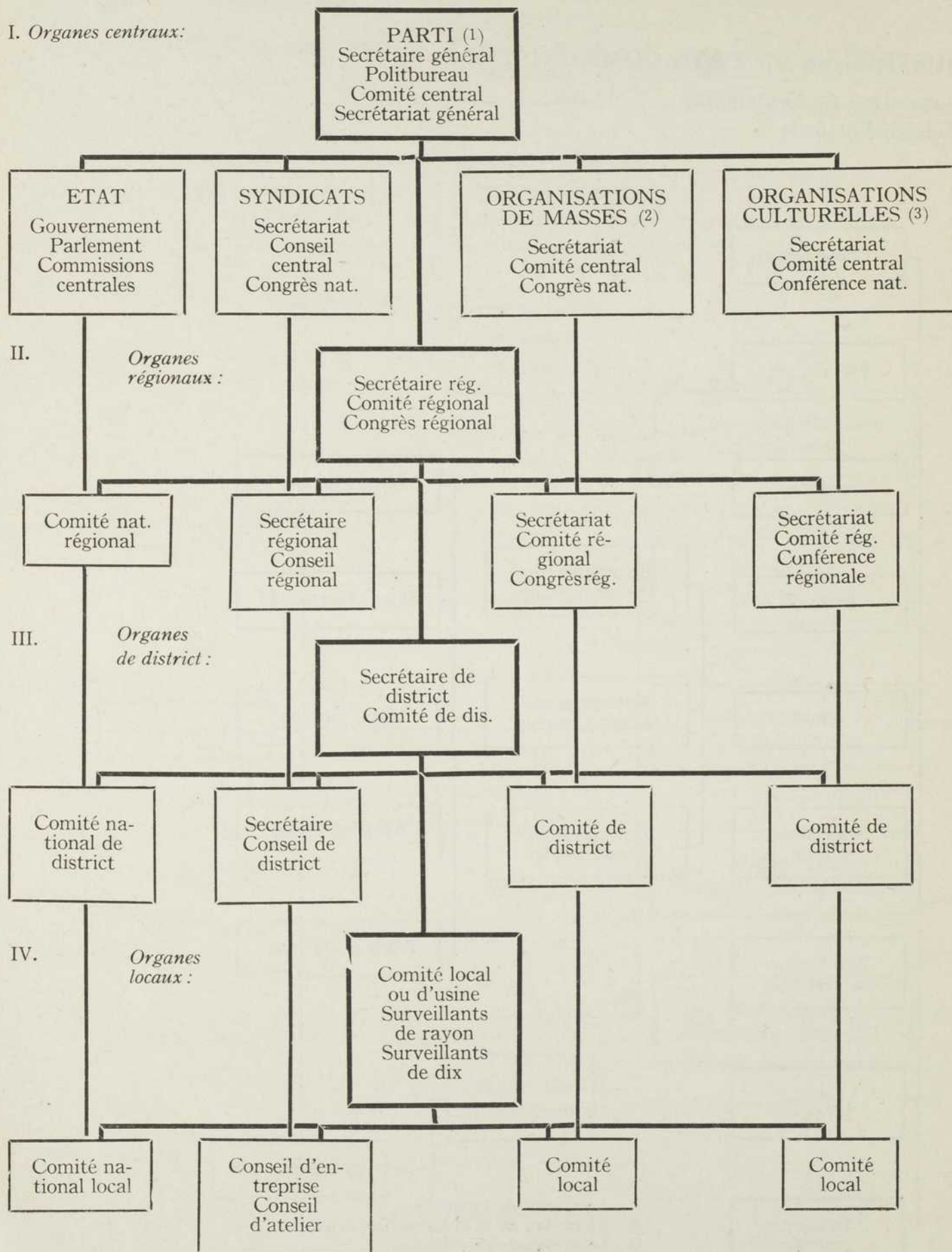
Mine de 5 mai

Mine de la Paix

- A. Le niveau de l'industrie.
- B. Le niveau de la branche industrielle.
- C. Le niveau de l'entreprise.
- D. Le niveau de l'usine.

## STRUCTURE DE L'ETAT COMMUNISTE

### I. Organes centraux:



### V. Les citoyens

1. Le Parti est « l'organisation suprême du prolétariat ».
2. Les organisations de masses sont, par exemple, les associations d'agriculteurs, de jeunesse, de femmes, etc.
3. Les organisations culturelles sont, par exemple, les associations de théâtre, de musique, de chant, ainsi que les groupements de gymnastique et de sport.



## Références

### De langue française :

- KARL MARX : *Le Capital*, Editions Costes, Paris.  
*Œuvres philosophiques*, trad. Molitor, Costes, Paris.  
*Idéologie allemande*, Editions Sociales, Paris.  
*Economie politique et philosophie*, Costes, Paris.  
*Manifeste communiste*, Editions Sociales, 1945, Paris.
- FRIEDRICH ENGELS : *Ludwig Feuerbach*, Costes, Paris.  
*Anti-Duhring*, Costes, 1946, Paris.  
*Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Editions Sociales, 1945, Paris.
- V. I. LÉNINE : *Karl Marx et sa doctrine*, Editions Sociales, Paris.  
*Qu'est-ce que les Amis du Peuple et comment ils combattent les social-démocrates*, Costes, Paris.  
*Friedrich Engels*, Bibl. marxiste, No 20, Paris.  
*Matérialisme et empirio-criticisme*, Editions Sociales INTERNATIONALES, t. XIII, Paris.
- J. STALINE : *Des principes du Léninisme*, Editions Sociales, Paris, 1946.
- LUDWIG FEUERBACH : *L'essence du Christianisme*, Costes, Paris.
- J. R. BLOCH : *Commune*, revue de Paris, décembre 1928.
- JEAN DANIELLOU : *La foi en l'homme chez Marx*, Chronique sociale de France, 1925.
- D. ROPS, etc. : *Le communisme et les chrétiens*, Paris, 1937.
- L. ARAGON : *L'homme communiste*, N.R.F., 1946, Paris.  
*Les grands appels de l'homme contemporain*, 1947, Paris.  
*Liberté syndicale*, t. I., B.I.T., 1927, Genève.  
*Informations sociales*, Vol. VIII, Nos 6, 7, 8, 9, B.I.T., Genève.
- KERBLAY : *Les normes dans l'économie soviétique*, revue *Economie et Humanisme*, janvier-mars 1950.
- NICOLAS BERDIAEV : *Le nouveau moyen âge*, 1934, Paris.
- BETTELHEIM : *La planification soviétique*, 1946, Paris.
- PACHERSTNIK : *La législation du travail en U.R.S.S.*, Ed. Soc., Paris.  
*Histoire du Parti (bolchévique) de l'U.R.S.S.*, Ed. Sociales, Paris.
- FEDOROV : *L'Eglise et le culte en U.R.S.S.*, Ed. Sociales, 1946, Paris.

## Déshumanisation du travailleur dans l'univers communiste

- J. FONTEYNE : *Droit et Justice en U.R.S.S.*, Ed. Sociales, 1947, Paris.  
N. MIKHAILOV : *Géographie économique de l'U.R.S.S.*, Ed. Soc., Paris.  
VOZNESSENSKI : *Le plan quinquennal de l'U.R.S.S. (1946-50)*, Ed. Soc.  
ZASLAVSKI : *La démocratie soviétique*, Editions Sociales, 1947, Paris.  
STROUMILINE : *La planification en U.R.S.S.*, Editions Sociales, Paris.  
EM. BOUVIER : *Patrons — Ouvriers*, Université de Montréal, 1951.  
H.DE LUBAC : *Le drame de l'humanisme athée*, Ed. Spes, 1945, Paris.  
*De quelques systèmes de règlement des conflits du travail*, Ministère du Travail, 1950, Québec.  
VANCOURT : *Marxisme et pensée chrétienne*, Blond & Gay, 1948, Lille.  
MOUNIER : *Qu'est-ce que le personalisme*, Ed. de Seuil, 1947, Paris.  
RAPHAEL : *La théorie marxiste de connaissance*, N.R.F., 1937, Paris.  
CORM : *Karl Marx, L'homme et l'œuvre*, Alcan, 1934, Paris.  
VINATREL : *L'U.R.S.S. concentrationnaire*, Spartacus, 1950, Paris.

### De langue anglaise :

- B. RUSSELL : *The Practice and Theory of Bolshevism*, Allen & Unw., 1948.  
H. Kelsen : *The Political Theory of Bolshevism*, Un. California, 1948.  
RIPKA : *Czechoslovakia Enslaved*, Gollanz, 1950.  
J. BURNHAM : *The Coming Defeat of Communism*, John Day, 1949.  
*The Struggle for the World*, John Day, 1947.  
STETTINIUS : *Roosevelt and the Russians*, W. Johnson, 1945.  
KOESTLER, GIDE, ETC. : *The God that Failed*, Londres, 1950.  
PAPOUSEK : *Czechoslovakia, SSSR and Germany*, Orbis, 1936, Prague.  
CARR : *The Soviet Impact on the Western World*, McMillan, 1946.  
DUFF : *Czechoslovakia, six studies in reconstruction*, All. & Un., 1947.  
STORM : *Peoples Victory in Czechoslovakia*, New Century Pub., 1948.  
BOBER : *Karl Marx's Interpretation of History*, 1927, Cambridge.  
JOSTEN : *Oh, my country*, McMillan, 1949, Londres.  
*Strategy and Tactics of World Communism*, House Doc. 619, 80th Congr  
NAGY : *The Struggle Behind the Iron Curtain*, McMillan, 1948.  
LASKI : *Reflections on the Revolution of Our Time*, Viking, 1943, N.Y.  
REYNOLDS : *Labor Economics and Labor Relations*, Prentice Hall, 1950.  
RUSSELL : *Power*, Allen & Unwin, 1940.  
*A textbook of Marxist Philosophy*, Gollanz, 1935.  
HEITZMAN : *Events Behind the Iron Curtain*, Int. Journal, Toronto, 1949.  
KOHN : *Czechoslovakia's Struggle*, Current History, Feb. 1948.  
*The New Leader*, Year 1950-51, N. York.  
HOOK : *Communism and the Intellectuals*, Mercury, Feb. 1949.  
*Czechoslovakia Under Communist Rule*, World Today, Jan. 1950.  
*Why Communists Are Not of the Left*, Antioch Review, Dec. 1949.  
*Strategy and Tactics of World Communism*, Infamy Journ., May 1948.  
*Soviet Ideology and Propaganda*, International Affairs, July 1948.  
*Cominform and Communism*, International Affairs, April 1948.



## Déshumanisation du travailleur dans l'univers communiste

- Czechoslovakia is not Communist*, *Contempor. Review*, April 1948.  
*Darkness over Czechoslovakia*, *Contempor. Review*, April 48.  
*Adaptability of Communism*, *Contempor. Review*, July 1948.  
*The Failure of Communism*, *Life*, Jan. 19, 1948.  
*Economic Report on Czechoslovakia*, *N. States and Nation*, March 1949.  
*Economic Report on Czechoslovakia*, *N. States and Nation*, March, 1949.  
*What Communism Means*, *Spectator*, Oct. 1946.  
*Communist Technique*, *Spectator*, April 1948.  
*Prague's New Freedom*, *Canadian Forum*, Feb. 1949.  
*Communism and Trade Unions*, *Canadian Forum*, Dec. 1947.  
*Planning for Destruction*, *Fortune*, Aug. 1949.  
*Totalitarian Trial*, *Nation*, Oct. 1948.  
*The Strategy of Communist Infiltration*, *World Politics*, April 1950.  
MORGENTHAU H. : *Scientific Man vs. Power Politics*, Chicago, 1947.  
*Marxism in Action : The Seizure of Power in Czechoslovakia*, *Foreign Affairs*, July 1950.  
*Czech. Foreign Institute in Exile : Memo IV on the Function of the Working Class in the Communist Struggle for Power; Memo III : Possibilities of Dissolving the Soviet Sphere of Power; Memo V : Forced Labor Camps in Czechoslovakia.*

### De langue tchèque :

- Funkcionar*, l'organe intérieur des fonctionnaires communistes, l'année 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, Prague.  
*Tvorba*, revue du Parti communiste, vol. 1946-50, Prague.  
*Organisacni rad Komunisticke strany Ceskoslovenska*, directives d'organisation du Parti communiste, 1946, Prague.  
*Ustava republiky ceskoslovenské*, constitution de la rép. tchécoslovaque.  
*Zakon o jednotnem odborevem hnuti*, la loi sur les syndicats, Prague.  
*Zakon 247/48 o taborech nucenych praci*, la loi sur les camps de travaux forcés, Prague, 1948.  
*Demokracie dnes a zitra*, Benes, *Democratie aujourd'hui et demain*, œuvre du prés. Benes, Prague, 1946.  
*Ceskoslovenska dvouletka*, le plan biennal tchécoslovaque, Orbis, Prague.  
*Ceskoslovenska petiletka*, le plan quinquennal tchécoslovaque, Prague.  
*Rudé Pravo*, *Le droit rouge*, journal du Parti communiste tchécoslovaque.  
*Tribuna*, revue de l'Institut tchécoslovaque en exil, année 1949-51.  
*Skutecnost*, revue des réfugiés tchécoslovaques, Genève, Suisse.  
*Zpravy csl. strany Prace*, les rapports de mouvements de résistance tchécoslovaques, Prague-Paris.  
*Hlas*, organe du parti social-démocrate tchécoslovaque en exil, Bruxelles.  
*Zivot za zeleznou oponou*, brochure H. Jandacek, Chicago, U.S.A.  
*Nove pracovni pomery v Ceskoslovensku*, *Le nouveau régime du travail en Tchécoslovaquie*, Orbis, Prague.

## *Déshumanisation du travailleur dans l'univers communiste*

---

- Doba*, organe de l'Union Nationale des Etudiants tchécoslovaques en Exil, Ludwigsburg, 1948-49, Allemagne.  
*Informator*, revue des réfugiés slovaques, 1948-49, Allemagne.  
*Drobne zpravy domaci skupiny*, documents de la résistance tchécoslovaque, Prague-Paris.  
*Impress*, informacni bulletin csl. vlady, bulletin tchécoslovaque d'information, 1948-51, Prague.  
*Prehledné dejiny filosofie*, cours philosophique de M. Kral, prof. à l'Université de Prague, 1947, Prague.  
*Je Benes vinen*, brochure de M. Peroutka, 1950, Paris.  
*New-Yorkské Listy*, organe des immigrants tchécoslovaques aux E.-U., N.Y.

### *De langue russe :*

- J. STALINE : *Voprosy leninisma*, Editions d'Etat, Moscou, 1936.  
VOLKOV : *Dynamika naselenia SSSR za 80 godov*, Moscou, 1930.  
NOVOSELSKY : *Trudy demograficeskogo instituta*, Leningrad, 1934.  
*Ustava Sojuzu Sovetskich Socialistickych Respublik*, 1936, Moscou.  
OUTEVSKY : *Sovietskaia Ioustitsia*, No 2, Moscou, 1937.  
*Sovietskoie Gosudarstvo i Pravo*, revue, Moscou, mai 1947.  
MIKHAILOV : *Novaja geografiia Sovetskogo Sojousa*, Institut Staline, Moscou, 1946.  
*Sovietskaja literatura*, revue, Moscou, année 1950-51.  
*Planovoe Khozajstvo*, revue, Moscou, année 1948.  
*Izvestija*, journal de Moscou, No des 29 avril et 2 juin 1940.

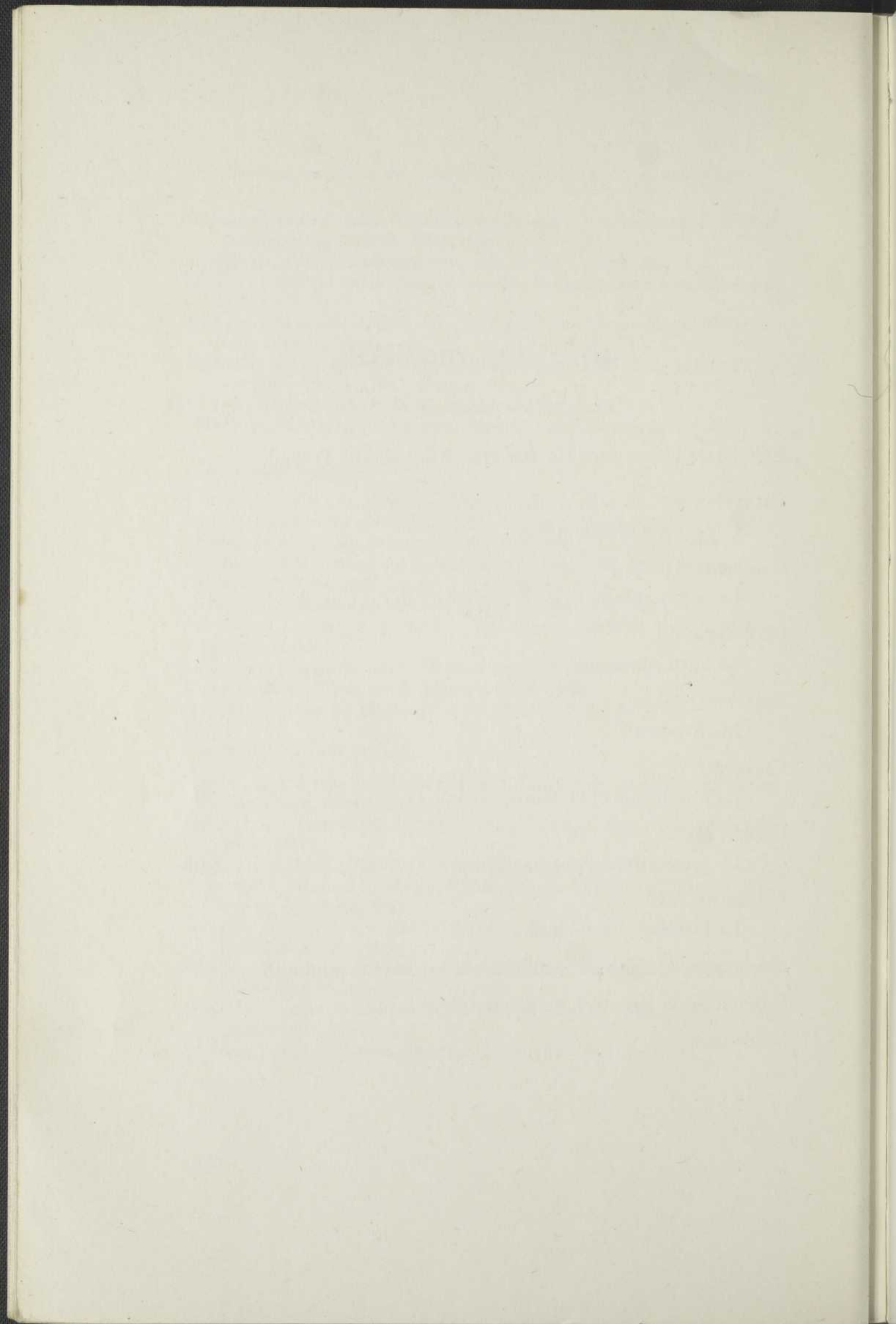
### *De langue allemande :*

- ROPKE : *Die Krise des Kollektivismus, Europäische Dokumente*, Verlag Kurt Desch, Munchen, 1947.  
JERUSALEM : *Demokratie richtig gesehen*, Verlag J. Knecht, Frankfurt am Main, 1947.  
BROGAN : *Politische Kultur*, Overseas Editions, New York, 1945.  
FUSSLEIN : *Dien unwandelbaren Fundamente des Staates, Drei Turme*, Verlag, Hamburg, 1947.  
WEBER : *Wohin Steuert die Wirtschaft?*, Europäische Dokumente, Kurt Desch, Munchen, 1946.  
SZCZESNY : *Europa und die Anarchie der Seele, Europäische Dokumente*, Kurt Desch Verlag, Munchen, 1948.  
*Der Monat, eine internationale Zeitschrift*, Année 1948, 1949, Berlin-Dahlem, Munchen, 1946.  
*Die neue Zeitung*, journal quotidien, année 1949, Munchen.

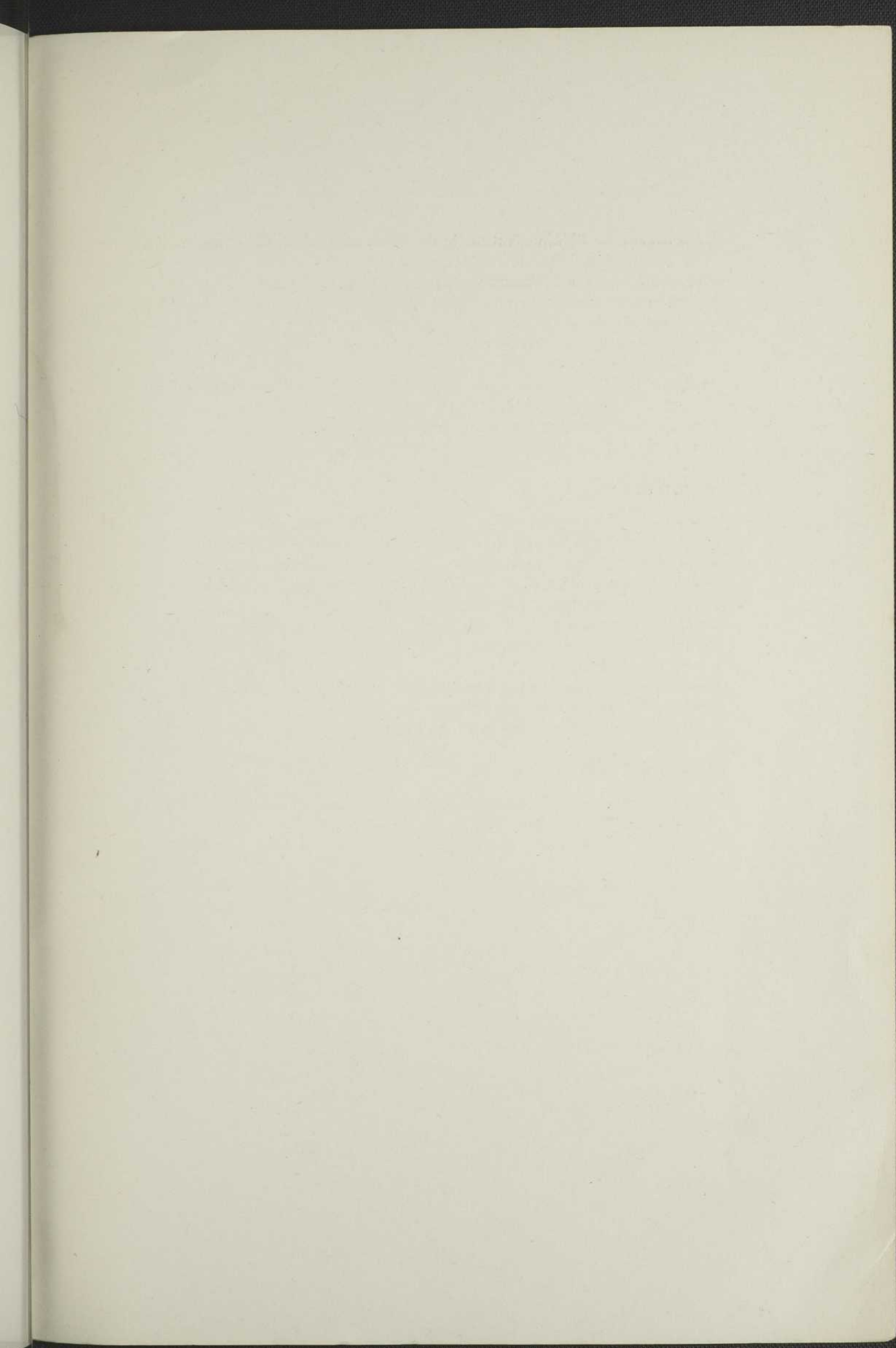


## *Table des matières*

|                                                           | Page |
|-----------------------------------------------------------|------|
| Préface de l'hon. Antonio Barrette, Ministre du Travail   |      |
| CHAPITRE I                                                |      |
| L'idéologie communiste                                    | 1    |
| CHAPITRE II                                               |      |
| Le communisme et les saines relations du travail          | 15   |
| CHAPITRE III                                              |      |
| Le Parti communiste                                       | 26   |
| CHAPITRE IV                                               |      |
| Les Syndicats                                             | 54   |
| CHAPITRE V                                                |      |
| La production et la planification                         | 72   |
| CHAPITRE VI                                               |      |
| La productivité des travailleurs                          | 90   |
| CHAPITRE VII                                              |      |
| La Liberté — Conclusion                                   | 105  |
| Schéma de l'organisation industrielle en pays communistes | 108  |
| Schéma de la structure de l'Etat communiste               | 120  |
| Références                                                | 121  |







BNQ



000 188 296